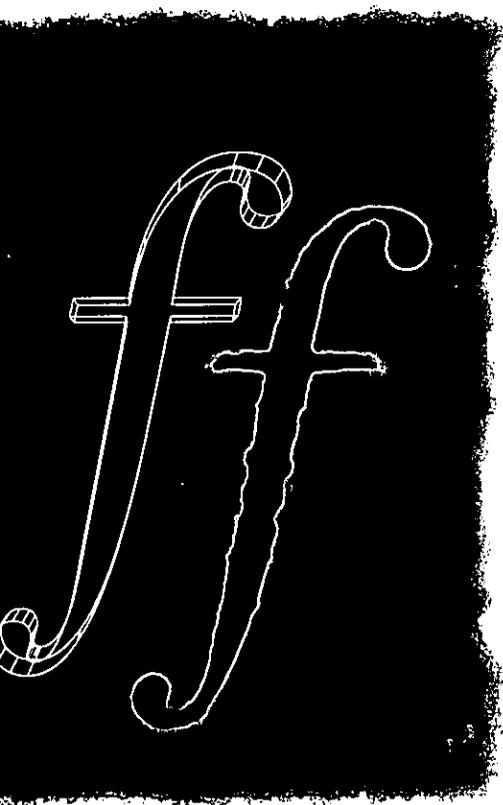


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 23 10€



*Un nouvel
équilibre
du monde*

S o m m a i r e

France-Forum • n° 23 • Nouvelle série • septembre 2006

Éditorial	3
-----------------	---

UN NOUVEL ÉQUILIBRE DU MONDE

Vers les Etats-Unis d'Afrique PAR ABDOULAYE WADE	4
L'Afrique : de nouveaux caps PAR ALAIN DEJAMMET	9
La mondialisation : le retour de l'Asie PAR MAURICE BIJN	21
La longue marche vers le marché PAR JULIA LEMÉE-LEE	26
Regards sur le monde -Interview de Dominique Moïsi PAR JACQUES MALLET	31
Angela Merkel à l'épreuve du pouvoir PAR HENRI MÉNUDIER	37
Ukraine la russe et la tentation de l'Occident PAR ALEXIS TCHERNOZIOM	47
Vers un nouveau dix-neuvième siècle PAR RENÉ FOCH	52
La Turquie s'éloigne PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	56

DOSSIERS ET ÉTUDES

La révolution hongroise de 1956 vue de, - et vécue à - Paris PAR FRANÇOIS FEJTŐ	61
Travailler mieux et produire plus PAR L'INSTITUT MONTAGNE	73

*
* *

La chronique des lettres PAR PHILIPPE SÉNART	78
--	----

MOTS ET HUMEURS

Au Proche-Orient, après guerre ou avant-guerre ? PAR JEAN-MARIE DAILLET	81
Les défis d'un monde nouveau PAR JACQUES MALLET	83
Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL	85

ARTS

Voyage Vénitien PAR FRANÇOISE COLINBERTIN	86
---	----

NOTES DE LECTURE

Les nouveaux penseurs du christianisme de Michel Cool PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	88
Vivre savant sous le communisme de Georges Ripka PAR GÉRARD VANIER	89
Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité PAR CHARLES DELAMARE	91
François de Menthon Un catholique au service de la République (1900-1984) de Laurent Ducerf PAR JACQUES MALLET	91
Louis XVI de Jean-Charles Petitfils PAR ALBERT KALAYDJIAN	92
Les richesses du roman policier historique PAR JEAN CHÉUNI	94
Mes vies d'entrepreneur d'Yvon Gattaz PAR PIERRE BAUCHET	95

Un nouvel équilibre du monde

“Le monde est branloire pérenne” écrivait Montaigne. De nos jours cette constatation a envahi les esprits. Il s'y ajoute la conscience, aussi brumeuse que malheureuse, qu'ont les Européens du renversement en leur défaveur du déséquilibre dynamique d'autrefois.

Il en résulte une appréhension du déclin. Celle-ci se transforme de plus en plus en méfiance à l'égard des puissances émergentes et en hostilité envers les prolétaires des pays qui ont raté leur développement. Le "mondialisme", prolongement accéléré des « grandes découvertes » de la Renaissance, est devenu le mythe du XXI^e siècle, en France en particulier. Il expliquerait les infortunes d'une majorité de citoyens alors que s'accroît la fortune des PDG.

Le remède à cette « grande peur » consiste à prendre conscience des réalités nouvelles. Notre ambition ici est

de contribuer à dissiper les préjugés, à en décrasser les esprits. Nous en avons appelé à d'éminents acteurs du « grand jeu » planétaire, tels que le président de la République du Sénégal. A son exemple nos lecteurs comprendront qu'il ne faut pas se recroqueviller sur le passé. Tous les hommes sont frères. A la table de la Nature chacun est invité à prendre place. Plus nombreux seront nous, plus riches seront les mets qui nous seront servis. A condition de nous traiter les uns les autres avec la courtoisie due à des égaux. Optimisme naïf, diront les sceptiques ? Non ! Mais le nouvel équilibre du monde requiert un nouvel équilibre des esprits.

C'est un combat sans cesse renouvelé. Au nom d'une ambition issue d'une doctrine où l'homme essaie de devenir toujours plus humain.

Le comité de rédaction

Vers les Etats-Unis d'Afrique

par Abdoulaye WADE

Les malheurs de l'Afrique viennent de ses divisions, de sa « balkanisation ». Les Occidentaux en parlent rarement, parce qu'ils sont largement coupables de cet émiettement funeste. L'idée panafricaine inspirera le redressement et la modernisation de tous les pays du continent. L'auteur de ces lignes veut redonner au continent la place éminente dans le monde qui revient au berceau de l'humanité.

Parmi les grandes questions qui occupent aujourd'hui l'Union Africaine, figure en bonne place le débat sur le parachèvement de l'Unité du Continent notamment par la création des Etats-Unis d'Afrique. En réalité, l'idée même d'un gouvernement à l'échelle continentale n'est pas nouvelle. Elle est le prolongement de la doctrine du panafricanisme, initiée, bien avant les indépendances africaines, par d'illustres pionniers de la diaspora africaine comme Edward Blyden, Henry Sylvester William, Georges Padmore, Marcus Garvey et William Dubois.

Le relais du panafricanisme sur le Continent fut assuré par la génération des Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, Cheikh Anta Diop, Nnamdi Azikiwe et Léopold Sédar Senghor. Dans la difficile gestation de l'Organisation de l'Unité Africaine, les partisans de l'Etat Fédéral Africain comme Nkrumah, regroupés au sein du Groupe de Casablanca, étaient contrariés par une démarche minimaliste prônée par le Groupe de Monrovia qui récusait l'idée d'un regroupement supranationaliste.

C'est dans ces conditions que deux initiatives Ghanéennes, intitulées, l'une, « *Gouvernement de l'Union pour l'Afrique* » et l'autre « *création d'un organe exécutif* » furent bloquées par des résolutions de procédure respectivement à la 1ère session du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA

en 1964 au Caire et à la 2e session à Accra en 1965. Cela n'était guère étonnant pour une organisation à vocation de coopération au sein de laquelle tout projet d'intégration politique avait été exclu d'avance. En réalité, si le nationalisme étriqué de la majorité des dirigeants africains aux premières heures de l'indépendance a pu faire avorter le projet des Etats-Unis d'Afrique, l'on doit aussi reconnaître que le fait colonial y a largement contribué.

La division, instrument de domination étrangère

Depuis la Conférence de Berlin (15 novembre 1884–26 février 1885) qui a établi les règles pour la conquête et le partage de l'Afrique entre les puissances coloniales, jusqu'à la Loi-Cadre Gaston Defferre (alors ministre Français d'Outre-Mer) de 1956 qui consacra l'autonomie interne des colonies françaises (dans une association avec la France) et la disparition des deux grands ensembles coloniaux qu'étaient l'Afrique Occidentale Française (AOF) et l'Afrique Equatoriale Française (AEF), toute la stratégie du colonisateur reposait invariablement sur un seul objectif : diviser pour mieux régner. Senghor l'avait si bien compris qu'il dénonça la Loi-Cadre comme un « instrument dangereux favorisant la balkanisation de l'Afrique ».

C'est donc une Afrique morcelée en autant d'Etats qu'il y avait de colonies, sans consistance territoriale pour la plupart, retranchés derrière le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, parés des attributs plus théoriques que réels de la souveraineté, qui accoucha de l'OUA en mai 1963, victime, dès sa naissance, de ses « péchés originels » et incapable de porter le projet de l'Etat Fédéral.

Pendant que les pays africains, plombés par les avatars du sous-développement, divisés par l'opposition Est-Ouest avec la guerre froide, se perdaient dans les disputes territoriales, la logique des grands ensembles faisait ailleurs son chemin et notamment en Europe où, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), on est passé à la Communauté économique européenne et aujourd'hui à l'Union européenne, sans doute la forme la plus achevée du supranationalisme contemporain.

Trente six ans après l'acte de naissance de l'OUA, les Africains ont fini par se rendre à l'évidence : *sans intégration politique, point de salut pour un Continent* aux énormes potentialités certes, mais qui représente à peine 2 % du commerce mondial. Quid alors de nos Etats pris individuellement dans un contexte où la déferlante de la mondialisation pousse même les plus puissants à conclure des accords et autres arrangements institutionnels ou commerciaux pour s'adapter aux réalités changeantes du monde ?

Retour à l'idée d'unité

Longtemps resté tabou, le projet des Etats-Unis d'Afrique est revenu au devant de la scène africaine ces dernières années. Le mérite en revient en grande partie au Guide de la Jamahiriya Libyenne, Mouammar El Khadafi, qui, au 4^e Sommet extraordinaire de l'OUA convoqué à son initiative le 9 septembre 1999 à Syrte (9-9-99), proposa la création de l'Union Africaine. La Déclaration de Syrte adoptée à cette occasion insiste sur la nécessité pour l'Afrique de « s'adapter aux changements sociaux, politiques et économiques qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur de notre continent » et fait notamment référence aux idéaux qui ont guidé « les générations de panafricanistes dans leur détermination à forger l'Unité, la solidarité et la cohésion ... entre les peuples d'Afrique et entre les Etats Africains ». La doctrine panafricaniste venait de prendre sa revanche et la place qu'elle mérite dans la construction d'un destin viable pour l'Afrique.

L'Acte constitutif de l'Union Africaine, adopté au 36^e Sommet de l'OUA le 11 juillet 2000, confirme ainsi la rupture historique et qualitative dans l'approche du régionalisme africain dans la mesure où l'Union traduit nettement une volonté d'intégration politique devant le constat d'échec d'une option de coopération qui a fini de montrer toutes ses limites. La création de l'Union Africaine constitue donc un premier pas vers les Etats-Unis d'Afrique.

En vue d'accélérer ce processus, le Sommet d'Abuja de janvier 2005 constitua un Comité de sept chefs d'Etat (les Présidents du Botswana, du Niger, de l'Ouganda, du Tchad, de la Tunisie, du Sénégal, le Premier ministre de l'Ethiopie plus le Président de la Commission de l'Union Africaine) présidé par le président Yoweri Museveni pour étudier les propositions libyennes visant notamment :

- l'abolition des tarifs douaniers entre pays africains,
- l'institution d'un embryon de gouvernement continental avec la création de Ministères des Affaires étrangères, de la défense, du commerce et du Transport et des infrastructures.

Le Sénégal quant à lui proposait huit postes ministériels continentaux : ministères de la Santé, de l'Environnement, de la Recherche Scientifique, des Finances, de l'Education, de l'Energie, de la Culture et de l'Intégration économique et sociale. La proposition sénégalaise est fondée sur le fait qu'à l'exception de l'énergie où la distinction peut exister entre pays producteurs et non producteurs de pétrole, tous les autres domaines de compétence couverts par ces portefeuilles ministériels se définissent presque dans les mêmes

termes partout en Afrique. Etant confrontés aux mêmes problèmes, nous devons donc rechercher des solutions communes au sein de structures ministérielles supranationales.

Le comité piloté par le président Museveni – lui-même un panafricaniste convaincu - n'a malheureusement pas progressé dans ses travaux du fait qu'à la réunion de Kampala du 13 juin 2005 qui devait étudier les propositions libyennes et sénégalaises, seuls l'Ouganda pays hôte, et le Sénégal étaient représentés au plus haut niveau alors que le Botswana l'était au niveau ministériel et la Libye (invitée) à celui d'Ambassadeur.

Au sommet du Syrte de juillet 2005, le Comité, autrement composé, (Algérie, Gabon, Kenya, Lesotho, Nigeria, Ouganda et Sénégal) fut reconduit dans ses fonctions sous la présidence du président Obasanjo, un autre partisan acharné du panafricanisme. Après une série de consultations, y compris avec la société civile et les intellectuels, ce Comité a soumis un rapport au 7^e Sommet de l'Union en juillet intitulé « le Gouvernement de l'Union africaine dans la perspective des Etats-Unis d'Afrique » avec notamment une feuille de route pour aller vers cet objectif ultime à l'horizon 2009. Comme un retour aux sources du panafricanisme, le projet des Etats-Unis d'Afrique est maintenant au cœur de nos débats avec ses partisans et ses adversaires. A Banjul, le Sommet s'est contenté de prendre note du rapport du Comité des Sept et de renvoyer son examen quant au fond à une session extraordinaire du Conseil Exécutif de manière à ce que le Sommet ordinaire de janvier 2007 prenne une décision sur la suite qu'il convient de lui donner.

Mon intime conviction -et le contexte international le démontre à suffisance- est que *sans un regroupement à l'échelle continentale, il n'y a point de salut pour aucun pays africain pris individuellement*. Mais je suis aussi conscient que tout le monde ne peut partir ni en même temps, ni au même rythme. Là où un pays comme le Sénégal par exemple peut, suivant ses dispositions constitutionnelles, abandonner partiellement ou totalement sa souveraineté en vue de réaliser l'Unité Africaine (sans passer par un référendum), un autre, à supposer que ses dirigeants en aient la volonté politique, devrait engager une procédure législative ou référendaire aléatoire pour y parvenir. La solution médiane consisterait donc à mon avis à avancer par étapes avec un noyau d'Etats prêts à franchir le Rubicon comme cela s'est fait d'ailleurs en Europe depuis la CECA et plus tard avec l'espace Schengen ou l'Euro.

De même, les Etats-Unis d'Amérique ont mis 183 ans pour se constituer dans leur forme actuelle, depuis les 1^{ères} adhésions à l'Etat Fédéral le 4 juillet

1776, jusqu'à la dernière, (Hawaii) le 21 août 1959. Personnellement, ayant appris ma première leçon de panafricanisme il y a bien longtemps au sortir d'un lycée de Dakar et au gré d'un vent qui, un jour, apporta à mes pieds un prospectus de la déclaration de Kwame Nkrumah à la Conférence de Manchester de 1945, je ne peux, en tant qu'intellectuel et homme politique, envisager le destin de l'Afrique autrement que dans un regroupement à l'échelle continentale. Dans son style combatif pour la décolonisation, Nkrumah disait en substance à Manchester : « comment peut-on croire que les impérialistes nous apporteront un jour l'indépendance sur un plateau d'argent ? »

Depuis lors, les temps ont certes changé mais le besoin d'une Afrique véritablement libre et indépendante se fait toujours sentir et sa satisfaction réside dans le parachèvement de l'Unité africaine par l'avènement des Etats-Unis d'Afrique. Et rien ne nous sera servi sur un plateau d'argent. C'est à nous d'assumer nos responsabilités dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Tous, africains du Continent et de la Diaspora - n'oublions pas en effet que le panafricanisme trouve ses origines dans la Diaspora - nous devons constituer un vaste mouvement à l'appui de cet objectif. C'est tout le sens de l'initiative dite « Alliance Panafricaniste » que j'ai lancée au Sommet de Banjul. Son objectif est d'alimenter la réflexion sur les voies et moyens de promouvoir le panafricanisme au 21^e siècle. Conçue sous forme pyramidale, l'Alliance repose à la base sur des Clubs panafricanistes qui regroupent des personnes par affinité (collègues partageant un même lieu de travail, habitants d'un même quartier, étudiants d'un même pavillon universitaire etc.).

A l'échelle intermédiaire de la pyramide, se trouve le Réseau Panafricaniste National qui fédère les Clubs Panafricanistes d'un même pays. Au Sommet, l'Alliance Panafricaniste regroupe les Réseaux nationaux. Comme j'ai l'habitude de dire, nous ne sommes pas pressés par tempérament mais par le temps. C'est aujourd'hui qu'il faut agir pour réaliser le rêve des précurseurs du panafricanisme. Demain il sera trop tard.

Abdoulaye WADE

L'Afrique : de nouveaux caps

par Alain DEJAMMET

La réponse doit venir des Africains, pas de la part des anciens colonisateurs. Ceux-ci peuvent cependant se poser des questions comme le fait l'auteur de cette étude. Pas dans un esprit de supériorité, mais d'amitié.

L'Afrique, entendons l'Afrique subsaharienne (écrire « Afrique noire » aurait déjà un petit air incorrect) s'apprête-t-elle comme l'autre à « mourir en parfaite santé » ? On pourrait le croire à rapprocher les discours optimistes de tant d'officiels, occidentaux cependant pour la plupart, qui parlent de « renaissance africaine », de « décollage » etc, du verdict lugubre rendu depuis René Dumont et son vieux livre des années soixante (« L'Afrique noire est mal partie ») par d'innombrables et désolés voyageurs, journalistes, experts.

Des constats désolants

Il y a les livres, bien sûr, accablants comme celui de Stephen Smith (« Négrologie ») ou simplement accablés comme ces rapports de quelques organisations internationales qui n'ont plus le goût de farder la réalité. Il y a aussi les témoignages bruts, singuliers : cet Américain, ancien du Peace Corps qui fut professeur d'anglais en Côte d'Ivoire du temps d'Houphouët-Boigny sur lequel le bon ton recommandait de déverser la critique et l'ironie. Il est revenu à Abidjan et découvre une masse de jeunes fanatisés, englués à leurs écrans de télévision passant en boucle des séries d'outre-atlantique exaltant la violence, et vénérant sur le même pied G.W.Bush et Ben Laden. Il en fait récit pour le *New-Yorker*.

Ce Français bien tranquille qui, la retraite venue, souhaite revoir l'Afrique qu'il a connue, jeune coopérant, quarante ans plus tôt. Comme il est intègre, il ne s'abouche pas avec quelque ONG communale ou départementale qui, sous prétexte de livraison d'un stock de vieux médicaments ou d'une pompe à eau, lui offrira voyage, hôtel, piscine, cocktail ou dîner à l'ambassade et bonne conscience en prime. Il voyage à ses frais, au ras du sol, en taxi-brousse, en camion-brousse, jamais moins de dix passagers empilés autour de lui. Il va de gîtes religieux en

hôtels rarement étoilés, de Conakry à Lomé via le Mali, le Burkina Faso, le Niger. Comme l'image qu'il rapporte est loin de celle des quelques avenues peignées que parcourent les quatre-quatre et les limousines des gens affairés ! Des pistes qui s'effondrent vite, au-delà de l'horizon, des sols qui se craquèlent, des pancartes fichées de-ci de-là clamant les ambitions d'un investissement fantôme ; partout, l'extrême pauvreté, et ces vols de débris de cellophane dans lesquels on enveloppe tout, de la mangue à la cigarette, et que le vent emporte jusqu'à la chèvre qui les broute et le filet d'eau où le poisson l'avale. Ce voyageur tient carnet de route. Il a trop aimé l'Afrique de ses vingt ans pour le publier.

Quel diagnostic retenir ? Quelle cause a prévalu pour expliquer essor, déclin ou stagnation ? Quels remèdes éventuellement suggérer ?

Les docteurs tant mieux viennent d'Amérique ou d'Europe. On se rappelle, voici quelques années, le juvénile enthousiasme manifesté pour l'Afrique par l'administration du Président Clinton. Les secrétaires d'Etat successifs, M Warren Christopher, Madame Albright dessinaient alors un « arc de la Renaissance Africaine » qui, du nord au sud, de l'Erythrée à l'Afrique du Sud, en passant par l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie, regroupait des pays qui se tournaient vers l'économie de marché et la culture anglo-américaine et se distinguaient du vaste marais suspect où semblaient s'enliser, dans les pratiques douteuses du monde francophone, les Etats africains du centre et de l'ouest. La Maison-Blanche ne désespérait cependant pas d'éveiller certains de ceux-ci à la civilisation. Devant un public de dames charitables subjugué, Madame Hillary Clinton narrait à New York, en 1998, le récit d'un sien voyage au Sénégal et émouvait aux larmes en contant comment elle avait enseigné à ces malheureuses victimes de deux siècles de colonisation française la signification du mot « élections ».

Les Français ne sont pas en reste qui, périodiquement, dépêchent en Afrique quelques-uns de leurs hauts dirigeants lesquels, lunettés de noir et chapeautés de paille pour la circonstance, exaltent les racines et le dynamisme de leurs hôtes, célébrant les croisements fertilisateurs et adjurant d'être constructifs, positifs, optimistes.

A côté du verbiage épisodique (la fièvre américaine est retombée, celle des Français est intermittente) et des effets d'éloquence, il y a, heureusement, des indices économiques et des évolutions politiques qui sont, dans les années récentes, de nature encourageante.

L'Afrique a retrouvé la croissance

Globalement (et quelle que soit la tonalité trompeuse de cet adverbe), l'économie africaine, depuis trois ans, a renoué avec la croissance. De l'ordre de cinq pour

cent, celle-ci engendre à son tour une augmentation régulière de trois pour cent par an du revenu des Africains. Cette croissance s'explique pour bonne part par la hausse des recettes dues à l'augmentation des cours du pétrole mais aussi des autres produits de base (cuivre, manganèse etc.) exportés par l'Afrique. Elle est due aussi à une reprise sensible depuis 2002 de l'aide publique étrangère sous forme surtout d'annulation de dettes. Cette croissance s'accompagne des effets vertueux habituels : progression des investissements, aménagements d'infrastructures (où les Chinois prêtent la main et font merveille, à bas coût ou gratuitement), libération du commerce interne, déclin de l'inflation ramenée à moins de dix pour cent. L'évolution la plus spectaculaire parce que très visible est celle des grands travaux, barrages, centrales électriques, menés par l'assistance étrangère, celle-ci venant toutefois d'Asie, de Téhéran à Pékin, l'ère du BTP français étant, semble-t-il bien révolue.

A quoi s'ajoute, pour conforter l'avenir, la réaffirmation, au moins solennelle et périodique, par la communauté des pays riches de son engagement à soutenir l'Afrique. Sommet du Millénaire à New York en 2000. Conférence de Monterrey en 2002. Sommet du soixantième anniversaire de l'ONU en 2005. Sommets successifs des pays industrialisés au Canada, en France, au Royaume-Uni. Il n'est aucune de ces réunions qui n'ait contenu un chapitre spécifique consacré à l'Afrique où l'on évoque la volonté d'accroître l'aide publique au développement (vers l'objectif devenu un peu fatigué des 70% du PNB des pays riches), la détermination d'alléger la dette, la lutte contre le VHS-sida, et pour fin heureuse, la résolution d'abaisser de moitié en 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour (actuellement, en tout cas, plus de la moitié des Africains). La phraséologie fleurit. Les épithètes liées aux différents degrés de partenariat (privilegié, renforcé, stratégique etc) ayant été épuisées dans les relations avec les pays de l'Est, l'Union européenne n'a de cesse d'inventer des « plans d'action » pour l'Afrique, des « plans d'action globaux ». M. Blair, pour faire pièce aux Sommets France-Afrique crée sa propre « Commission ». Le secrétaire général des Nations Unies, qu'il soit Boutros Ghali ou Kofi Annan lance tous les trois ou quatre ans ce qui sera « l'Initiative » majeure, décisive, pour l'Afrique. Du moins les expressions de sympathie sont-elles là.

Des progrès politiques

S'il y a, loin du verbe, des indices concrets du progrès économique, des signes positifs éclairent aussi le tableau politique, tant à l'intérieur des Etats que dans leurs relations mutuelles, celles aussi qu'ils nouent avec d'autres continents ou, au ravissement des Européens, dans leurs efforts d'intégration régionale.

De fait, la démocratie progresse, modérément. On en prendra pour exemples rassurants la démission de certains chefs d'Etat parvenus au pouvoir par la force (Niger, Mali, Burundi) et la généralisation des élections. Voici onze ans, aux derniers mois de l'existence de Mobutu, le directeur des Affaires Politiques du Secrétariat des Nations Unies, un Anglais, se refusait à prêter son concours à la mise sur pied en République Démocratique du Congo d'un scrutin qu'il imaginait d'emblée vicié. Aujourd'hui s'achève en RDC une élection qui paraît s'être déroulée de manière à peu près honnête.

Les conflits ouverts d'Etat à Etat se raréfient. Que l'on se rappelle : leur liste était longue, Libye-Tchad, Maurétanie-Sénégal, Rwanda-RDC, Angola-Congo, Ouganda-Soudan, et cette guerre abominable selon tous les témoins, quasiment occultée en occident, qui mit aux prises trois ans durant jusqu'à désespérer certaines des meilleures âmes américaines, deux des fleurons de « l'arc de la renaissance » cher au Président Clinton, l'Ethiopie et l'Erythrée.

Aujourd'hui, des tensions persistent. Des maraudages se poursuivent, du Soudan au Tchad, dans les grands lacs. Les invasions pures et simples sont moins visibles. Autre signe d'évolution sinon de réel progrès : les Etats africains renouvellent l'éventail de leurs relations. Aux tropismes anciens qui les portaient vers le Royaume-Uni, la France, le Portugal et l'Espagne et qui leur valaient d'être soupçonnés des pires complaisances (la « Françafrique »), succède une palette variée, fort accent étant mis sur le rapport direct avec les Etats-Unis (où s'éduquent les enfants des hauts fonctionnaires africains de la francophonie) mais aussi ouverture vers l'ouest, le Brésil, et surtout l'est, celui des pays islamiques, de l'Inde et de ses technologies, de la Chine enfin et surtout (la Chine, principale consommatrice du bois africain, majeure importatrice de pétrole, acheteuse exacerbée de tous métaux...). Le rêve d'une substitution de la relation Sud-Sud au vieux dialogue Nord-Sud encalminé pour cause d'inefficience, plane sur le réaménagement des politiques et, prenant l'Union européenne pour modèle, ils ont, dans les cinq dernières années, mis les bouchées doubles : transformation en 1999 de l'OUA en Union Africaine, mise en place dès juillet 2003 d'une batterie impressionnante d'institutions : Conférence des chefs d'Etat, Conseil de Ministres des Affaires Etrangères, Comité des Représentants Permanents, mais surtout, à l'instar de ce qui fascine à Bruxelles, une Commission aux vastes compétences allant de la maîtrise de la paix et de la sécurité à la gestion de l'économie et de l'agriculture. A la tête, un président réputé à poigne, l'ancien Chef d'Etat du Mali, Alpha Oumar Konaré.

Des droits plus droits

La construction africaine s'étoffe parallèlement dans un domaine où les reproches étaient jusque là vifs, celui des droits de l'homme et de la justice. Une

Cour Africaine des Droits de l'Homme est créée. Une Cour de Justice de l'Union Africaine est prévue. Pour témoigner s'il en était besoin de leur conversion aux nouveaux dogmes, ce sont des gouvernements africains, ceux d'Ouganda, de RDC et de Côte d'Ivoire qui, les premiers, (et les seuls jusqu'ici) saisissent le Procureur du Tribunal Pénal International de plaintes qui pourraient mettre celui-ci au travail. N'est-ce point la preuve, alors que les Etats-Unis, la Russie, la masse écrasante des pays asiatiques ou arabes (et le Vatican... et Monaco) n'ont toujours pas ratifié le Traité de Rome créant le Tribunal Pénal International, que l'Afrique a fait un considérable bond en avant ?

A regarder d'un peu plus près cependant, il semble bien que les efforts de chefs d'Etat africains qui s'adressent au Tribunal Pénal International visent davantage, en sollicitant la condamnation de leurs opposants politiques ou adversaires militaires, à faire consacrer leur victoire qu'à rechercher le passage impartial de la justice. Il n'est pas sûr non plus que la machinerie complexe de l'intégration africaine tourne à plein régime. Sur le plan économique, les Etats les plus dynamiques ont vite développé un programme (le « nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique- NEPAD ») qui, bien qu'adopté ensuite par l'Union Africaine, fonctionne, depuis son secrétariat établi en Afrique du Sud, en marge des institutions d'Addis-Abeba, siège de L'Union Africaine. Sur le plan politique, et malgré le succès de l'accord d'Alger mettant fin à la guerre Ethiopie-Erythrée, malgré les louables tentatives d'apaisement de la crise du Darfour au Soudan, l'Union Africaine, faute de moyens militaires, n'impose pas la paix. L'intention exprimée par le Président de la Commission, l'énergique ancien chef d'Etat malien, de se retirer est signe d'une perte de dynamisme et de confiance.

Mais des soucis persistent

Autant d'observations qui alimentent, on s'en doute, le diagnostic pessimiste des docteurs Tant Pis. Et ceux-ci ont provende abondante, tant sur le terrain économique que politique. L'économie du continent progresse certes au rythme de cinq pour cent annuels, mais que veut dire cette moyenne quand ce rythme est essentiellement porté par les quelques pays grands producteurs de pétrole (Nigeria, Angola, Gabon, Guinée Equatoriale et maintenant Tchad) et que la hausse du prix du pétrole pénalise inversement la majorité des pays africains importateurs nets d'énergie ? Que certains de ces pays (RDC, Zambie, Afrique du Sud) produisent des minéraux dont les cours ont également flambé n'empêche pas la dégradation de leur commerce extérieur et de leur produit national brut. A s'en tenir aux chiffres les plus brutaux, on conclut, chez la plupart des experts, que la très grande majorité des pays d'Afrique, hors six d'entre eux tous d'ailleurs situés, sauf Maurice, au nord du Sahel, ne parviendront pas à atteindre l'objectif clef du millénaire pour le développement qui est de réduire de moitié pour 2015 le

nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Ce sont toujours les chiffres du pétrole qui expliquent la forte progression en valeur des exportations du continent africain en 2003 (+ 23%) et en 2004 (+ 31%). Mais, une fois de plus, que signifient ces pourcentages quand on mesure d'autre part la chute de la part de l'Afrique (un peu plus de 2% contre 3% en 1990) dans le commerce mondial ? La vérité demeure qu'en deçà de ces indices généraux et, pays par pays, les statistiques sont mauvaises.

L'Afrique qui se nourrissait elle-même à son indépendance importe aujourd'hui son alimentation. L'Afrique industrialisée est un mythe. L'Afrique, simplement manufacturière, décline devant la concurrence effrénée des producteurs asiatiques. Restent, seules à soutenir le développement, les productions de base, minéral, or, caoutchouc, ou produits agricoles : café, cacao, coton enfin, avec les terribles aléas d'éventuelles surproductions mondiales ou d'une guerre des coûts liée ici à des pratiques de subvention (Etats-Unis), là à des gains fabuleux de productivité (Brésil, Chine).

Sur quoi se greffe malgré les ravages du VHS-Sida (vingt à trente pour cent de la population menacés en Afrique australe et des Grands Lacs), l'ombre inquiétante d'une croissance démographique accélérée (1,8 milliard d'habitants prévus en 2050 contre 650 millions dans toute l'Europe) et son corollaire, dévoreur d'espace et d'énergie, matrice de tensions sociales et d'insécurité, l'urbanisation. Déjà près de 70% de la population africaine vit dans les agglomérations. Un chiffre résume tout : celui de la pauvreté. Il est supérieur à 50% de la population en Afrique du sud, au Nigeria (70% et cela malgré le pétrole !) et à Madagascar (80%). Il est à la hausse depuis vingt ans. Ces calculs qui mettent à mal les pronostics ou les objectifs affichés dans les conférences s'aggravent de tous les signaux négatifs émis par la société politique.

Une mauvaise pratique de gouvernement

La simple gestion est évidemment compliquée par des pratiques généralisées, et dénoncées au premier chef par les Africains eux-mêmes, de détournements, de corruption, de népotisme. Démocratie il y a certes, mais quid si des élections portent au pouvoir un dirigeant dont le souci immédiat sera d'assurer l'avenir de sa famille, de sa tribu, en leur procurant des postes, des responsabilités ou des sinécures et en organisant un vaste circuit d'évasion de fonds vers l'étranger ? Est-on bien sûr, au demeurant, de la régularité de ces élections contrôlées souvent par des « observateurs » amis, aux missions largement défrayées ? A quoi bon, enfin, parler d'élections quand des formations d'opposition, comme c'est le cas en Ouganda, sont tout simplement interdites ? Ces régimes fragiles se font moins la guerre, la guerre ouverte avec tranchées, bombardements, colonnes blindées style Libye-

Tchad ou Ethiopie-Erythrée, mais ils continuent de rapiner les uns chez les autres comme l'ont fait pratiquement à l'ouest des Grands Lacs tous les voisins (Ouganda, Ruanda, Burundi, Zimbabwe) de l'ex-Zaïre, ou de se livrer contre leur propre population à des opérations de maintien de l'ordre proches du ratissage ethnique, l'exemple le plus triste en étant donné par la Côte d'Ivoire, mais combien d'autres pays encore occupés à faire taire ou contenir des rebellions, des « agitations » (Darfour au Soudan, troubles récurrents au Tchad, en Casamance sénégalaise, en Guinée Bissau) ! On feint de se féliciter (puisque nous sommes parfois les instructeurs) des progrès de la professionnalisation des armées africaines et de leur aptitude à mener des campagnes policées. C'est oublier que plusieurs de ces unités, dûment formées par des Français ou des Anglais, et qui se sont bien conduites, sous le drapeau des Nations Unies ou d'une force multinationale, sur un théâtre extérieur à leur pays, se sont rebellées dès leur retour dans leurs casernes, pour obtenir suppléments de solde ou changement de commandement (Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire).

Beaucoup ont applaudi à la diversification des relations africaines et se sont réjouis de ce que les Etats-Unis ou quelque donateur scandinave se soient entichés de tel ou tel dirigeant africain nouveau bien résolu à rompre avec l'ancien colonisateur. Quelle n'est la déception de ces nouveaux parrains quand ils sont confrontés aux dérives des despotes d'Asmara, d'Addis-Abeba, de Kampala, de Kigali ou d'Harare ! Les couloirs des Nations Unies sont sillonnés de ces anciens serviteurs des nouveaux régimes, fuyant leurs récents maîtres, récupérés ou cherchant à l'être par Kofi Annan, le PNUD, le HCR etc.

La fameuse relation sud-sud est-elle l'avenir, l'Afrique s'inscrivant au centre d'une vaste entente allant de Brasília à Pékin via New Delhi ? Les Africains mesurent aujourd'hui que les méthodes de production extensives des Brésiliens, pour le coton, le café, le caoutchouc, sont à terme meurtrières pour leur propre économie. La Chine est encore populaire grâce à ses dons, à l'absence totale de conditionnalité de ses prêts, à son indifférence pour les contraintes humanitaires ou sociales. L'impression devient très différente quand les Chinois tuent par leurs productions à bas prix les manufactures locales, et quand – le comble – ils débarquent sur un coin d'Afrique non seulement avec leurs capitaux et leurs connaissances mais avec leurs propres travailleurs. Que reste-t-il aux Africains si tout vient de Chine avant d'être réexporté, tout sauf la matière première locale ? A croire, parfois, que la relation d'antan de l'ancienne puissance coloniale à l'Afrique était moins léonine.

Aucune pesée des ombres et des lumières n'est possible mais au Conseil de Sécurité des Nations Unies le fléau, en ce qui concerne l'Afrique, penche décidément du mauvais côté. 70% du temps de celui-ci est, année après année, consacré

aux crises africaines. Pourquoi un tel bilan alors que des solutions d'apparence prometteuse avaient été proposées depuis au moins deux décennies et entérinées dans la bonne conscience générale ?

Des solutions trompeuses

Ces propositions étaient d'autant mieux accueillies, dans les différentes instances internationales, ONU, G 7, OMC, qu'elles frappaient par leur simplicité. Sur le plan économique, la solution tiendrait dans l'abandon de toutes les vieilles formules du « Pacte Colonial » entre le Nord et le Sud ou d'organisation des marchés, et dans l'entrée de plein pied de l'Afrique et des Africains dans l'économie de marché. Sur le plan politique, l'équivalent serait la maxime de la « bonne gouvernance » impliquant démocratie, droits de l'homme, justice.

Banque Mondiale et FMI furent chargés d'instruire les Africains des mérites de l'économie de marché. Ils firent fort bien pour tenter d'éradiquer la corruption. Louables aussi furent leurs efforts pour diminuer les gaspillages, réduire le nombre des fonctionnaires, alléger la paperasse. La vraie difficulté vint lorsqu'il fallut imposer le concept fort clair de la vérité des prix, et donc d'éliminer les subventions, rembourser ses dettes, s'ouvrir à la concurrence. Les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions de Bretton Woods ont permis à la plupart des pays africains d'accéder au marché mondial. Elles ont facilité, dans les pays disposant de quelques ressources naturelles, l'émergence d'une classe d'entrepreneurs actifs, efficaces. Mais elles ont cassé le mode de vie et le plus souvent le niveau de vie de la masse des populations. Tenons nous à un exemple : le Mali est un pays pauvre mais réputé géré de manière à peu près honnête. Le Mali dépend de ses ventes de coton. Le coton est produit, payé, commercialisé par une société d'Etat agissant aux antipodes de l'économie libérale et mondiale. Injonction est donc faite au Mali de briser le monopole de la société d'Etat qui règne sur le coton mais qui assure aussi pas mal de services. Le gouvernement résiste, arrache, an après an, un sursis qui s'épuise. S'il cède, ce qu'il finira par faire, quel sera son avenir ? Chez les voisins, l'arachide du Sénégal s'est effacée devant l'huile de soja des Américains ; la banane de Guinée ou de Côte d'Ivoire a du mal à se défendre, malgré le coup de pouce de Bruxelles, face aux productions d'Amérique Centrale. Vertus du marché libre ? Mais que reste-t-il à tel pays d'Afrique s'il n'est pas producteur de matières premières et quand ses humbles productions sont balayées par la Chine, l'Inde ou, pire, dans le cas du textile, par les dons massifs (déversement de fripes abandonnées) d'ONG stupides ?

En politique, le maître mot, depuis une quinzaine d'années, est celui de « bonne gouvernance ». M Malleck Brown, l'actuel directeur de cabinet de Kofi Annan, en fut l'un des grands prêtres. Au nom de quoi on a recommandé la démocratie et les

élections. On a recommandé aussi le respect des libertés essentielles et des droits de l'homme mais on a ajouté, en vertu des principes prévalant en occident que les droits de l'homme ne seraient pas vraiment consacrés si justice n'était pas faite, c'est-à-dire si les coupables de mille atteintes à leurs prochains n'étaient pas jugés et condamnés. Pas de bonne gouvernance au sens large et noble du terme s'il n'y a pas de lutte contre l'impunité.

Le résultat est que les élections ont certes lieu mais que les équipes au pouvoir en confisquent attributs et bénéfices, à l'exaspération de la partie adverse qui rêve de venir ou revenir aux affaires, éventuellement par la force. Le résultat est que la poursuite indéfinie des présumés coupables entretient une atmosphère permanente de vengeance et de revanches ; ou plutôt l'entreprendrait si les Africains ne savaient donner le change. Comme on le voit avec les péripéties des poursuites engagées contre Hissen Habré, dont on doute qu'il soit bientôt livré à ses adversaires, protégé qu'il est au Sénégal par la puissante confrérie des Mourides qu'il gratifia généreusement. L'effet excessivement brutal de ces mesures imposées par l'Occident au nom du libéralisme et des bonnes pratiques, l'hypocrisie à laquelle conduit leur mise en œuvre, amènent à se demander si quelques amendements ne pourraient pas être apportés aux doctrines en place. Nul ne discutera en Afrique les vertus de l'économie de marché et de la mondialisation qui l'accompagne. C'est le temps ou plutôt l'urgence imposés qui font problème en abattant hâtivement les systèmes nationaux ou régionaux qui protégeaient les productions locales et qui consistaient pour beaucoup dans l'établissement de stocks régulateurs destinés à écrêter les secousses des marchés.

On peut craindre que la logique du marché ne soit parfois menée un peu trop loin dans des pays qui s'éveillent à peine aux méthodes modernes de production et de commercialisation. Les hommes politiques (J. François-Poncet alors secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères en tête), les économistes français qui plaidaient, avec leurs collègues de la Commission européenne, voici trente ans, pour l'établissement en Afrique d'un Fonds commun de régularisation des cours des matières premières, étaient-ils si fous ou si ignares ? Ce Fonds fut créé et remplit sagement son rôle. Il a volé en éclats voici sept ans sous la pression de la liberté totale des marchés. Faut-il s'étonner aujourd'hui de voir les pays africains tenter de protéger leurs producteurs contre les à-coups meurtriers d'une surproduction mondiale en reconstituant stocks et caisse d'amortissement ?

La franchise est début du renouveau

On s'étonne, d'autre part, qu'Etats-Unis, Australie ou Canada puissent chercher à embrigader les pays africains dans leur vieux et opiniâtre combat contre la Politique Agricole Commune européenne. Aucune des productions agricoles de l'Union européenne ne concurrence celles de l'Afrique et la réciproque est vraie.

Les deux continents offrent en réalité l'exemple rassurant d'une complémentarité de productions et de consommations qui permettrait d'organiser des relations saines, équilibrées, à long terme. Le coton, l'arachide, le cacao, le café, la banane, qui les produit en Europe ? Qui croit vraiment que l'Afrique redeviendra un grenier à blé et qu'elle peut se passer d'importer de France ou d'ailleurs ? On voit poindre derrière ce raisonnement l'esquisse de liens, de zones d'échanges préférentiels. Anathème, mais il faut avoir la franchise de secouer les doctrines.

La vraie franchise serait réclamée sur le plan politique. Il fallut des années pour que les chantres à tous crins de la décentralisation, des libertés régionales, locales etc, découvrent que ce dont l'Afrique avait avant tout besoin c'était de « davantage d'Etat ». Interrogez le Directeur du Département du Maintien de la Paix à l'ONU et écoutez ce qu'il recommande : des ministres forts, des préfets, des gouverneurs, des gendarmes forts, serviteurs d'une nation souveraine. Comme on est loin des terrains de parcours sans frontières abandonnés aux razzias des bandes, des colonnes de mercenaires ou des grandes compagnies commerciales étrangères.

Les Etats doivent être démocratiques certes, et donc vive les élections. Mais le mal africain, c'est la crainte du lendemain, et donc, en prévision pour se préserver, l'accaparement du pouvoir, la terreur de le perdre. Ce qu'il faudrait donc enseigner, c'est moins la rotation du pouvoir par l'élection, l'alternance, que le « partage » du pouvoir de sorte que les opposants, gratifiés malgré leur échec, de postes, de places, de fonctions ne mettent pas tous leurs espoirs dans un coup de force. Apprendre à partager, à nommer comme en RDC vice-président un opposant farouche et d'ailleurs très détestable. Apprendre aussi à garantir à un chef d'Etat battu une sortie honorable. Kofi Annan ne peut pas tout seul continuer à meubler ses bureaux d'anciennes personnalités africaines déchues. Les Etats-Unis, en ce domaine, sont fort sages qui proposent toges de Chancelier d'université à des chefs d'Etat africains à la retraite. La francophonie joue un peu ce rôle dans notre hémisphère et il ne faut pas s'en désoler.

Partager le pouvoir, c'est évidemment tout le contraire de punir l'adversaire. Le choix est, effectivement, entre le châtiment et la réconciliation. On sait où emporte un vigoureux courant obsédé par la crainte que la justice ne passe pas, que l'impunité s'établisse. Mais en face, force est de constater que certains peuples, nombreux, en Asie, en Afrique, et même en Amérique latine, privilégient la volonté de pardonner ou de resserrer les rangs. Aux procès interminables, aux condamnations, aux pires détentions comme le Ruanda en donne aujourd'hui l'atroce exemple (suffit de lire les enquêtes du Comité International de la Croix-Rouge), l'Afrique du Sud de Mandela et de Desmond Tutu a préféré la voie du pardon et de la réconciliation nationale. Faut-il vraiment lui en faire reproche ?

Mais puisqu'on peut apprendre des Africains, on peut aussi leur apprendre sans fausse honte. Le retrait massif de nos coopérants a été un désastre. Des forces européennes sont encore parfois nécessaires en Afrique, comme en RDC, en Côte d'Ivoire, sans doute au Soudan. Aucune voix africaine ne s'élève contre ces engagements tant ils sont ressentis comme conformes à la vocation de l'Europe, aux besoins de l'Afrique. Mais cet engagement est-il aussi profondément compris, accepté en France et en Europe ? On en doute. Tous nos chefs d'Etat se sont dits amis de l'Afrique et ils pensent l'avoir prouvé par leurs voyages de trois jours, leurs sommets ici ou ailleurs de deux jours. Les ministres des Affaires Etrangères, de la Coopération voyagent (plus de soixante allez-retours vers l'Afrique déjà cette année, nous indique-t-on fièrement). Combien de maires, de Conseils Généraux (avec épouse) qui font de la coopération « décentralisée » et vont donc, périodiquement « évaluer » sur le terrain ? Tout ceci est bel et bien bon mais ne dissipe pas l'impression que l'esprit des Français (et des Européens) est ailleurs. Ils voient l'Afrique à travers ces photographies pathétiques qui illustrent, l'espace d'un instant, quelques épisodes dramatiques mais lointains. Ils voient les Africains à travers l'image soudain surprenante, parce que si contraire au cliché rassurant de la bonhomie tropicale, des émeutes de banlieue. Ils voient à travers les gesticulations médiatiques d'une poignée de vedettes de la musique et du caritatif. Ils savent bien que ce n'est pas l'Afrique. Mais leur attention, leurs réflexions, ils les réservent à l'Europe, sa difficile gestation, ou au Proche et Moyen-Orient, ses interminables et déchirants problèmes. Combien d'articles, de reportages sur les Grands Lacs et le Darfour et leurs centaines de milliers de morts et de déplacés, combien pour les raids de part et d'autre de la frontière israélo-arabe ? Les projections démographiques inquiétantes, les catastrophes humanitaires en gestation, c'est l'Afrique et nous ne voulons pas le voir.

Or l'Afrique est à nos portes, à notre rythme horaire. Et ses problèmes sont à notre portée car il suffirait de concevoir, avec beaucoup de volonté, de temps et d'efforts, une relation équilibrée mais pour cela nécessairement (et c'est là où le bât blesse dans un environnement libéral) « organisée ». L'Europe le peut-elle ? Peut-être. En quinze ans, sans qu'on le dise ouvertement, des progrès ont eu lieu. Français et Anglais différaient d'approche, et pour parler clair, nos amis d'outre-manche envisageaient sans déplaisir l'éclatement de l'ex Zaïre au profit des Etats anglophones de l'Est africain. C'était l'époque où le représentant britannique aux Nations Unies se battait féroce pour qu'on évitât de condamner comme « violations de frontières » et « pillages » les expéditions meurtrières menées en RDC par des bandes armées venues d'Ouganda et du Rwanda. Deux cents à cinq cent mille morts viennent nous dire laconiquement, six mois plus tard, en 1997, les responsables des HCR et de l'UNICEF. Tout a changé, très heureusement, et

Français et Anglais, depuis certaine explication solide au plus haut niveau à Saint-Malo en 1998, travaillent à peu près main dans la main. Des déploiements militaires européens ont déjà eu lieu. Un esprit nouveau est donc possible.

Un nécessaire changement

Mais pour être à la mesure des problèmes, un changement de cap, c'est-à-dire de priorités, est nécessaire :

- Une diplomatie qui se passionnerait certes pour l'Europe mais qui assignerait à celle-ci (ce qui n'est pas toujours évident pour les Slovaques ou les Estoniens) de se passionner avec nous pour l'Afrique.

- Une diplomatie qui se passionnerait certes pour le Moyen-Orient et la recherche d'une solution au « conflit israélo-arabe » mais qui admettrait que, malgré tous ses mérites et sa lucidité, son action pèse moins que celle de son grand partenaire américain, avec lequel, en permanence, il faudra bien transiger.

- Une diplomatie qui prendrait, en revanche, conscience de ce que, malgré la pression asiatique, sud et nord américaine, l'Afrique reste fondamentalement, par les langues, les déplacements, les flux migratoires, tournée vers l'Europe.

L'Afrique est à nos portes. Mais ses problèmes, préoccupants aujourd'hui, inquiétants demain, sont à notre portée, à portée de nos capacités puisqu'ils réclament avant tout, sur le plan économique, un effort de réflexion, de distribution des charges et profits, d'organisation, sur le plan politique, un réflexe de réalisme, mais sur le plan intellectuel et moral, une vraie mutation, une intériorisation, dans nos pensées, nos projets, nos programmes, nos « feuilles de route » comme on dit aujourd'hui, à l'échelle de la France comme à celle de l'Europe, de la priorité africaine.

Nous sommes loin, on le voit, du coup de cœur artistique et passager, si louable soit celui-ci, nous sommes loin du Musée, du masque à barbe etc.. nous sommes loin du devoir de mémoire indéfiniment tourné et retourné. Nous sommes loin du compte.

Alain DEJAMMET

La mondialisation : le retour de l'Asie

par Maurice BLIN

Economie mondiale sans conscience collective mondiale est source de multiples conflits. A l'Europe unie revient le devoir d'élaborer une solution.

Evolution ou révolution ? La vague déferlante d'une économie mondialisée présente, au premier regard, des traits qui devraient inspirer l'optimisme.

L'aboutissement d'un rêve

L'Inde et la Chine, les deux poids d'une Asie longtemps en sommeil démontrent, s'il en était besoin, la validité et l'efficacité du libéralisme. Au lendemain de la chute du mur de Berlin qui consacrait l'effondrement du communisme, l'américain Francis Fukuyama saluait le triomphe de la liberté et annonçait l'avènement d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Sa prédiction paraît se réaliser. Pendant trois siècles, l'Occident avait colonisé puis dominé le monde. Or voici qu'aujourd'hui des centaines de millions d'hommes lui emboîtent le pas. La barrière entre riches et pauvres s'abaisse, le savoir se partage et se répand, la croissance dans certains pays hier arriérés atteint 10 %, les technologies les plus pointues y sont maîtrisées, la recherche explose. Bref, l'Orient se rapproche à grands pas de son maître d'autrefois et se prépare à faire jeu égal avec lui. Dès lors, le vieux rêve né en Europe au XVIII^e siècle d'un monde que domine le commerce, modèle de liberté mais aussi de vigilance et de rigueur, gagne l'ensemble de la planète. En même temps, il le conduit sur la voie de la démocratie car économie et politique vont de pair. D'ailleurs, l'Europe, à sa modeste échelle, avait donné l'exemple. L'enrichissement que le rapprochement de ses peuples puis leur union lui avaient apporté, les progrès réalisés avec son appui par ceux d'entre eux que le communisme avait étouffés, l'accroissement d'activité qu'avait entraîné

l'ouverture d'un marché sans frontières, la facilité avec laquelle la Grande-Bretagne et la France avaient accordé sans dommage pour elles l'indépendance à leurs anciennes colonies, bref la modernisation réussie du Vieux continent conduisait à penser que la même recette appliquée à l'ensemble de la planète produirait sur elle les mêmes effets. Cette confiance dans les bienfaits de la mondialisation de l'économie a régné sans fausse note pendant dix ans.

Le retour d'un mal oublié

Cependant, avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, deux faits nouveaux apparaissent qui tempèrent ce bel optimisme. Certes, la richesse n'est plus comme autrefois un cadeau de la nature. Elle résulte bien davantage du travail, du mérite et du talent des hommes. Les cas de la Suisse, du Japon, de la Corée, de l'Europe elle-même en dépit de l'épuisement de ses réserves de fer et de charbon, le prouvent assez. La malédiction de la géographie paraissait levée.

Or voici que l'accès de plus de deux milliards d'individus aux aspirations d'une société de consommation fait exploser des besoins essentiels, tels l'énergie, les matières premières, l'eau, la protection contre la pollution, etc... Du coup, l'économie en devenant mondiale redécouvre un mal qu'elle avait oublié : la rareté. Et celui-ci en entraîne un autre, à savoir une rivalité entre nations qui rappelle l'affrontement des empires coloniaux d'hier. Et avec elle resurgit une dimension *politique* qui vient troubler la sérénité d'un système qui se croyait promis à la paix et l'abondance. Elle contribue par exemple au développement d'un marché des armes qui alimente une industrie, des technologies, un commerce fructueux et ... la corruption. On pensait que la compétition pacifique entre les peuples relayerait la guerre. Cet espoir s'éloigne.

Certes, l'alliance en économie du militaire et du civil n'est pas nouvelle. On lui doit avec la maîtrise de l'atome et Internet, les deux découvertes les plus spectaculaires du XX^e siècle. Demain, la surveillance d'un monde instable en proie à une concurrence sans frein ni règle, à des affrontements religieux intraitables, à la contrefaçon, à la drogue, au terrorisme, au crime organisé dont les agissements ignorent les frontières aura deux conséquences. Elle restaurera le rôle protecteur des Etats. Elle requerra des moyens considérables qui manqueront au développement de la société civile. *Or ces deux contraintes sont en contradiction avec la doctrine et l'éthique libérales.*

* *
*

Cette double hantise de la rareté et de la sécurité constitue le principal obstacle qui se dresse sur la voie qui aurait du mener la planète à la prospérité.

La résistance de la politique

Trois exemples en témoignent. Le premier concerne les Etats-Unis. Alors que le développement du commerce en matière agricole conditionne celui des plus pauvres pays du Tiers-monde, ils subventionnent largement leurs producteurs. Alors que leurs exportations ne représentent que 10 % du PIB contre 40 % en Allemagne et 28 % en France et en Grande-Bretagne, ils interdisent, par des voies diverses la pénétration de leur énorme marché d'armement aux fournisseurs étrangers. Ils refusent la gestion de six de leurs ports à une société du Moyen-Orient. De même, une entreprise chinoise a du renoncer à l'achat de leur neuvième compagnie pétrolière. Enfin, des secteurs tels les autoroutes, l'audiovisuel, l'immobilier, la distribution d'eau sont considérés comme relevant de la sécurité nationale et fermés aux capitaux étrangers. Le comportement de la Chine traduit le même souci de défense de l'intérêt national. Pauvre en énergie propre – le charbon dont elle détient d'énormes réserves est particulièrement polluant –, mais riche de ses réserves de change, elle multiplie par le canal de sociétés tant privées que publiques ses démarches en Afrique ou en Iran pour renforcer son approvisionnement en pétrole. Son industrie de biens de consommation courants se livre à une contrefaçon intense qui lui permet de concurrencer à des prix imbattables des produits de luxe dont beaucoup sont français. On dira que, dans le même temps, elle investit des sommes considérables dans la recherche. Avec l'Inde, elle a formé d'ores et déjà trois millions d'ingénieurs et de cadres. En 1950, 80 % d'entre eux dans le monde étaient occidentaux. Dans quelques années, ceux-ci ne seront plus que 50%.

Cette explosion du savoir pose une question. *Et celle-ci là encore est politique.* Ce potentiel vise-t-il à relever le formidable défi que représente la conversion d'un milliard quatre cent millions de chinois à la modernité ou répond-il à une autre ambition, celle de rejoindre puis de battre sur leur propre terrain les pays développés ? Servira-t-il en priorité à équiper le pays pour améliorer les conditions de vie de la population civile ou à satisfaire un appétit de prestige et de revanche sur l'histoire ? La réponse est incertaine.

Quant à la situation de l'Inde, elle n'est pas moins singulière. Son succès dans l'informatique de pointe et les services est éclatant. Il repose sur le nombre, la jeunesse, la qualité de ses techniciens. Mais là encore le contraste entre la vocation mondiale que se fixe l'Inde du XXI^e siècle et une population d'un milliard d'individus dont le tiers vit avec un dollar par jour, fait pro-

blème. A quoi s'ajoutent deux handicaps majeurs : d'un côté, une bureaucratie pléthorique où sévit la corruption, de l'autre, un secteur public qui abreuvé de subventions – il assure 25 % de sa protection nationale – parasite la nation. Enfin au sein de cet ensemble économiquement et socialement contrasté, se développe un hindouisme où politique et religieux se confondent et alimentent le nationalisme.

La rencontre entre un libéralisme né en Occident, marqué par la pratique de la mer, son mouvement, sa liberté mais aussi ses règles et ses risques et des cultures asiatiques, héritières de lourds empires continentaux à dominante religieuse, voués en quelque sorte à l'éternité, posera demain à l'Asie un problème dont l'histoire n'offre pas de précédent. Ce divorce entre le temps accéléré de l'économie et le temps long de la politique, du social et du religieux, l'Europe, elle aussi, l'a affronté et plus ou moins surmonté. On le retrouvera demain à l'échelle du monde.

Le duel de la géographie et de l'histoire

Ainsi, la mondialisation connaîtra demain un rythme beaucoup plus heurté qu'il n'avait été prévu. Mais, elle est devenue un fait incontournable. C'est pourquoi la réfuter, la condamner, comme en France certains en ont pris le parti, c'est tourner le dos à l'histoire. Elle modifie en profondeur le destin d'une Europe qui s'est considérée longtemps comme exemplaire et appelée, avec son puissant rejeton l'Amérique, à éclairer le monde. Or, elle est aujourd'hui tout au contraire soumise à sa pression et menacée, si elle n'y prend pas garde, d'être emportée. Il s'agit donc là bel et bien d'une véritable révolution. Hier, elle pouvait croire, et particulièrement en France, qu'après des guerres suicidaires, elle avait atteint, entre l'abondance des biens et la qualité de la vie, un point d'équilibre qui la mettait à l'abri des aléas et comme au balcon de l'histoire. Cette illusion se déchire. Elle découvre que le bonheur qu'elle croyait acquis n'est pas un dû. Il se mérite.

Cette leçon, elle semble parfois ne pas s'en souvenir. Et pourtant, elle est inscrite au plus profond de son histoire. Car l'Europe est née il y a près de vingt-cinq siècles d'une riposte à l'Asie. Si la démocratie athénienne a vaincu le Perse Xersès, ce miracle maintes fois célébré a été celui de la volonté, de l'intelligence et de la foi. Et voici qu'aujourd'hui ce défi resurgit étrangement inchangé. Et ses suites ne le sont pas moins. Car, après ce sursaut historique, la Grèce victime de la division de ses cités devint la proie de Rome. De la même façon, c'est à la suite de conflits fratricides, puis de son impuissance à s'unir que l'Europe se retrouve aujourd'hui dans la dépendance de l'Amérique et soumise à la pression conquérante de l'Asie. Il ne faut pas

oublier non plus que cette victoire qui avait été autrefois celle de l'histoire sur la géographie, celle d'un peuple léger mais souverainement inventif sur le sédentaire fort de son seul poids, du commerce lointain sur la culture étroite de la terre avait eu besoin d'un ordre pour assurer sa survie. C'est en effet à travers Rome, *puissance politique*, que la Grèce est venue jusqu'à nous. C'est dire la nécessité mais aussi la difficulté de l'émergence demain d'une « conscience collective mondiale » qui seule évitera la rechute d'une économie à vocation planétaire dans le nationalisme et ses tourments. Et son retour est d'autant plus à craindre qu'il sera favorisé par la rareté de biens naturels, (énergie, matières premières, etc.) dont nombre de pays émergents, telle la Russie hier prostrée, se trouvent être des détenteurs privilégiés.

Cette revanche de la géographie sur l'histoire présente d'ores et déjà deux risques. Elle disqualifie le travail au bénéfice de la spéculation. Elle incite les pays les plus développés à freiner l'ouverture de leurs frontières aux pays les plus pauvres dont certains se trouvent soudainement enrichis. On le voit bien avec la tentative d'une Organisation mondiale du commerce actuellement en échec. Fille à la fois de la Grèce et de Rome, c'est-à-dire de l'élan et de l'ordre, foyer d'une religion à vocation universelle dont elle paraît hélas, s'éloigner, l'Europe, à *condition de reprendre sa route*, aurait sans doute beaucoup à dire au monde du XXI^e siècle.

Car comme elle, il est devenu ambitieux et incertain.

Maurice BLIN

La longue marche vers le marché

par Julia LEMÉE-LEE

Les succès actuels de la Chine font oublier les énormes difficultés qu'elle a eue pour se dépêtrer de l'économie administrée. Elle le garde en mémoire, ce qui renforce sa grande prudence en matière économique et politique.

Un historien qui aurait eu l'occasion de poser à Deng Xiaoping la question de savoir - au moment où il a déclaré « la politique de la porte ouverte » en 1978 - si ce dernier avait une idée de ce qu'il allait déclencher n'aurait certainement pas eu une réponse claire, ni une idée de ce que cela allait amener comme changement. En effet, c'était la chute du « rideau de bambou » comme on désignait la situation en Chine pendant les années cinquante et soixante. Les convulsions de la Révolution Culturelle ne présageaient rien de rassurant à l'époque et personne ne pouvait envisager un instant une Chine telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Scepticisme initial

L'échec des différents plans quinquennaux et les grands bonds en avant qui ont amené plusieurs grandes famines ont mis en cause les principes de base du communisme conçu par Mao. Deng Xiaoping avait compris que pour sortir la Chine de sa torpeur après les exactions des gardes rouges de la Révolution culturelle, il fallait changer le système économique sans pour autant remettre en cause la politique du Parti. L'idée était d'améliorer le niveau de vie du peuple sans prendre des mesures politiques qui risquaient de créer une situation instable dans le pays. Il ne remettait pas en cause la position du Parti mais préconisait un changement partiel du système économique. Il était peut-être influencé par Feng Guifen qui en 1860 avait déjà préconisé l'importation des idées nouvelles de l'Ouest, pour les comprendre, les copier, puis les dépasser.

En fait, personne n'a vraiment cru ses paroles à ce moment-là, ni vraiment compris ce qu'il voulait dire. Les échanges commerciaux continuaient au

niveau des différents ministères et des sociétés d'Etat chargés des échanges commerciaux à Pékin et à la foire biannuelle de Canton.

Il fallut attendre le premier forum des investisseurs étrangers en 1982 organisé par le ministre du Commerce Extérieur à l'époque, Madame Chen Muhua, pour comprendre que des changements étaient vraiment en train de se faire. Bien entendu, on allait toujours dans le même hôtel Dong Fang à Guangzhou et il fallait toujours une invitation pour obtenir son visa. Ces mêmes visas étaient délivrés à l'époque pour des villes uniques et l'on ne pouvait pas changer d'itinéraire une fois sur place. Chaque ville visitée devrait être indiquée dans le visa. Cependant, le grand changement était dans le fait que l'on pouvait aller dans les villes de province et entamer des discussions directement avec leurs dirigeants. Des esprits entreprenants ont suivi cette voie nouvellement ouverte pour découvrir que les décisions prises à ce niveau devaient tout de même être validées par le ministère de tutelle et qu'en fait aucune décision ne pouvait être prise au niveau local malgré les protestations de ses dirigeants. En réalité, le gouvernement central savait qu'il fallait un peu de temps pour que ces dirigeants des entreprises régionales prennent l'habitude des contacts avec l'étranger. On était là pour être les premiers cobayes ! C'était un processus de part et d'autre pour faire connaissance et son apprentissage.

Des mesures ont été prises pour démontrer le sérieux de cette politique. Une première loi sur la garantie des investissements étrangers en Chine a été promulguée. Un cadre d'accord commercial était en cours de rédaction. On avait retenu les services d'un grand professeur de droit de Harvard, Jérôme Cohen, pour rédiger les premières lois sur les « joints ventures ». Ces fameuses JV comme on les appelait ont connu des échecs plus que les réussites ! Au début, pour ne pas enfreindre le principe du Parti communiste de ne laisser aucune entreprise étrangère posséder quoi que ce soit en Chine, la part des investisseurs étrangers était limitée à une part minoritaire. La réalité des chiffres a démontré l'irréalisme de cette mesure car on voyait la plupart du temps la surévaluation de l'apport chinois, c'est-à-dire le terrain et les bâtiments, pour contrebalancer l'apport étranger qui serait les équipements, la technologie et même le marché à l'exportation. Car, les JV étaient créées pour que ses produits soient exportés afin d'apporter des devises ! Mot clef de l'époque. En effet, le Renmenbi (RMB) n'était pas convertible et le taux de change était fixé par la Banque de Chine. Pour les étrangers, on a créé les « foreign exchange certificates »(FEC) et il fallait régler ses notes avec ces FEC, comme on les appelait à l'époque. On était en face d'une économie double, celle des locaux en RMB et les FEC pour les étrangers. Les salaires des employés des JV étaient payés en RMB mais les importations en FEC.

Bien entendu il y a eu dérapage. Pour comprendre la raison de cette mesure, il faut savoir qu'à l'époque toutes les importations, principalement des matières premières étaient faites par les ministères ou les organismes dépendant de ces ministères. Ensuite, ces produits étaient vendus aux entreprises d'Etat à un prix intérieur qui pour la plupart du temps était inférieur aux cours internationaux. On peut considérer que toutes les industries étaient subventionnées par l'Etat.

Contrôle et contacts

Comment sortir de cette situation ? Tel était le problème majeur parmi d'autres à régler par les dirigeants, en fait les quatre vice-premiers ministres mis en place par Deng. Il fallait encourager les entreprises à entrer en contact avec les sociétés étrangères mais pas en l'absence du contrôle du Département du Plan à Pékin. Le Plan autorisait les entreprises à développer certaines industries chaque année et les listes étaient distribuées normalement en début d'année après la Fête du Printemps (le Nouvel An chinois). Les sociétés chinoises ne pouvaient que traiter les projets qui faisaient partie du Plan. Pour être fidèle au principe de l'égalité, toutes les entreprises avaient le droit d'entrer en négociation pour tel ou tel projet sans tenir compte de la viabilité du projet dans la région spécifique. Cette situation a amené souvent la duplication des projets et le gaspillage des ressources financières qui manquaient tant à l'époque.

Ce qui nous amène aux problèmes financiers de l'époque. Sur le plan international, seule la Banque de Chine, la banque centrale de l'époque, traitait avec les banques étrangères, avec des accords de correspondance, et était acceptée comme le garant des crédits documentaires qui étaient utilisés pour les transactions. Il était normal qu'un investisseur étranger demande des garanties de cette banque. En fait, elle jouait un rôle dans le contrôle des engagements des entreprises chinoises. On ne pouvait pas laisser ces entreprises s'endetter sans contrôle. Bien des projets ont buté sur ce problème de garantie. Les autres banques chinoises et même les municipalités voulaient donner leur garantie, mais peu d'entreprises étrangères voulaient prendre le risque. Tout allait cahin-caha au début avec des périodes d'ajustements. On apporta des changements peu à peu et en 1989 plus de 5000 sociétés étrangères avaient investi en Chine ; les plus dynamiques étant les sociétés de Hong Kong qui profitèrent de l'occasion pour délocaliser leurs productions dans les zones économiques spéciales créées pour les attirer. C'était une période de grande expérimentation pour la Chine et pour le reste du monde.

Comment envisager de travailler avec un système de double gestion ? Les JV étaient des créations à deux têtes, l'une de l'investisseur étranger, l'autre

du partenaire chinois. Comment faire accepter les barèmes des salaires des dirigeants étrangers par rapport à ceux des dirigeants locaux ? Déjà les salaires de leurs employés n'avaient aucun rapport avec les salaires locaux. Bien entendu il fallait adapter les lois et assouplir la situation. Enfin la société 3M a été autorisée à faire un investissement lui appartenant à 100%. Des groupes d'hôteliers internationaux et principalement de Hong Kong furent autorisés à investir et récupérer leurs investissements sans partenaires locaux. Il y avait encore les difficultés dans l'embauche des salariés et surtout dans leur renvoi. En somme, pouvait-on concilier les deux approches, celui des investisseurs étrangers dont le but était de faire des profits et surtout d'entrer dans le marché chinois et celui des dirigeants qui était de moderniser le pays et sa production tout en maintenant le contrôle et une équité sociale ?

La rupture de 1989

1989 est une date marquante dans cette évolution. Les événements de la Place Tiananmen du 6 juin 1989 sont les résultats des mutations de la société chinoise amenées par son ouverture. Pour citer Deng, on ne peut ouvrir les fenêtres sans laisser entrer des mouches ! Ces « mouches » étaient des idées démocratiques qui foisonnaient dans l'esprit des jeunes devant les changements qui commençaient à amener déjà des injustices dans la société chinoise. Il y a eu un arrêt abrupt aux développements, un retour au système de répression avec des relents d'un passé pas trop lointain. Pour être juste, aucun dirigeant du pays ne voulait une telle situation mais il fallait maintenir la stabilité du pays. La stabilité est un mot-clef dans la politique interne. Les années qui suivirent servirent à une réflexion sur l'évolution du pays. Ce qu'il faut souligner c'est que l'arrêt venait plus de la part des étrangers que des dirigeants du pays. Seules les sociétés de Hong Kong, dont les dirigeants savaient que leur survie économique dépendait de la Chine, continuaient à croire au développement de celle-ci. On savait à Pékin qu'il fallait laisser passer du temps et rassurer le monde avant de pouvoir continuer sur la voie du développement. Nul n'avait envie de retourner en arrière.

La Chine d'aujourd'hui

Plus de quinze années sont passées, que trouvons-nous aujourd'hui en Chine ? Chaque jour dans la presse on évoque le dynamisme de l'économie chinoise. On ne voit que des images d'une Chine moderne avec ses gratte-ciel. Elle a rejoint l'OMC, elle va accueillir les Jeux Olympiques. Dans les villes, on ne voit plus des nuages de bleu à vélo dans les brouillards du matin, on entend les klaxons, les embouteillages sont partout même dans les villes secondaires et elles ne sont plus composées uniquement des Toyota et des minibus, on trouve toutes les marques y compris les grandes voitures de luxe. Dans les

viles, il y a des boutiques de luxe. Les grandes marques ne visent pas seulement les visiteurs et les résidents étrangers mais également les consommateurs chinois. Les supermarchés, de style américain, foisonnent dans tout le territoire. La fameuse enseigne M se trouve partout.

Mais surtout on trouve des entrepreneurs chinois qui ont réussi à créer des entreprises et amasser des fortunes à l'échelle internationale. Les entreprises sont cotées dans des bourses de Hong Kong, New York et Londres. L'introduction en bourse de la Banque de Chine, autrefois une entité inaliénable du patrimoine, connaît un grand succès. En un mot, la privatisation en Chine a été un succès. La création d'une force capitaliste est une réalité. La mutation d'un pays d'une économie centralisée par des cadres politiques et une bureaucratie dirigée par une idéologie politique en une économie libre, hormis certains secteurs sensibles tels que l'armement est une réalité.

Les procédures pour obtenir un visa d'entrée sont simplifiées ainsi que les visas de sortie. Il s'agit davantage maintenant d'obtenir les visas d'entrée pour les Chinois vers les pays qu'ils souhaitent visiter. Les cartes de crédit sont chose commune et ce qui est un indicateur réel, ceux qui étaient partis soient pour faire des études ou pour s'établir dans des pays étrangers rentrent au pays. Les étudiants ayant terminé leurs études retournent au pays car ils savent qu'ils auront plus d'opportunité en Chine qu'ailleurs.

Pour arriver à ce stade, il fallait faire des changements majeurs et il serait utile de rappeler ici que les dirigeants devaient tout d'abord adapter une économie subventionnée à une économie réelle basée sur les cours internationaux pour les matières premières. Il fallait aussi transformer la monnaie, le RMB, qui était inconvertible et maintenu à un taux de change fixé artificiellement par l'Etat en une monnaie convertible avec une dévaluation de près de 300% sur une période de 20 ans. Il fallait privatiser les sociétés d'Etat, les adapter aux normes de comptabilité et financière internationales pour être acceptées dans les marchés financiers internationaux. Il fallait établir des relations nouvelles avec les Etats-Unis, l'ONU et bien d'autres organisations mondiales, en un mot, devenir un participant actif et réel dans le monde. Tout ceci en moins d'un quart de siècle. D'aucuns diraient que cela reste insuffisant, qu'il reste des questions à régler surtout en ce qui concerne les droits de l'homme, mais citons Deng Xiaoping pour terminer, « montre moi un homme qui a su régler les problèmes de la dimension de la Chine, et je vais l'écouter ». La longue marche continue.

Julia LEMÉE-LEE

Regards sur le monde actuel

Interview de Dominique MOÏSI

France-Forum remercie Dominique Moïsi de nous avoir accordé au début du mois de septembre, une interview sur les problèmes actuels de la politique internationale et européenne. Directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI), ses avis et ses conseils sont très sollicités en France et à l'étranger. Nous lisons ses éditoriaux dans Ouest-France, ses études dans la revue de Politique étrangère et ses contributions à la revue américaine Foreign Affairs. Il est plus qu'un excellent expert. Il s'inscrit dans la lignée de Raymond Aron, celle d'un « spectateur engagé », mais toujours lucide, au service des valeurs éthiques, humanistes et démocratiques.

Jacques Mallet - *A partir d'une situation où rien n'est réglé, ni en Irak, ni en Afghanistan, ni au Liban, où la capacité de nuisance de l'Iran est considérable, à travers l'ensemble que l'on appelle « l'arc chiïte » est-il encore possible de négocier avec l'Iran ? C'est la première question. L'attitude de l'Iran qui me paraît peut-être plus nationaliste que terroriste, a évidemment des aspects inquiétants.*

Est-il encore possible de négocier ? Des actions militaires sont-elles possibles ? Des sanctions seraient-elles efficaces ou contre-productives ?

Dominique Moïsi - Pour commencer, il faut voir que l'Iran se considère comme le grand vainqueur de l'évolution de la situation au Moyen-Orient au cours des dernières années. La conjonction entre la hausse continue du prix du pétrole et du gaz et les difficultés toujours plus grandes rencontrées par les Etats-Unis et leurs alliés, non seulement en Irak mais maintenant en Afghanistan et par les Israéliens au Liban, conforte les Iraniens dans leur certitude que le temps joue en leur faveur. C'est là le point central. Au fond l'Iran a le sentiment qu'il ne lui est pas nécessaire de négocier, qu'il n'a rien à gagner, que de toute façon le monde occidental est trop divisé, que les cinq membres du Conseil de Sécurité ne trouveront pas un accord contre lui. Le danger principal c'est celui d'un Iran trop confiant en lui-même. Quelles sont

les intentions réelles de l'Iran ? Certes, l'ambition nucléaire de l'Iran est une ambition nationale. Elle est antérieure au régime des mollahs et elle rencontre le soutien de pratiquement tous les Iraniens, qu'ils soient partisans des mollahs ou pas. On dit même que la communauté juive iranienne, en privé à New York, soutient la revendication nucléaire du régime des mollahs. Mais, fondamentalement, la question que pose l'Iran est la suivante : « est-ce que l'on peut sereinement envisager qu'un pays, dont l'idéologie est quand même absolue, possède l'arme absolue ».

J.M. – C'est une théocratie en réalité !

D.M. - Oui, un régime idéologique... Plus le temps passe, plus le discours iranien est un discours extrême. Au fond, voilà un pays membre des Nations Unies qui refuse le droit à l'existence d'un autre pays membre des Nations Unies. C'est un fait nouveau ! Il dit tous les jours qu'Israël n'a pas le droit à l'existence.

J.M. – Est-ce que cela va au-delà des déclarations du Président ?

D.M. – Je pense que dans le jugement que nous portons sur l'Iran il y a deux écueils. Le premier, c'est de considérer que ce que dit le Président reflète la pensée de l'ensemble de la population. Je crois que le nationalisme pro-nucléaire est partagé par toute la population iranienne. Je ne pense pas que l'hystérie anti-occidentale et anti-israélienne soit le fait de toute la population iranienne, mais l'autre écueil qui me paraît à moi le plus dangereux serait de ne pas prendre au sérieux ce que dit le président iranien.

En fait, dans un régime totalitaire, avec une police politique très stricte, les intentions du pouvoir peuvent aller très loin. Au fond un régime totalitaire c'est un régime qui dit ce qu'il va faire et qui fait ce qu'il a dit qu'il allait faire. Donc je crois qu'il faut prendre très au sérieux le discours iranien. C'est pour cela que ma position est assez particulière. Je regarde les événements comme un américain le fait aujourd'hui mais la solution proposée par l'Amérique, c'est-à-dire à nouveau l'inévitabilité du recours à la force armée ne paraît pas très bonne. On a vu, surtout au lendemain de l'échec de la solution du tout militaire au Liban par les Israéliens, à quel point l'usage de la force est difficile.

Donc je crois qu'il y a deux écueils. Apaiser l'Iran comme si c'était un régime comme un autre, dire comme l'a fait le ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Douste-Blazy en pleine crise libanaise, que l'Iran était un grand

pays, une grande civilisation, etc...en attendant des effets magiques sur la modération de la diplomatie iranienne est pour moi un péché contre l'esprit, *c'est ne pas comprendre la nature idéologique du régime iranien*. A l'inverse, une approche à la Rumsfeld néo-conservatrice ne me paraît pas tout à fait crédible, plausible, raisonnable. C'est là que l'on arrive à la question : que faire ? et à la question des sanctions. Le problème là aussi c'est que les sanctions que l'on envisage ne sont pas efficaces et que celles qui pourraient être efficaces ne sont pas envisageables. Nous sommes vraiment confrontés à un dilemme extrême. Je pense que la menace de dire aux Iraniens : « vous voulez la bombe, il faudra la payer sans les revenus du pétrole » est la seule possible intellectuellement mais elle suppose une Communauté internationale différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Est-ce qu'on voit la Chine disant soudain « je vais me passer du pétrole » ?

J.M. – Quelles seraient les conséquences pour le marché pétrolier ?

D.M. - Sans parler des Etats-Unis qui diraient « je suis ravi de payer leur pétrole aussi cher que les Européens » pour peu que l'Iran renonce à ses ambitions nucléaires. On en doute ! Je crois que l'on est confronté là au dilemme peut-être le plus difficile auquel on a été confronté car, au fond, il y a une ambition impériale de l'Iran mais il y a aussi l'ambition idéologique des fondamentalistes et quelque part *l'Iran incarne la révolution la plus importante du système international aujourd'hui* : la rencontre entre fondamentalisme et nationalisme au sein du monde arabo-musulman. Donc l'Iran incarne le défi le plus grave auquel nous ayons été confrontés.

J.M. - Un nationalisme islamique qui est en même temps une forme de totalitarisme...

D.M. - Tout à fait. Le nationalisme arabe porté hier par des personnalités flamboyantes comme Nasser a échoué. La guerre des Six-Jours a mis fin à cela. Les nationalismes de type classique à la Saddam ont été arrêtés dans le sang et aujourd'hui il y a une troisième forme de nationalisme qui n'est plus arabe, qui n'est plus nationale mais qui est idéologique et religieuse. C'est vrai qu'en Irak il y a des différences entre chiïtes et sunnites... c'est vrai qu'il y a peut-être des sunnites qui souhaiteraient le maintien d'une présence occidentale en Irak pour les protéger des chiïtes mais globalement quand les Israéliens bombardent Beyrouth, les musulmans, émotionnellement, s'unissent contre l'Occident et contre cette incarnation extrême de l'Occident qu'est pour eux Israël. C'est dans ce contexte que je dirais qu'on retrouve la clé du système international actuel : la rencontre entre d'une part, la culture

d'humiliation du monde musulman qu'utilisent de manière cynique, manipulatrice, des régimes comme le régime iranien, d'autre part, *la culture de peur* de l'Occident face à la montée du terrorisme à l'extérieur et les échecs de l'intégration à l'intérieur.

Au fond c'est le problème. Comment lutter contre le terrorisme ? Plus d'énergie, plus de fraternité. Il faut éviter que les jeunes qui naissent aujourd'hui dans les banlieues, qu'ils soient à Birmingham ou à Sarcelles, ne soient tentés, compte tenu de leur désespoir, compte tenu de la crise du futur, compte tenu de la disparition totale des idées de progrès chez eux, à rejoindre des groupuscules terroristes.

J.M. – Vous répondez-là par avance à une question que je voulais vous poser, à savoir comment éviter que la lutte contre le terrorisme ne se transforme en un conflit de civilisations entre l'islam et l'occident ?

D.M. – Je crois que la guerre au Liban nous a rapprochés du conflit de civilisations et, sur ce plan là, le président de la République a eu des phrases fortes et justes. Alors, est-ce qu'on est dans un conflit de civilisation comme le disait Huntington, est-ce qu'on est dans un conflit religieux comme le disent aujourd'hui beaucoup de Palestiniens et beaucoup d'Israéliens ou est-ce qu'on est dans quelque chose d'intermédiaire qui est ce que j'appellerais *un conflit de cultures* ? C'est un peu la réponse que je donne dans un long article, un long essai que je publie dans les semaines qui viennent dans *Foreign Affairs* dans lequel j'oppose la culture de peur de l'Occident à la culture d'humiliation du monde arabo-musulman. Il faut rendre l'espoir au monde musulman, il faut qu'il se retrouve, lui aussi, dans quelque chose qui s'assimile à la culture de progrès que l'on voit aujourd'hui en œuvre en Asie. Au fond, la situation en Chine est complexe, la situation en Inde est complexe mais il y a dans ces deux pays un sentiment commun que les Anglais résument par l'expression « *feel good* » (on se sent bien), c'est-à-dire qu'on sent en Chine et en Inde que demain sera mieux qu'aujourd'hui et qu'aujourd'hui est mieux qu'hier, alors que *dans le monde musulman aujourd'hui est pire qu'hier* et on se résout à ce que demain soit pire qu'aujourd'hui.

La réponse pour moi, elle tient en deux mots : plus de sécurité, plus de fraternité.

Plus de sécurité face au terrorisme, plus de fraternité pour éviter que les jeunes des banlieues ne deviennent de futurs terroristes. Donc au fond, la réponse au défi de l'immigration c'est la réussite de l'intégration. Pour moi *la réponse c'est la fraternité*. Je crois qu'il faut absolument isoler les extrémistes en allant, de manière humaniste, ouverte, dans un dialogue avec les jeunes.

J.M. – Là, de ce point de vue, la politique américaine me paraît un peu négative. Elle fait l'amalgame au lieu d'essayer de dissocier, disons, ce qui est nationalisme légitime et ce qui est fondamentalisme totalitaire. Elle fait un amalgame et généralise tout.

D.M. – Tout à fait, je crois que c'est plus important pour nous Français. Je serais assez critique du modèle anglais car, au fond, les Anglais, au lendemain rappelez-vous des émeutes de novembre-décembre dernier, donnaient des leçons : le multi-culturalisme à l'anglaise est une solution idéale. Nous voyons aujourd'hui à quel point ce n'est pas vrai et à quel point la société britannique est encore l'héritière d'une société de castes, avec des ghettos linguistiques, des ghettos urbains même s'ils n'ont pas le même catastrophisme sur le plan de l'architecture (il n'y a pas les tours françaises), intellectuellement, le modèle citoyen français, *pour peu qu'il soit réellement appliqué*, est peut être préférable au modèle plus aristocratique fondamentalement des Anglais. Au fond les Anglais disent « venez, restez ce que vous êtes », de toute façon « compte tenu de votre couleur de peau, de vos origines sociales, de la manière dont vous parlez notre langue, vous ne pourrez jamais vraiment devenir totalement un citoyen britannique ! » je caricature un peu, un peu seulement !

J.M. – La relation de la France et de l'Europe avec les Etats-Unis est pour vous d'une importance majeure. Comment demain la rendre plus fructueuse et plus équilibrée ?

D.M. - La relation avec les Etats-Unis est plus que jamais fondamentale pour la France et l'Europe. La montée du terrorisme international, les défis énergétiques, les tensions au Moyen-Orient... constituent autant de défis auxquels il n'y a pas de réponses indépendamment des Etats-Unis. L'idée que l'Europe ou la France puissent définir leur posture diplomatique en opposition à Washington est un contresens historique. L'Amérique n'est pas notre ennemie, elle est notre alliée. Nous avons à son égard un « devoir de mémoire », qui s'impose à nous pour des raisons éthiques et géopolitiques. Il est moral et réaliste de maintenir avec Washington une relation de confiance.

Considérer la relation transatlantique comme vitale ne signifie pas le ralliement aveugle aux positions de Washington, et le soutien systématique à l'administration américaine. La France a eu raison de dénoncer l'aventurisme américain en Irak. Elle a eu tort de le faire de manière si flamboyante. Moins de deux ans après les attentats du Onze Septembre, elle donnait aux Américains le sentiment de les trahir. Trois ans se sont écoulés et le traumatisme de la crise diplomatique créée par la guerre en Irak n'est pas encore surmonté pleinement.

Vouloir retrouver avec l'Amérique une relation de confiance, préparer en quelque sorte l'« après Bush » constitue un investissement courageux pour la France et nécessaire pour l'Europe. Une Europe qui doit être un partenaire critique mais positif. Seule une Europe déterminée à prendre ses responsabilités peut être prise au sérieux par les Etats-Unis. Plus de France en Europe est la condition nécessaire à plus d'Europe dans le monde. Plus d'Europe dans le monde signifie une relation transatlantique plus équilibrée et plus constructive.

J.M. – Une dernière question : quelle devrait être la politique de l'Europe à l'égard de son grand voisin russe ?

D.M. - La Russie est redevenue incontournable. On peut regretter son évolution politique et le retour d'un « despotisme oriental ». Mais l'Europe ne peut se faire sans ou contre la Russie. Certes Moscou n'est pas candidat à l'Union européenne et la Russie ne remplit aucune des conditions pour rentrer dans notre « Club » de nations démocratiques. Aussi est-il essentiel pour l'Europe d'établir des règles du jeu claires avec la Russie. En premier lieu il ne faut pas permettre à Moscou de jouer une puissance européenne contre l'autre. Nous ne sommes pas dans l'Europe du dix-neuvième siècle. Ensuite la Russie se doit de se comporter en puissance responsable. Elle se considère comme une « super puissance énergétique », avec la puissance vient la responsabilité. Elle ne peut exercer un « chantage énergétique ». Enfin elle ne peut devenir une puissance normale et conserver une « nostalgie d'empire » qui domine ses arrière-pensées diplomatiques. Une Ukraine indépendante est la condition du rapprochement confiant et nécessaire entre la Russie et l'Europe.

*Dominique MOÏSI
était interviewé par Jacques MALLET*

Angela Merkel à l'épreuve du pouvoir

par Henri MÉNUDIER

*Cette mise au point sur la situation politique et sur la volonté de réforme
de notre principal partenaire, donnera des idées aux prétendants
à la succession de M. Chirac.*

Le 22 novembre 2005, le président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler, CDU, avait prévenu Madame Angela Merkel, juste après son élection comme chancelière : « Vous serez l'objet de nombreuses critiques. Cela devrait vous stimuler dans votre engagement pour le renouveau de l'Allemagne ». Presque neuf mois plus tard, le 16 juillet 2006, le président de la République s'en prenait lui-même au travail de la grande coalition. Il reprochait aux deux partis qui la composent, la CDU-CSU et le SPD, d'accorder trop de temps à la politique politicienne et à la défense des intérêts partisans, au détriment des problèmes concrets. Sa conclusion tombait tel un couperet : « la coalition ne s'est pas encore trouvée pour se concentrer sur l'essentiel ». Conscient de ses pouvoirs constitutionnels limités, le président tenait néanmoins à préciser que son rôle ne se limitait pas à représenter l'Etat mais qu'il devait aussi contribuer à faire avancer le pays.

Le lendemain de cette remontrance, l'hebdomadaire *Der Spiegel* publiait un entretien avec Angela Merkel, enregistré avant la tenue des propos présidentiels : « Je sais où je veux aller. Les électeurs ont donné à nous, les politiques, la mission de ne pas se lamenter chaque jour sur cette grande coalition, mais de dire : C'est notre mission et nous voulons la réaliser le mieux possible ». La détermination de la chancelière se heurte toutefois aux contraintes d'un gouvernement de grande coalition qui lui impose de nombreux compromis et aux problèmes de fond, difficiles à régler, que rencontre l'Allemagne depuis un certain nombre d'années. Après l'euphorie des premiers mois, les sondages

enregistrent des chutes de popularité saisissantes depuis le début de l'été et une montée indéniable du mécontentement.

Des sondages défavorables

« Parmi les 20 personnalités suivantes, lesquelles devraient selon vous jouer un rôle important ? » Dans l'enquête TNS-Infratest des 17 et 18 janvier 2006, publiée le 23 dans *Der Spiegel*, Angela Merkel se place au premier rang avec 85% (+23% par rapport à octobre 2005). Ses prédécesseurs à la chancellerie, Helmut Kohl, CDU (1982-1998) et Gerhard Schröder, SPD (1998-2005) n'ont jamais atteint ces sommets ; seul le très populaire ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, FDP (1974-1992) vient en seconde position (75%), suivi par Matthias Platzeck, éphémère président du SPD (72%) et Franz Müntefering, SPD, vice-chancelier et ministre du Travail et des Affaires sociales (66%). Dans l'enquête du même institut des 25 et 26 juillet 2006, publiée le 31, le président Köhler a pris la première place (74%), Angela Merkel recueille 70%, Kurt Beck 60% (le nouveau président du SPD) et Franz Müntefering 51% seulement. La chancelière et le vice-chancelier ont ainsi subi tous les deux, de janvier à juillet 2006, une chute de popularité de 15%, du même ordre que celle enregistrée par d'autres instituts de sondages.

Le degré de satisfaction fléchit nettement au cours de l'été ; les hausses d'impôts ou de cotisations sociales ainsi que les incertitudes sur l'avenir des retraites suscitent un vif mécontentement. La lutte contre le chômage, jugée insuffisante malgré l'érosion de celui-ci, vient en tête des sujets de mécontentement (86%). Il y a plus de personnes satisfaites que non satisfaites dans deux secteurs seulement : la lutte contre la criminalité (62% contre 34%) et la protection de l'environnement (56% contre 40%). Les intentions de vote se dégradent, à tel point que les deux grands partis ne retrouvent même pas à la fin de l'été 2006 les modestes résultats des élections fédérales du 18 septembre 2005.

Des forces politiques en mutation

Les mutations internes des partis et les rapports conflictuels qui existent entre eux expliquent pour une part la situation difficile de Madame Merkel. Les deux grands partis continuent à perdre des adhérents. Le SPD comptait 575 000 adhérents en juin 2006 (-13 000 par rapport à 2005), la CDU 565 000 (-4 000). Les libéraux du FDP avec 65 000 adhérents profitent des déboires de la CDU.

La CDU-CSU a été frustrée par sa contre-performance aux élections fédérales de 2005 ; les sondages la créditaient de plus de 40% des intentions de vote, or elle n'obtint que 35,4% (-3,3% par rapport au scrutin précédent de

2002). D'aucuns reprochent à Madame Merkel son manque de charisme et le caractère approximatif de ses propositions économiques et sociales. Au congrès de Leipzig, le 1er octobre 2003, elle s'était distinguée en proposant d'ambitieuses réformes d'inspiration libérale qu'elle espérait mettre en œuvre avec le parti libéral FDP. Or les rapports de force issus des dernières élections ne lui laissent pas d'autres possibilités que de gouverner avec le SPD qui n'a que quatre députés de moins que la CDU-CSU. La présidente de la CDU ne satisfait pleinement aucun des courants de son propre parti qui lui reprochent de sacrifier les milieux populaires en assainissant les finances publiques ; l'aile proche des entreprises et des milieux économiques dénonce une trop grande proximité idéologique avec le SPD. Le parti frère, la CSU bavaroise présidée par Edmund Stoiber, joue un rôle ambigu fait de soutien calculé et de critique parfois perfide. Sur les seize Länder que compte l'Allemagne, dix sont dirigés par la CDU (outre la CSU qui gouverne sans partage à Munich depuis de nombreuses années) ; ces chefs de gouvernement redoutent l'impact négatif de la politique fédérale sur les futures élections régionales. Madame Merkel doit composer avec l'influence des « barons » régionaux, dont certains attendent le moindre faux-pas pour prendre sa place. Les sondages défavorables, le débat interne sur l'identité des chrétiens-démocrates, la proximité du congrès CDU de novembre et l'élaboration d'un nouveau programme pour 2007 exacerbent les tensions internes.

Le SPD s'est remis assez rapidement du retrait total de Gerhard Schröder de la vie politique et du caractère éphémère de la présidence de Matthias Platzeck (15 novembre 2005 – 10 avril 2006), obligé de se retirer pour raisons de santé. Allemand de l'Est venu à la politique en 1989 comme Angela Merkel, il n'a pu incarner longtemps la relève politique fédérale par des responsables des nouveaux Länder. Il est remplacé par Kurt Beck, chef du gouvernement régional de Rhénanie-Palatinat, qui a réussi en peu de temps à redonner confiance à un parti bousculé par les réformes de Gerhard Schröder et par les élections anticipées de 2005. Willy Brandt avait présidé le SPD pendant 23 ans (1964-1987), le parti a connu depuis huit présidents différents. L'équilibre entre la présidence du parti (Kurt Beck, qui n'appartient pas au gouvernement fédéral), la présidence du groupe parlementaire au Bundestag (Peter Struck) et Franz Müntefering, ancien président du parti, actuel vice-chancelier et très influent ministre du Travail et des Affaires sociales, reste problématique. Le poids de Franz Müntefering est illustré par le fait que son ministère gère à lui seul 42% des dépenses du budget fédéral.

Les députés sont d'autant plus disposés à manifester leur mauvaise humeur qu'ils ont souvent l'impression de devoir approuver des décisions prises par

dessus leurs têtes, entre les directions des partis ou au sein du gouvernement. Loin de s'additionner, le potentiel des deux partis se neutralise souvent car aucun des dirigeants n'oublie que les partenaires d'aujourd'hui seront les adversaires de demain lors des élections fédérales de 2009, si la coalition tient jusqu'au bout de la législature. Dans l'immédiat les deux grands partis doivent coopérer tout en se préparant à la confrontation. Madame Merkel se trouve ainsi constamment sur une corde raide, même si la constitution lui donne une forte position dans le système politique.

Les adhérents et sympathisants de la CDU, déçus par Angela Merkel, se tournent vers le parti d'opposition libéral. Le FDP et son président Guido Westerwelle bénéficient de sondages favorables. Ce dernier se moque des partis de la grande coalition, qu'il considère comme une « communauté de détresse des perdants aux élections » car CDU-CSU et SPD ont reculé par rapport à 2002, et de Madame Merkel en qui il voit la première chancelière d'un gouvernement social-démocrate. Usés par sept années de participation au gouvernement Schröder, ne participant plus à aucun gouvernement régional (où ils étaient les seconds du SPD), désorientés par le retrait de la vie politique de leur idole Joschka Fischer, les Verts peinent à retrouver une place originale sur l'échiquier politique allemand, d'autant que le thème de l'écologie est repris avec opportunité par les autres partis. Des rapprochements se produisent entre les libéraux et les Verts qui pourraient ultérieurement se traduire par des coalitions avec la CDU-CSU ou avec le SPD. La nouvelle gauche, à gauche du SPD, le Linkspartei (parti de gauche) s'appuie essentiellement sur les néo-communistes du PDS en Allemagne de l'Est (57 000 adhérents) et de façon plus limitée sur les déçus de Gerhard Schröder, du SPD et des syndicats à l'Ouest ; ces derniers, regroupés dans une structure appelée « Alternative électorale Travail et Justice sociale », ne comptent guère plus de 4 300 adhérents. Si cette nouvelle gauche abandonnait son opposition radicale et adoptait une attitude plus pragmatique, elle pourrait devenir un éventuel partenaire gouvernemental du SPD au niveau fédéral. Le SPD et le PDS gouvernent déjà ensemble dans deux Länder, Berlin et le Mecklembourg-Poméranie antérieure, où des élections régionales se déroulent le 17 septembre 2006. L'affaiblissement des deux grands partis CDU-CSU et SPD et la présence de trois partis d'opposition (FDP, Verts et PDS/Gauche) ouvrent de nouvelles perspectives pour les futures coalitions. Dans un Bundestag dominé par deux grands partis, la marginalisation de l'opposition incite celle-ci à réfléchir à un avenir plus valorisant et à mettre en question les barrières idéologiques.

Elections fédérales du 18 septembre 2005(+ ou – par rapport à 2002)

	%	+/-	Sièges
CDU-CSU	35,2	-3,3	226
SPD	34,2	-4,3	222
FDP	9,8	+2,4	61
PDS/Gauche	8,7	+4,7	54
Verts	8,1	-0,5	51
Autres	4,0	+1,0	0
	100,0		614

Les partis et leurs présidents

CDU	chrétiens-démocrates (Angela Merkel)
CSU	chrétiens sociaux, Bavière (Edmund Stoiber)
FDP	libéraux (Guido Westerwelle)
PDS/Gauche	néo-communistes de l'ex RDA (Lothar Bisky)
SPD	sociaux-démocrates (Kurt Beck)
Verts	Les Verts (Claudia Roth et Reinhard Bütikofer)

Des réformes contestées

La CDU-CSU et le SPD ont justifié leur accord gouvernemental de novembre 2005 en expliquant qu'une grande coalition pourrait plus facilement adopter de grandes réformes, d'autant que les attentes des électeurs en la matière sont importantes. Le risque est aussi que les grands projets se transforment en « réformettes » si les partis ne parviennent pas à s'entendre par crainte de décevoir leurs clientèles respectives. Madame Merkel préfère procéder par « petits pas » avec le SPD au lieu d'être paralysée par les désaccords entre les partis. Pour que les petites formations n'exploitent pas leurs divergences sur des dossiers sensibles, CDU-CSU et SPD ne se sont véritablement attaqués aux réformes de fond qu'après les élections régionales du 26 mars dans les Länder de Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat et Saxe-Anhalt. Avant les vacances d'été, la réforme du fédéralisme et les grandes lignes de la réforme de la santé ont été adoptées. La réforme de l'allocation chômage sera au menu parlementaire de l'automne. Ces projets majeurs suscitent un intense débat contradictoire.

Grâce aux travaux préparatoires des années 1997-2004, la réforme du fédéralisme a été adoptée assez rapidement par le parlement, début juillet 2006. Elle touche pas moins de 25 articles de la Loi fondamentale (constitution). Pour faci-

liter le processus législatif, elle vise surtout à réduire de 60% à 35% le nombre de projets ou de propositions de lois fédérales qui ne peuvent être adoptées sans l'accord du Bundesrat, la Chambre des Länder. En échange, les Länder se voient octroyer des compétences élargies, notamment en matière d'éducation. Un texte complémentaire, qui portera sur les rapports financiers entre l'Etat fédéral et les Länder, promet des heurts importants.

Le projet de réforme du système de santé, dont les grandes lignes ont été arrêtées le 7 juillet, est mal reçu par les partis et par l'opinion publique. C'est lui qui a accéléré la chute de Madame Merkel dans les sondages car la grande réforme attendue s'est réduite à un compromis modeste et laborieux en raison des désaccords entre les partis du gouvernement. Le SPD s'opposait à la réduction des prestations et la CDU-CSU refusait toute remise en cause de l'assurance privée. Trois mesures principales sont envisagées :

- La cotisation au régime général augmenterait de 0,5% en 2007, elle serait supportée pour moitié par les salariés et pour moitié par les employeurs.
- A partir de 2008, la couverture santé pour les enfants (16 milliards d'euros environ) serait progressivement financée par l'impôt.
- Un fonds de santé serait créé par lequel transiteraient les cotisations maladies et la couverture santé pour les enfants. Cette mesure est très critiquée par les caisses qui, mises en concurrence, craignent de perdre leur autonomie et de devoir supprimer des emplois ; elles redoutent aussi de ne pouvoir maîtriser la montée des coûts de gestion. Le débat au Parlement cet automne sera houleux en raison de l'incidence du coût de la santé sur les budgets.

Le système d'allocation chômage, réformé par le gouvernement Schröder (Hartz IV) est devenu très onéreux et ne donne pas entière satisfaction. Une réforme de la réforme est prévue aussi cet automne mais des désaccords importants subsistent au sein du gouvernement et des partis de la majorité. Le ministre du Travail et des Affaires sociales a fait adopter le principe d'un salaire combiné (Kombilohn) pour les jeunes de moins de 25 ans et pour les chômeurs de longue durée de plus de 50 ans (1,2 million sur quelque 4,4 millions de sans emploi). Tout emploi mal rémunéré ou moins bien rémunéré que le précédent sera subventionné par l'Etat fédéral. Le secrétaire général de la CDU, Ronald Pofalla, a provoqué une levée de boucliers en proposant que les enfants de chômeurs de longue durée soient contraints de prendre en charge partiellement les indemnités de leurs parents.

Avec la loi sur l'égalité de traitement, l'Allemagne a transféré en droit national quatre directives de l'Union européenne qui condamnent diverses discriminations (race, origine ethnique, sexe, religion, handicap, âge, orientation sexuelle).

Certains milieux économiques et des propriétaires de logements ont plutôt mal réagi. La politique d'immigration oscille entre l'ouverture au profit d'une main-d'œuvre spécialisée et le durcissement pour les regroupements familiaux et les permis de séjour. Madame Merkel a lancé six groupes de travail pour étudier une meilleure intégration des immigrés à l'école, dans la vie professionnelle et dans les communes, à condition qu'ils maîtrisent la langue allemande. Un rapport est attendu en 2007.

Le transfert de la directive européenne antitabac promet aussi de sérieux affrontements ; la publicité du tabac n'a été interdite qu'à la télévision et il n'existe pas encore d'interdiction de fumer dans les lieux publics.

Des hausses et des baisses d'impôts

Lors de la campagne électorale de 2005, Angela Merkel avait annoncé son intention d'augmenter la TVA et de baisser l'impôt sur le revenu pour rendre l'Allemagne plus compétitive. Le SPD, soucieux de justice sociale, rejetait la hausse de la TVA, néfaste selon lui à la consommation, et plaidait pour un impôt sur les riches. Les Allemands auront finalement un cocktail de ces différentes mesures. Au 1er janvier 2007, la TVA augmentera de 16% à 19% afin de réduire les déséquilibres des finances publiques et de réaliser une baisse des cotisations d'assurance chômage de 6,5% à 4, % pour inciter les entreprises à embaucher. L'impôt sur les riches augmentera de 42% à 45% le taux marginal d'imposition sur les revenus élevés.

Les principes d'une réforme de la fiscalité des entreprises en 2008 ont été adoptés le 12 juillet 2006. Là aussi l'objectif visé est celui de la compétitivité. La charge fiscale des sociétés de capitaux devrait être réduite de 38,65% à 30%. Les sociétés de personnes soumises à l'impôt sur les revenus (près de 85% des entreprises en Allemagne) devraient profiter également de cette réforme qui sera discutée au Parlement à l'automne.

La relance de la croissance (après un taux décevant de 0,9% en 2005, les prévisions pour 2006 vont de 1,6% à 2%) et le recul du chômage (5,05 millions de chômeurs en février 2006 et 4,37 millions en août, soit un taux de 10,5% pour ce dernier mois) permettent de limiter le déficit public. L'Allemagne dépasse depuis 2002 le plafond de 3% autorisé dans l'UE, avec un pic de 4% en 2003 ; le respect des critères de Maastricht pourrait être atteint dès 2006 et au plus tard l'année suivante. Le projet de budget de 2007 prévoit un déficit public de 2,5% du PIB. Bien des économistes se demandent si l'augmentation de la TVA, la hausse des taux d'intérêt et l'affaiblissement de la croissance mondiale ne vont pas donner un coup de frein à la croissance allemande en 2007. La décrue du

chômage ne doit pas faire oublier que pour une moyenne de 10,5% en août, le taux de chômage est deux fois plus élevé dans les nouveaux Länder de l'Est (16,7%) qu'à l'Ouest (8,8%), des chiffres qui sont révélateurs des disparités socio-économiques entre les deux parties de l'Allemagne.

Des louanges pour la politique extérieure

Quel contraste entre les critiques contre la politique économique et sociale de la grande coalition et les louanges répétés pour sa politique extérieure ! Angela Merkel a très vite imposé son autorité sur le plan international et son ministre des Affaires étrangères, Franz-Walter Steinmeier, SPD, est devenu depuis l'été l'homme politique le plus populaire en Allemagne, comme le furent pendant un certain nombre d'années ses illustres prédécesseurs Hans-Dietrich Genscher, FDP (1974-1992) et Joschka Fischer, Verts (1998-2005). Ne procédant pas par des coups d'éclat ou par des cavaliers seuls, la politique extérieure allemande recherche toujours le consensus tant sur le plan intérieur que dans les relations avec les partenaires étrangers.

Continuité ou changement ? Franz-Walter Steinmeier, ancien responsable des services de la chancellerie sous Gerhard Schröder, incarne la continuité mais la chancelière Angela Merkel, en se rendant dès le lendemain de son élection à Paris et à Bruxelles, puis à Londres un jour plus tard et ensuite dans les grandes capitales a tenu à montrer que, sans abandonner la politique extérieure au SPD, elle entendait mettre ses propres accents. Cette présence active dans un secteur clé et plutôt valorisant de la politique gouvernementale, s'explique aussi par le fait que la CDU, qui dirigea les Affaires étrangères allemandes de 1950 à 1966 avec Konrad Adenauer, Heinrich von Brentano et Gerhard Schröder (à ne pas confondre avec l'autre G. Schröder, SPD et ancien chancelier !) ne détient plus ce ministère depuis 40 ans. La chancelière entend se prévaloir pleinement de l'article 69 de la Loi fondamentale (constitution) selon lequel le chancelier fédéral détermine les lignes directrices de la politique et en assume la responsabilité – ce passage vaut aussi pour la politique extérieure.

Dans un entretien accordé au *Spiegel* (30/1/2006) F.-W. Steinmeier précise en ces termes l'attitude du nouveau gouvernement : « Les lignes de fond de la politique extérieure allemande sont maintenues. De nouveaux visages et de nouvelles coalitions signifient de nouveaux aspects et d'autres formes de comportement, mais pas un changement d'orientation ». Et de préciser qu'il n'y a pas deux politiques extérieures, celle du ministre et celle de la chancelière, mais une seule, celle du gouvernement tout entier. Cinq mois plus tard, dans le même hebdomadaire (20/6) le ministre se faisait l'apôtre d' « une modestie consciente » : sans surestimer ses moyens, l'Allemagne ne doit exercer des responsabilités que dans le cadre de ses possibilités.

Le dialogue franco-allemand a été maintenu dans le respect des rencontres bilatérales mais le « non » français à la constitution européenne a porté atteinte à la qualité de la coopération et, de toute évidence, *Berlin attend les élections françaises de 2007 pour relancer le partenariat*. Après le très net rapprochement entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder, de 2002 à 2005, parfois mal perçu dans d'autres pays, Angela Merkel a tenu à marquer son autonomie et une distance prudente avec Paris. La chancelière a incontestablement marqué des points vis-à-vis de l'UE en facilitant en décembre 2005 l'accord sur le budget des années 2007-2013 et en s'opposant au « détricotage » de la constitution européenne, comme le suggérait la France. Elle se propose de relancer le débat constitutionnel au premier semestre 2007, lorsque l'Allemagne assurera la présidence de l'UE. La guerre de 2003 en Irak a provoqué une rupture dans les relations germano-américaines. Angela Merkel, très favorable à la coopération transatlantique, a rétabli un dialogue plus confiant avec les Etats-Unis, sans se priver pour autant de critiquer la politique de Washington à propos de Guantanamo ou des prisons secrètes de la CIA en Europe et dans d'autres parties du monde, où sont détenus de façon illégale des terroristes présumés. La coopération germano-russe est maintenue en l'état, même si Angela Merkel ne manifeste pas vis-à-vis du président Poutine des signes-d'amitié exubérants comme ceux de Gerhard Schröder. Avec discrétion, la chancelière s'inquiète des limites de la démocratie en Russie et de la politique de Moscou en Tchétchénie.

Dans le conflit avec l'Iran à propos du nucléaire militaire et lors de l'intervention militaire israélienne au Liban, l'Allemagne a essayé de jouer un rôle de médiateur qui n'a pas été payé de retour. L'Iran s'entête à ignorer les injonctions de l'ONU et l'intervention allemande auprès de la Syrie a tourné court mais l'Allemagne pourrait aider à la libération des prisonniers israéliens, palestiniens et libanais. Dans la continuité des engagements pris par les chanceliers Kohl et Schröder, l'Allemagne reste militairement présente surtout en Afghanistan, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Elle a accepté non sans réticence une mission de quatre mois dans la République démocratique du Congo (juillet à octobre 2006), où des élections doivent se dérouler. En dehors de ce pays, de petits contingents allemands sont présents en Afrique (Ethiopie, Erythrée et Corne de l'Afrique). Au total quelque 6800 soldats de la Bundeswehr (sans le Liban) sont déployés dans des opérations sous mandat de l'ONU ou de l'OTAN. En dehors de l'Europe, l'Amérique du Nord, la Russie et du Moyen-Orient, l'Allemagne est très engagée également en Asie, en particulier au Japon et en Chine.

Clivages et identité

Bien que très canalisé, le jeu politique allemand est extrêmement ouvert car le rapprochement entre les deux grands partis modérés (CDU-CSU et SPD), l'un

de centre droit, l'autre de centre gauche, oblige ceux-ci à mettre en sourdine leurs divergences et à insister sur ce qui les rassemble, même si le traditionnel clivage droite/gauche persiste. Du même coup les principaux courants au sein de chaque camp s'interrogent sur leur identité propre et recherchent des correspondances avec les petits partis de l'opposition, en vue des coalitions futures. Les tensions et les difficultés internes s'exaspèrent et de nouvelles alliances se dessinent. En dehors de quelques succès locaux, l'extrême droite est totalement marginalisée, l'extrême gauche est déjà partiellement domestiquée par sa participation à deux gouvernements régionaux avec le SPD. Les craintes suscitées par les risques d'un capitalisme sans règle et apatride a provoqué l'échec du néo libéralisme défendu par Angela Merkel de 2003 à 2005. Incapable d'offrir une autre perspective programmatique, celle-ci a été obligée de réaffirmer en août 2006 que l'économie sociale de marché restait bien le socle de référence de la démocratie chrétienne, auquel d'autres partis se sont ralliés.

A la différence de la France, le marché, la construction européenne et la mondialisation ne nourrissent pas des clivages infranchissables entre les forces politiques, les néo communistes mis à part. Les grandes controverses portent plutôt sur l'organisation de la solidarité collective (lutte contre le chômage et aménagement des systèmes sociaux) avec en arrière plan le recul de la natalité et le vieillissement de la population. Le débat sur la nécessaire immigration et l'indispensable intégration s'accompagne inévitablement de considérations sur l'ordre, l'autorité et la sécurité.

Les interactions entre l'Etat fédéral et les seize Länder (régions) sont beaucoup plus fortes en Allemagne qu'en France. Elles obligent les partis à avoir une attitude plus différenciée sur les grands enjeux car ils vivent finalement dans un système de cohabitation. Il n'existe que six gouvernements monocolores (4 CDU, 1 CSU et 1 SPD), quatre coalitions CDU-FDP, quatre grandes coalitions à l'image de celle au niveau fédéral (2 sont dirigées par la CDU et 2 par le SPD) et deux coalitions SPD-PDS. Depuis l'automne 2005, les Verts ne participent plus à aucun exécutif au niveau fédéral et régional. Les partis ont tellement l'habitude d'assumer ensemble des responsabilités qu'ils éprouvent des difficultés à se différencier pour conserver leurs clientèles respectives et en conquérir de nouvelles.

Henri MÉNUDIER

Sur le gouvernement Merkel, voir aussi les articles d'H. Ménudier dans *France Forum* (n°18 – juin 2005) et dans *Universalia* 2006 (p. 144-147 et 400).

Ukraine la russe et la tentation de l'Occident

par Alexis TCHERNOZIOM

N'oublions pas l'Ukraine et son désir de démocratie ! Mais n'oublions pas non plus sa parenté avec la Russie qui doit rester aussi l'amie de l'Union européenne !

L'Ukraine a joué un rôle de poids dans le démantèlement de l'empire soviétique. C'est l'élection à la présidence de l'indépendantiste Léonid Kravtchouk, le 1er décembre 1991 qui en a sonné le glas. Huit jours après, les présidents de Biélorussie, d'Ukraine et de Russie déclaraient l'URSS dissoute au profit de la « Confédération des Etats Indépendants ».

Treize ans plus tard, en l'hiver 2004, l'Ukraine ressurgissait aux premiers plans de l'actualité. Une formidable poussée populaire contestait la corruption et la légitimité de l'équipe en place. Elle faisait la démonstration de sa représentativité, de sa détermination et de sa maturité politique par des manifestations monstres, pacifiques mais sans relâche. Celles-ci contraignaient le pouvoir à céder le terrain. L'opinion publique européenne pouvait applaudir une victoire de la démocratie dans tous ses aspects : l'élection libre et des modalités de gouvernement inspirées du parlementarisme. La charisme y avait sa part. Comment ne pas être ému par le visage gangrené de Viktor Ioutchenko, probablement victime d'une tentative d'empoisonnement et par la jeunesse rayonnante du visage de Ioulia Timochenko auréolé de ses tresses blondes ?

L'opinion publique française s'intéresse-t-elle encore aujourd'hui à l'Ukraine ? Un bref survol de la presse récente n'y relève aucun article de fond, encore moins un dossier un peu approfondi. Il est vrai qu'il y a eu les

vacances, mais ne sont-elles pas l'occasion d'aller voir ailleurs que dans les rubriques ordinaires du monde au jour le jour ? Quelques esprits plus curieux ont peut-être pris la peine de lire les brèves lignes consacrées à la crise récente et à la constitution d'un gouvernement de coalition. Pourtant, l'Ukraine est un pays de 52 millions d'habitants, le plus vaste d'Europe après la Russie et son rôle dans la disparition de l'URSS ne peut être le fruit du hasard. Dans la redistribution des cartes du jeu international qui se poursuit aujourd'hui, ce qui se passe dans cette région, placée entre le Don, le Dniestr et la Mer Noire, entre la Russie, l'Union européenne, ses nouveaux membres et ceux qui veulent y entrer, n'est pas indifférent. C'est un des terrains où l'Europe doit se poser la question de son âme et de ses limites.

Les quelques lignes qui suivent n'ont pas l'ambition de présenter du problème une analyse exhaustive. Elles ne veulent qu'appeler l'attention en évoquant certains de ses aspects.

La Russie est de la famille

Moscou est la métropole mais Kiev se veut la Jérusalem. C'est à Kiev qu'est né le premier Etat russe en l'an 882. L'histoire des relations entre l'Ukraine et la Russie est celle du frère aîné supplanté par le cadet devenu plus fort et dominateur. Tous deux sont slaves, parlent une langue très proche, et leur communion dans la foi orthodoxe (pour la majorité d'entre eux) se fortifie des vexations subies aux temps de la domination par les Polonais et Lituaniens. La population de l'Ukraine se compose actuellement de près de trois-quarts d'Ukrainiens (72%) et de près d'un quart de Russes (22%). Mais la cohabitation au sein de la fratrie n'a pas empêché, a peut-être même exacerbé les rivalités. Depuis le moment où le frère de Grande Russie est devenu fédérateur, les Ukrainiens ont périodiquement revendiqué leur indépendance et les tsars de Saint-Pétersbourg ou de Moscou n'ont pas cessé d'éliminer les héros nationalistes. En 1708, Mazeppa, allié au roi de Suède, a été vaincu à Poltava. En 1919-1921, l'armée nationaliste alliée aux Polonais a été vaincue par l'armée rouge. Tout récemment, Vladimir Poutine a agi de façon moins violente mais aussi efficace ; c'est par les armes de l'économie et de l'approvisionnement énergétique qu'il a menacé d'étrangler les dirigeants frères un peu trop indisciplinés.

Mais l'Ukraine se sent européenne

La Russie ne peut pas tolérer que l'Ukraine sorte de sa sphère d'influence et, si les Ukrainiens aspirent à l'indépendance, cela ne signifie pas forcément qu'ils veuillent sortir de cette sphère. Dans le même temps, se maintient le clivage traditionnel entre la partie Est, autrefois soumise aux Mongols, aujourd'hui

ournée vers la Russie et majoritairement rassemblée dans le parti « bleu » de Viktor Ianoukovitch, et d'autre part la partie occidentale, longtemps partagée entre la Pologne et la Lituanie, imprégnée d'Europe grâce à son stage dans l'Empire austro-hongrois. Elle a fourni l'essentiel des troupes « orange » lors des manifestations décisives de l'hiver 2004, portant au pouvoir Viktor Ioutchenko. L'Ukraine n'est pas un pays homogène et les tensions internes y sont fortes, mais *le nationalisme ukrainien est une réalité* : aucun des partis n'envisage sérieusement l'hypothèse d'une partition. C'est donc dans ce contexte qu'il convient de s'interroger sur l'attitude possible de la France et de l'Union européenne. Que représente pour elles cette nouvelle venue sur les marches de l'est ? Quel accueil lui réserver ? Quels atouts faire valoir dans le difficile jeu à trois avec le puissant et susceptible voisin du Kremlin ?

Sagement, dès les débuts de la révolution orange, les pays de l'Union européenne ont fait comprendre qu'ils n'accèderaient pas aux sollicitations des esprits extrêmes qui évoquaient d'emblée l'hypothèse d'une adhésion à l'Union et depuis, la diplomatie occidentale a fait montre d'une grande prudence. Est-ce de sa part seulement sagesse ou n'y a-t-il pas aussi indécision de chacun et difficulté à se concerter pour dégager une politique commune ?

Pourtant, l'intérêt d'une vision cohérente en la matière est évident puisque, à travers le cas de l'Ukraine, se trouve posée la question des zones tampons. Que la Russie, sait-on jamais, intègre un jour l'Union européenne pour l'étendre jusqu'à l'Oural voire au-delà, ou qu'elle preserve sa spécificité de grande puissance, la place de l'Ukraine donne à cette dernière un rôle central. Ce grand pays peuplé et doté de ressources importantes, s'il appartient au monde russe, a montré sa maturité démocratique. Les débuts sont, certes, cahoteux, mais comment pourrait-il en être autrement après plusieurs décennies de régime soviétique ? Ce qui compte, c'est que les bases existent. Le débat fonctionne et, preuve de son authenticité, respecte les droits de l'opposition. La crise récente a les apparences du jeu parlementaire. Le Président de la République fait appel à un adversaire pour former un gouvernement de coalition.

Cette naissance d'une nouvelle démocratie est un événement extrêmement positif et, parce qu'elle est encore fragile, rend encore plus utile le rôle de la France en liaison avec ses partenaires de l'Union européenne. Une démocratie, c'est l'assurance de relations diplomatiques fondées sur la négociation et non sur le conflit. Jamais deux pays démocratiques ne se sont fait la guerre. Or, au-delà de l'Ukraine elle-même, c'est avec la Russie que les relations peuvent se trouver facilitées. Etant donné l'étroitesse des liens entre les deux

pays, les dirigeants du Kremlin ne pourront plus ne pas tenir compte du fait que leurs partenaires de Kiev sont soumis aux contraintes des régimes démocratiques et du parlementarisme. C'est là un résultat notable qu'il convient d'encourager.

L'émergence de la démocratie

Comment la France et l'Union européenne peuvent-elles contribuer à l'émergence de cette démocratie ? *Sur le plan diplomatique d'abord*, en montrant qu'elle n'est pas dirigée contre la Russie. L'exercice est délicat, mais il peut commencer à devenir crédible si l'on prend soin de convaincre que le soutien ainsi apporté n'est pas celui du cheval de Troie manipulé par les Etats-Unis. Vladimir Poutine est susceptible sur le sujet et pourquoi ne le serait-il pas ? Plus que la Maison-Blanche, c'est Bruxelles qui doit devenir le premier interlocuteur du Kremlin. Prendre ses distances avec les croisades un peu trop impérialistes du président Bush, c'est assouplir le terrain sur lequel peut évoluer la diplomatie ukrainienne.

Sur le plan politique, il convient d'apporter aux efforts de démocratisation le soutien de l'opinion publique française. Contrairement à ce que peuvent en penser les esprits pessimistes, un tel soutien pèse d'un poids considérable à l'ère médiatique, surtout dans une société d'autant plus avide de liberté et de débat qu'elle n'en goûte encore que les premiers fruits à la fois appétissants et aigres. La transition n'a pas, loin de là, apporté que des avantages. Les précédentes équipes étaient corrompues, les fonctionnaires ont fait l'objet d'épurations massives, mais ils possédaient une certaine compétence que n'ont pas leurs remplaçants. Du coup, la corruption repart et la popularité du parti orange, Viktor Ioutchenko en tête, en a pâti. Dans le succès de la révolution de 2004, le fait qu'elle se soit déroulée en direct, par le biais des chaînes de télévision, sous le regard de l'opinion publique européenne a eu un impact considérable. Il faut continuer à exercer cette pression, rendre l'évolution irréversible. La France doit s'y impliquer, *ne pas oublier l'Ukraine*, lui marquer son intérêt, par sa presse, ses échanges universitaires et scientifiques, en soulignant les efforts de démocratisation, en faisant un effort plus approfondi d'analyse afin de mieux comprendre les difficultés auxquelles se heurtent les dirigeants d'un pays qui doit assurer le difficile passage à la liberté sans disposer en nombre suffisant de cadres expérimentés et préparés aux risques des dérèglementations trop rapides. Ne soyons pas des prédicateurs à systèmes mais des partenaires de bonne volonté. Surtout, pas d'arrogance !

La démarche doit procéder de la même approche dans le domaine de l'économie. L'Ukraine y est à la fois dépendante et concurrente de la Russie.

L'équipement industriel est obsolète, la restructuration difficile, mais les ressources sont importantes et le personnel scientifique atteint de hauts niveaux dans certains secteurs. Les hommes d'affaires sont attirés vers l'Europe, dont ils ont besoin. Il y a là un champ d'action qui peut se révéler prometteur pour les grands groupes occidentaux et pour les fonds européens. Par ailleurs, pour discuter avec le géant énergétique qu'est la Russie, l'Union européenne et l'Ukraine n'ont-elles pas des intérêts communs ? L'intensification des relations commerciales et scientifiques, au-delà de ses avantages en termes de développement, contribuerait à assainir une situation encore marquée par les tentations de la bureaucratie et celles de la corruption.

En ce sens, la tentation de l'occident peut être pour l'Ukraine un facteur moteur sur la voie de la modernité, et faire la preuve que l'Union européenne est un garant de stabilité non seulement entre ses membres mais aussi à ses marges, à proximité des Balkans toujours sous pression ou sur les bords de la Mer Noire, vers les turbulences de l'Asie centrale.

Alexis TCHERNOZIOM

LA NOTION DE POLITIQUE

« Le caractère spécifique du politique entraîne un pluralisme des Etats. Toute unité politique implique l'existence éventuelle d'un ennemi et donc la coexistence d'une autre unité politique. Aussi, tant que l'Etat en tant que tel subsistera sur cette terre, il en existera plusieurs et il ne saurait y avoir d'Etat universel englobant toute l'humanité et la terre entière. Le monde politique n'est pas un universum, mais si l'on peut dire, un pluriversum ».

Carl Schmitt

Vers un nouveau dix-neuvième siècle !

par René FOCH

La fin de la Guerre froide ne signifie pas la paix. Elle a ouvert une nouvelle période. Il est paradoxal que le « progrès » technique des armes de destruction resitue le Proche-Orient dans le même contexte que la rivalité des Puissances au XIX^e siècle.

Le XX^e siècle avait été marqué par la Guerre froide, cette partie d'échecs planétaire entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Le début du XXI^e siècle voit s'instaurer une situation bien différente marquée par l'apparition de grandes puissances nouvelles même si elles sont très anciennes : la Chine et l'Inde et par l'effort de certaines puissances moyennes - Corée du Nord, Iran - pour se doter de l'arme nucléaire.

Après la belle ordonnance duale de la deuxième moitié du siècle précédent, c'est maintenant au XIX^e siècle que fait penser la multiplication des acteurs avec l'élément aggravant qu'introduisent les armes nucléaires possédées ou convoitées par des acteurs nouveaux. Il n'est pas jusqu'à la célèbre question d'Orient qui ne fasse un retour fracassant sur la scène internationale. Le problème n'est plus le contrôle des lieux-saints, auquel rappelons nous la Russie entendait participer. La donnée nouvelle est le retour d'Israël après vingt siècles d'absence sur les lieux de ses origines. Il s'agit d'un Israël démocratique, moderne qui à l'heure qu'il est trouve l'essentiel de ses appuis auprès des Etats-Unis et de l'Angleterre et qui pour ces différentes raisons est resenti dans l'ensemble du Moyen-Orient comme un élément occidental.

Cette perception est aggravée par le débarquement américano-britannique en Irak, entreprise qui présente toutes les caractéristiques des expéditions coloniales du passé : conflit entre ethnies différentes, énorme différence de puissance militaire, faux prétexte - la soi-disant possession par l'Irak d'armes de destruction massives - présentation idéologique - l'instauration de la

démocratie. Compte tenu du succès mitigé de ce que le président Bush avait imprudemment appelé une croisade, il ne s'agit plus maintenant pour le président américain ou son successeur que de rapatrier les boys sans perdre la face.

Le troisième problème est le retour de l'Iran, autre revenant de l'histoire, au premier rang de la scène moyenne-orientale par sa population, par son histoire, par son pétrole, par ses ambitions nucléaires, par son rayonnement religieux en tant que grande puissance chiite. De ce point de vue la deuxième guerre d'Irak a abouti à libérer les chiïtes de la tutelle sunnite et à créer une continuité géographique entre chiïtes iraniens, irakiens, libanais et syriens. Ceci ne manquera pas d'avoir des conséquences à long terme. Mais dans le court terme le problème le plus important que pose l'Iran est celui de son ambition nucléaire.

Le retour de la Perse

La nouvelle question d'Orient c'est tout cela à la fois : l'irruption au milieu des Etats arabes de ces trois éléments étrangers que sont Israël, les Américains et les Anglais qui occupent l'Irak, et l'Iran que l'abaissement de l'Irak remet au premier plan. Bien entendu ces différents éléments interfèrent entre eux : l'environnement arabe n'a pas encore digéré, loin de là la réapparition d'Israël, c'est la question des Palestiniens et notamment l'apparition du Hamas. L'intervention des Américains et Britanniques en Irak diminue considérablement leur influence sur l'éventuelle solution du problème Palestinien. En sens inverse le développement du Hezbollah au Liban a illustré l'influence croissante de l'Iran ou si l'on préfère le retour de la Perse comme le disent maintenant les Etats arabes. Tous ces facteurs sont liés et on peut remarquer que la provocation du Hezbollah a eu lieu au moment où le Conseil de sécurité abordait l'examen du nucléaire iranien. On a pu remarquer aussi l'ampleur de la riposte israélienne et y voir la volonté d'Israël de profiter de l'occasion pour essayer de briser les reins au Hezbollah. On a l'impression que le conflit a monté d'un cran même si l'Iran ne s'est pas engagé lui-même. Un cessez-le-feu vient d'être proclamé. On peut s'interroger sur sa solidité, il offre en tout cas l'occasion d'un premier bilan de l'intervention d'Israël.

Un bilan catastrophique

Israël dont le chef d'Etat-major venait pour la première fois de l'armée de l'air, a complètement sous-estimé l'adversaire et pensé à tort que des bombardements aériens suffiraient à le réduire. Ces bombardements ont inévitablement entraîné de lourdes pertes qui ont eu pour effet de souder les populations libanaises civiles derrière le Hezbollah plutôt que de les dresser contre le Hezbollah.

Des bombardements aériens utilisés isolément ne constituent pas une arme politique. Cette vérité s'est toujours vérifiée depuis la dernière guerre. Bismark disait que l'on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus. On ne peut pas tout faire avec des bombardiers à moins d'utiliser des armes nucléaires comme l'Amérique l'a pratiqué sur le Japon. Quant au Hezbollah lui-même son chef a avoué que s'il avait prévu l'ampleur de la riposte israélienne il n'aurait pas attaqué cette patrouille israélienne et capturé ces deux soldats israéliens. La conclusion est nette : on ne résout pas des problèmes politiques avec des moyens militaires pour sophistiqués qu'ils soient. Mais il faut poser une autre question plus dérangeante : l'Occident a jusqu'à présent prôné une solution politique à ces problèmes : l'introduction de la démocratie.

Voici qui doit être examiné de plus près : sommes-nous sûrs que cette solution miracle s'applique à toutes les cultures et à toutes les situations ? Moubarak en Egypte n'a réussi à se maintenir qu'en truquant les élections qu'il avait dû organiser sous la pression américaine. Il faut souhaiter que les procédures démocratiques introduites en Irak par l'armée d'occupation lui évitent l'apparition d'une guerre civile ou son éclatement mais à l'heure qu'il est ceci est loin d'être certain. En Palestine l'électorat a légitimé le Hamas à la grande surprise des Occidentaux. En Afghanistan le régime introduit par les Occidentaux ne résisterait pas longtemps au retrait des forces de l'OTAN. La conclusion semble claire : l'introduction des procédures démocratiques ne semble pas plus efficace que l'utilisation des armes modernes pour ramener la paix. De toute façon les problèmes territoriaux qui se sont posés jusqu'à présent dans cette partie du monde enflamment les populations locales mais sont au fond mineurs par rapport aux problèmes que pose le retour en force de la Perse et ses ambitions nucléaires. Celles-ci s'inscrivent dans un contexte régional déjà chargé : tout le monde crédite Israël de la possession de nombreuses têtes nucléaires, des vecteurs nécessaires à leur utilisation et, fait plus important encore, de la volonté de les utiliser si son existence était mise en cause. Le gouvernement américain après avoir battu froid quelque temps à l'Inde et au Pakistan à la suite de l'explosion de leurs premières armes nucléaires, semble réconcilié avec l'Inde et allié avec le Pakistan. Ceci ne renforce pas la position américaine devant le Conseil de Sécurité qui pour le moment se borne à l'évocation de sanctions possibles. Mais avec la tension actuelle sur les cours du pétrole les réserves pétrolières de l'Iran semblent mettre ce pays à l'abri de sanctions sérieuses.

L'attitude de la Russie sera déterminante

Beaucoup dépendra de l'attitude qu'adoptera la Russie voisine. Elle a nombre d'intérêts communs avec l'Iran. Elle est comme lui un grand produc-

teur de pétrole et de gaz. Elle a vendu à l'Iran un grand réacteur et nombre d'armements modernes mais par-delà ces intérêts ponctuels la Russie souhaite-t-elle avoir pour voisin un Iran nucléaire ? Telle est la question. D'un autre côté peut-être pense-t-elle inévitable que l'Iran parvienne à la possession de la bombe. Dans ce cas elle peut estimer préférable d'accompagner cette évolution pour mieux la contrôler.

On peut citer aussi le précédent de l'Inde et du Pakistan qui ont livré plusieurs guerres conventionnelles mais qui y ont renoncé depuis qu'ils ont chacun la capacité de raser la capitale de l'autre. A moyen terme peut-être verrait-on apparaître une forme de dissuasion binaire entre Israël et l'Iran. Dans le court terme par contre l'Iran peut être tenté de répondre aux pressions occidentales en jetant de l'huile sur le feu des différents conflits en cours. Le moins que l'on puisse dire est qu'il aurait l'embarras du choix et la Finul constituerait un otage tout trouvé...

René FOCH

LE MYSTÈRE DE LA CHINE

« La véritable muraille de Chine est peut-être mentale. Y contribue le fait que la Chine est le bloc de civilisation le plus ancien du monde, et qu'on a le sentiment qu'elle peut continuer son chemin dans un isolement oublié du reste de la planète, bien que les circonstances objectives le rendent plus difficile.

La question principale qui se pose aux observateurs est de savoir si l'adhésion aux règles du marché et l'ouverture économique pourront coexister longtemps avec le pouvoir monopolistique d'un parti, la censure, la répression de l'opposition et l'existence d'un goulag. Ce n'est pas tout à fait invraisemblable. Le discours d'un Alain Peyrefitte consistant à prêcher la patience, les petits pas plutôt que la brusquerie, peut paraître cynique, surtout si l'on considère que de plus petites nations qui contreviennent aux droits de l'homme ne bénéficient pas de la même indulgence parce qu'elles ne sont pas des clients intéressants. D'un autre côté on ne se rappelle pas sans écoeurement les cris d'encouragement aux étudiants contestataires poussés par des journalistes confortablement installés dans leurs studios aseptisés. Oubliant le fossé qui sépare les cultures, et s'imaginant que la démocratie à l'occidentale est le mode naturel d'organisation de la société, ils ont eu le front d'encourager un mouvement qui s'est terminé dans le sang (pas le leur) sur la Place Tien-An-Men ».

Francis Olivier

(L'Europe, incarnation de la démocratie chrétienne, 2004)

La Turquie s'éloigne

par Jean-Pierre PRÉVOST

Tous ceux qui crient contre l'entrée de la Turquie en Europe n'ont pas réfléchi à ce que représenterait sa sortie. Elle se prépare.

Les adversaires de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne peuvent se réjouir, du moins dans l'immédiat. Ils sont sur le point de gagner... par abandon. La Turquie, lasse des rebuffades, des discours hostiles de nombreux dirigeants politiques, des engagements non tenus et devant l'opposition déclarée de plusieurs Etats membres, pourrait être tentée de prendre ses distances vis-à-vis de l'Union européenne, tandis que ses relations avec les Etats-Unis ne cessent de se refroidir.

Tout semble indiquer que les négociations dont l'ouverture avait été décidée avec difficulté, à Bruxelles en décembre 2004, et accueillie avec enthousiasme à Ankara, vont être suspendues si, d'ici la fin de l'année la Turquie n'a toujours pas ouvert ses ports et ses aéroports aux navires et aux avions chypriotes, bien que Chypre (représentée par la partie grecque de l'île) soit désormais un membre à part entière de l'Union européenne. Une telle suspension ne marquerait sans doute pas la rupture définitive du processus d'adhésion dont le terme serait, au mieux, renvoyé aux calendes « grecques » (on prévoyait jusqu'ici 2015 ou 2020 !) mais pourrait être le point de départ d'un changement de cap aux conséquences incalculables et dont les prémises sont déjà observables. Décrite par Samuel Huntington, dans son fameux livre « Le choc des civilisations », comme l'un des pays les plus déchirés du monde, la Turquie est effectivement située sur la ligne de fracture entre un continent chrétien vieillissant et le monde musulman. Depuis sa création, l'Etat turc, héritier de l'Empire ottoman largement implanté en Europe, avait fait son choix. Comme le fait dire à l'un de ses personnages, le grand écrivain Omar Pamuk, dans son dernier roman « Neige » : « Mais nous savons pourtant tous ce que signifie l'Europe. L'Europe, c'est notre futur au sein de l'humanité ». Toute l'action d'Ataturk, le père fondateur du nouvel Etat, avait pour objec-

tif le retour, pacifique cette fois, des Turcs dans l'Europe. La laïcisation du règne, l'abandon de l'écriture arabe, le dimanche jour férié en lieu et place du vendredi, mais surtout l'instauration d'une démocratie protégée parfois rudement par une armée qui n'a jamais essayé de confisquer le pouvoir, bref l'occidentalisation du pays a toujours été le chemin suivi.

La marche vers l'Europe

La perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Europe en construction est presque aussi ancienne que le Traité de Rome. Dès juillet 1959, presque en même temps que la Grèce, la Turquie présentait déjà une demande d'association et un accord était signé le 12 septembre 1963 qui ouvrait la porte à son entrée ultérieure dans ce qui était encore la Communauté européenne, l'article 28 de l'Accord ne précise-t-il pas que « lorsque le fonctionnement de l'accord aura permis d'envisager l'acceptation intégrale de la part de la Turquie des obligations découlant du Traité instituant la Communauté, les parties contractantes examineront la possibilité d'une adhésion de la Turquie à la Communauté ». Lors de la cérémonie de signature, le président de la Commission, qui était alors Walter Hallstein, après avoir répété à plusieurs reprises : « La Turquie fait partie de l'Europe » affirmait : « Un jour le dernier pas sera franchi. La Turquie sera membre de plein exercice de la Communauté », sans soulever l'opposition de quiconque.

Toutefois lorsque la Turquie déposa sa demande officielle d'adhésion en avril 1987, celle-ci fut fraîchement accueillie. De nombreux pays allaient être admis, d'élargissement en élargissement, avant qu'enfin la candidature turque, d'abord recalée, soit accueillie avec les difficultés que l'on sait, sans enthousiasme et, pour certains, parce qu'il était quasiment impossible de faire marche arrière. Jamais jusqu'ici l'Europe n'avait écarté un pays et surtout un grand pays, tel que la Turquie, avec ses 70 millions d'habitants, un allié fidèle, membre de l'Alliance Atlantique. Rien ne montre mieux l'intensité des réticences que la multiplicité des conditions accompagnant l'accord de Bruxelles, conditions que vient encore de rappeler le Parlement européen et dont les principales sont la poursuite des réformes intérieures concernant les Droits de l'homme, le statut des églises chrétiennes, la situation des kurdes, mais surtout la reconnaissance du génocide arménien, la normalisation des relations avec Chypre.

Cette dernière question est la plus immédiatement brûlante et l'on voit mal comment elle pourra être réglée cette année avant le prochain sommet européen. La division de l'île depuis l'intervention de l'armée turque en 1974 qui, on l'oublie trop, faisait suite à une insurrection d'extrémistes chypriotes grecs

partisans du rattachement de l'île à la Grèce, l'Enosis, et au massacre de civils turcs, aurait dû prendre fin avant l'entrée de Chypre dans l'Union européenne. Après des années et des années de négociations, sous l'égide des Nations Unies, un compromis qui semblait acceptable par les deux parties avait été élaboré dont l'acceptation aurait mis fin à la partition de l'île. Soumis à référendum, il fut largement approuvé par la partie turque mais repoussé par la partie grecque en avril 2004. Depuis lors, malgré un assouplissement de la circulation au passage de la ligne verte qui sépare les deux camps, la situation politique ne s'est pas améliorée. Lors des élections législatives qui se sont déroulées dans la partie grecque, le 21 mai dernier, la victoire du camp hostile au plan de réunification mené par le président Tassos Papadopoulos, un nationaliste qui, dans sa jeunesse, importait clandestinement des armes de Grèce pour la guérilla anti-turque, ne permet pas d'espérer une réconciliation prochaine des deux camps, même si la République chypriote turque, qui n'est reconnue que par la Turquie, a mis à sa tête un partisan de la réunification, le président Mehmet Ali Talat, qui a vu son autorité renforcée après les dernières élections législatives. Les chypriotes grecs, entrés maintenant dans l'Union européenne, sont désormais en situation de force et, du fait de la règle de l'unanimité, peuvent tout bloquer. Il n'y aura de réunification, estiment-ils, qu'à leurs conditions, et la poursuite des négociations pour l'adhésion de la Turquie impose que les Turcs reconnaissent le nouvel Etat membre, et pour commencer lui ouvre ses ports et ses aérodrômes.

La Commission européenne, lors des pourparlers préparatoires s'était engagée en proposant une solution équilibrée, prévoyant également l'ouverture des ports et des aérodrômes chypriotes turcs au trafic international et en allouant une subvention en vue de permettre à la partie turque, plus pauvre que la partie grecque, de poursuivre son rattrapage économique. Ces engagements n'ont pu être tenus du fait du veto de Chypre.

Comme il est exclu que la Turquie perde la face et remplisse les obligations qu'on lui impose sans concession adverse, le pire est à redouter. L'évolution de la situation tant intérieure qu'internationale depuis deux ans n'était pas faite pour inciter la Turquie à « aller à Canossa ».

Une nouvelle donne

Les élections générales auront lieu en Turquie l'an prochain. Le Premier ministre Recep Erdogan et le parti majoritaire l'AKP doivent bien entendu tenir compte de la situation nouvelle où se trouve leur pays et du glissement de l'opinion publique, de moins en moins pro-européenne. D'après les derniers sondages, réalisés avant l'offensive israélienne au Liban, condamnée

vigoureusement par les autorités turques, 54% des sondés étaient partisans de l'Union contre 73% en 2003. Il est probable qu'aujourd'hui les partisans de l'adhésion sont devenus minoritaires. Le même glissement de l'opinion est sensible en ce qui concerne l'Alliance Atlantique, dont la Turquie a été longtemps considérée par les Américains, comme le membre le plus fidèle, celui qui, pendant la Guerre froide, était le principal rempart sud-européen face à l'Union soviétique. La ferveur pro-américaine des Turcs s'est dissipée avec le déclenchement de la guerre en Irak. Malgré les énormes compensations financières offertes – plusieurs milliards de dollars - le Parlement turc refusa d'autoriser l'armée américaine à utiliser les bases anatoliennes et l'on vit les troupes américaines déjà débarquées avec leur matériel obligées de repartir sous les injures de la population.

Depuis la situation a considérablement empiré avec l'enlèvement des Américains et de leurs alliés en Irak et en Afghanistan, à tel point que même l'envoi d'un contingent turc au Liban, dans le cadre de la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban) n'a été arraché par le gouvernement qu'avec de multiples réserves et garanties sans empêcher pour autant la multiplication de manifestations anti-américaine, anti-israélienne et, ce qui est nouveau, anti-européenne. L'engagement de nombreux pays européens aux côtés des Américains en Irak et de l'OTAN, elle-même, en Afghanistan est très mal acceptée par l'opinion d'une Turquie musulmane, où la solidarité avec ses coreligionnaires est de plus en plus forte, et encore plus depuis le matraquage du Liban par l'aviation israélienne avec le soutien des Américains et le laisser-faire des Britanniques.

L'Orient si proche

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le gouvernement turc, comme vient de le rappeler le Parlement européen, ait ralenti le rythme des réformes, un nouveau train de mesures venant toutefois d'être programmé. Sans doute est-il maintenant possible de parler du génocide arménien sans aller en prison – les poursuites engagées contre Omar Pamuk ont été abandonnées – mais l'article 301 du Code Pénal qui, tel une épée de Damoclès, menace journalistes et écrivains, n'a pas été abrogé et une soixantaine d'affaires sont actuellement pendantes devant les tribunaux. Un pas a cependant été franchi, avec la proposition officielle faite par la Turquie à la République d'Arménie de créer une commission mixte composée d'historiens turcs et arméniens avec l'ouverture des archives nationales, en acceptant d'avance les conclusions de ses travaux. Par contre le statut des églises chrétiennes n'a pas été amélioré et le problème kurde reste entier.

A cet égard, le gouvernement turc a une raison supplémentaire d'en vouloir à Washington. Depuis la chute de Saddam Hussein, les terroristes kurdes peuvent utiliser sans retenue leurs bases arrières en Irak et multiplier les incursions meurtrières sur le territoire turc et il y a eu depuis le début des hostilités davantage de soldats turcs tués en Turquie que de soldats américains tués en Irak ! Jusqu'ici les Américains ont fait la sourde oreille aux demandes pressantes des Turcs d'intervenir pour réduire les bases arrière du PKK qu'ils reconnaissent pourtant être une organisation terroriste. On les comprend, les régions irakiennes occupées par les populations kurdes sont les plus sûres. S'y engager pour tenter d'anéantir des groupes armés qui ne s'en prennent qu'aux Turcs n'est pas leur priorité. Tout au plus, face aux attentats qui se multiplient en Turquie, viennent-ils de nommer un général à la retraite pour coordonner les actions anti-terroristes kurdes des deux côtés de la frontière.

Les Etats-Unis continuent cependant d'être persuadés que l'entrée d'un grand pays musulman modéré et démocratique dans le vieux club chrétien européen, dont l'avenir démographique est inquiétant (15 des 25 membres de la Communauté ont un taux de fécondité inférieur à 1,4, bientôt 17 avec la Bulgarie et la Roumanie !), est indispensable pour l'équilibre du monde et donc pour eux-mêmes. Mais n'est-il pas trop tard ? Même si rien n'est encore joué, la Turquie regarde de plus en plus vers l'Est. Déjà les relations avec la Russie, l'ex-ennemi héréditaire de l'Empire ottoman deviennent de plus en plus intenses, sur fond de pétrole. Elles se développent selon certains « de manière exponentielle ». Mais surtout la Turquie se rapproche de l'Iran, aussi surprenant que cela puisse paraître, entendant prendre sa part dans la nécessaire stabilisation du Moyen-Orient que, paradoxalement, la malencontreuse opération militaire israélienne, peut précipiter.

Cette dérive turque constitue une nouvelle donne dont l'Europe aurait tort de se réjouir alors que depuis le « non » français à la Constitution, elle ne cesse de se détricoter, le départ programmé de Tony Blair le plus européen des travaillistes anglais n'étant pas le moins qu'on puisse dire, un événement positif. Aussi faut-il espérer que Bruxelles, habituée aux compromis de dernière heure, parviendra, le choix entre l'adhésion et le partenariat devant se faire beaucoup plus tard, à éviter dans l'immédiat un accroc qui pourrait être irréparable dans la mesure où la Turquie en tirerait toutes les conséquences et pourrait procéder à une révision tragique de sa diplomatie.

Jean-Pierre PRÉVOST

La révolution hongroise de 1956 vue de, -et vécue à- Paris

par François FEJTÖ

Au moment où l'on va (peut-être) célébrer le cinquantenaire de la révolution hongroise, il nous a paru utile et émouvant, de reproduire de larges extraits de l'article que notre ami François Fejtö a publié récemment dans le journal italien « Il Giornale ». Nous remercions celui-ci et particulièrement cet acteur exceptionnel de ces événements qu'est le grand démocrate François Fejtö

Pour moi au fond, la révolution hongroise a commencé non pas à Budapest le 23 octobre 1956 avec la grande manifestation de la jeunesse estudiantine pour exprimer la solidarité avec la nation polonaise, mais dans la nuit du 5 mars 1953. J'ai été réveillé vers minuit de ce jour par le rédacteur en chef de nuit de l'Agence France-Presse, je me souviens bien de son nom, on était très amis, il s'appelait M. Fils. Il s'est excusé de me déranger, mais il venait de recevoir une dépêche de Moscou, « le camarade Staline est mort » dit-il. Pouvais-je aussitôt me mettre à écrire un commentaire dont on avait urgemment besoin ? « Combien de feuillets ? » ai-je demandé. « Pour commencer, a-t-il répondu, disons un feuillet et demi, mais quand pourrai-je vous rappeler pour l'avoir ? » J'ai réfléchi.

Un feuillet et demi et pour raconter toute la vie de Staline, évidemment ! La jeunesse, les études théologiques, la rencontre avec le marxisme, le rôle joué dans le parti communiste à côté de Lénine ... jusqu'à la prise du pouvoir complète en 1929 puis la terreur de la collectivisation, la promulgation de la constitution, son rôle dans la grande guerre patriotique, puis Yalta et Potsdam et la Guerre froide jusqu'à sa véritable sanctification au dix-neuvième congrès du Parti en 1952. Tout cela en un feuillet et demi.

« Écoutez, je lui ai dit, si vous me commandez cinq feuillets, vous pouvez m'appeler dans une demi-heure, mais en un feuillet et demi, ça me prendra au moins deux heures pour l'écrire ».

« Non m'a-t-il répondu, il me le faut plus rapidement. Donc un feuillet et demi et dans une demi-heure je vous rappelle. Pour le reste, vous aurez beau-

coup de temps pour donner des détails car je pense que c'est un événement vraiment gros. A tout à l'heure donc ». Et il raccrocha.

Il a eu une heure plus tard ce papier dicté à une dactylographe mais vraiment ça m'a coûté. À vrai dire, la nouvelle ne m'a pas surpris. Quelques semaines auparavant, un de mes collaborateurs au « Service des écoutes » de l'Agence France-Presse auquel j'ai travaillé depuis novembre 1944, - Arcadie Stolypine, fils émigré en France du Premier ministre du tsar, assassiné par des anarchistes, - m'a signalé de lire dans le dernier numéro de *la Pravda*, organe du Parti Communiste soviétique, l'article d'une autorité médicale sur les grands progrès de la science par lesquels on arrive à présent à prolonger la vie humaine de plusieurs dizaines d'années. « C'est étrange m'a dit Stolypine, car les éditoriaux de *la Pravda* sont faits généralement pour donner des directives aux responsables du Parti sur les tâches immédiates importantes à réaliser, mais jamais je n'ai lu un article scientifique de ce genre. C'est bien étrange, n'est-ce pas ? » En fait nous nous sommes assez vite mis d'accord pour penser que cette fois-ci, l'éditorial avait pour destinataire non pas les membres du Parti, mais le grand Chef lui-même. Évidemment c'est lui, Staline, qui - après qu'il ait fait table rase des médecins juifs du Kremlin en les jetant tous en prison comme sionistes accusés de préparer le raccourcissement de sa vie -, avait besoin d'être rassuré par un des rares médecins non juifs que Beria, son assistant tout puissant, chef de la police, lui avait laissé. Nous avons conclu de notre consultation que Staline qui tout récemment venait de recevoir les hommages de millions de ces adulateurs dans le monde entier, à l'occasion de son 70ème anniversaire, était gravement malade. Nous avons informé de cette conclusion notre rédaction en chef qui, croyait plus diplomatique de ne pas la rendre publique mais de la conserver dans notre dossier : « à suivre ».

J'étais un peu préparé à l'événement, j'ai écrit mon commentaire qui était certes comme un article d'encyclopédie et auquel j'ai ajouté comme conclusion, une question : « Staline le Grand vient de mourir. Le stalinisme lui survivra-t-il ? » C'est sous ce dernier grand titre que le journal *Paris Presse* a annoncé l'information en première page, suivi de mon commentaire signé A.F.P. La question que j'ai posée, la survie de l'Empire après la mort de son César ou Pape, occupera mon esprit et tant d'autres, pendant les semaines et les années à venir. En tout cas, il faut le dire, l'événement a eu l'effet dans le monde d'une énorme surprise car depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale Staline le terrible était incrusté dans l'imaginaire de l'humanité comme quelqu'un d'immortel. La première réaction de la population russe à la nouvelle a d'ailleurs stupéfait les observateurs étrangers présents à Moscou : le peuple russe que Staline avait mis à mal comme personne, le pleura.

Soljenitsyne sera le témoin que même les très nombreuses familles de ses victimes l'ont pleuré et même les millions qui se trouvaient encore prisonniers dans les goulags - dans les camps de travail sur tout le territoire - l'ont pleuré. Et comme je l'ai appris par téléphone, le peuple hongrois, particulièrement mis à mal, l'a pleuré.

Ce qui me rappelait le récit que m'avait fait un ex-collaborateur du maréchal Tito, pendant quelque temps numéro deux de la Yougoslavie communiste, Milovan Djilas rencontré après la mort de son patron : invité par Staline vers la fin de 1947 pour discuter avec lui du sort réservé à l'Albanie et se doutant du guet-apens que le maître de la Russie cherchait à lui tendre, il l'envoya à sa place négocier à Moscou. Dinant un soir avec Staline dans sa datcha, invité à discuter « entre quatre yeux », le généralissime tourna la conversation sur la situation en Europe centrale : « Tu sais Milovan, lui a-t-il dit, il n'y a que deux vraies nations en Europe centrale » ; Milovan me dit : « J'ai pensé évidemment qu'il nommerait la Serbie pour me faire plaisir » – « Quelle nation demanda-t-il ? Eh bien les Polonais et les Hongrois ». Djilas surpris : « Et pourquoi ces deux-là ? » Staline pour exhiber sa profonde connaissance de l'histoire des pays qu'il avait subjugués a dit, prenant un air savant : « Parce que ce sont ces deux pays qui ont eu une aristocratie et une noblesse très nombreuses. Une aristocratie et une noblesse qui défendaient mordicus leurs privilèges contre les rois nationaux ou étrangers et qui ont communiqué à leur peuple, même aux paysans, cette volonté d'indépendance contre toute autorité centrale ». Et Staline ajoutait, souriant : « C'est la raison pour laquelle c'est la colonne vertébrale de ces deux peuples que je veux briser ».

C'est justement ces deux peuples qui auront le plus résisté contre sa mainmise. En tout cas, les héritiers de Staline inquiets mais heureux d'être libérés de sa tutelle se mettaient à réfléchir aux tâches les plus urgentes, à s'en préoccuper pour consolider leur immense héritage - avec la R.D.A. à peine établie comme État, reçue comme membre au pacte de Varsovie, et la Pologne gouvernée par un maréchal soviétique mais natif de Pologne, Rokossovki, où les mécontentements commençaient à exploser dès le début du printemps de 1953, la Hongrie dont ils ont reçu les nouvelles les plus inquiétantes quant à la possibilité d'une révolte paysanne. Aussi, ont-ils convoqué à Moscou le gouvernement présidé par le lieutenant de Staline peut être le plus exécré de tous, Matyas Rakosi, en y ajoutant un ancien exilé à Moscou, Imre Nagy, ministre de l'Agriculture à son retour au premier gouvernement de coalition de la Hongrie libérée.

Or cette nomination m'a surpris. En effet, je savais qu'Imre Nagy avait été écarté du sommet du pouvoir en 1949, en raison de sa résistance tenace à la collectivisation des terres que le Kremlin avait ordonné de réaliser dans toutes les démocraties populaires. Je savais aussi que c'est quasi par miracle qu'Imre Nagy échappa dans les années 30 à la grande purge organisée par Staline parmi les partisans de son ancien collègue, Boukharine, qui professait un communisme qui aurait dû protéger son agriculture et manifester moins d'hostilité à l'égard de l'église orthodoxe dont le culte était particulièrement répandu à la campagne. D'origine paysanne lui-même Nagy était donc un des survivants des grandes purges, toléré grâce aux protections dont il bénéficiait de la part du responsable de la police politique qui l'estimait en tant qu'expert digne de confiance et se tenant à distance des luttes sectaires au sein des exilés communistes hongrois.

Je n'ai pas été seul à être surpris par la présence de Nagy parmi les invités au Kremlin. Au mois d'août de 1955, j'ai passé mes vacances avec femme et enfant à Bohinj, en Slovénie. J'ai appris par les journaux que le maréchal Tito était arrivé dans son chalet de chasse de Bled, hérité des Habsbourg, pour passer quelques semaines. Dans la montagne, je me trouvai à environ une heure de voiture, de Bled. J'ai eu l'idée de téléphoner au directeur de Cabinet du Maréchal lui demandant de prévenir celui-ci que je serais heureux de m'entretenir avec lui pour une interview pour *l'Agence France Presse* et *le Figaro*. J'eus rapidement la réponse : « le Président est trop occupé pour un long entretien, mais samedi après midi, il donnera une réception en l'honneur du premier ambassadeur soviétique venu dans son pays après la rupture de 1949 et trouvera le moyen de vous recevoir pour un *a parte* dans l'un des salons du chalet ». J'acceptai donc l'invitation et le lendemain, j'y fus très amicalement reçu par le maréchal, entouré par ses proches collaborateurs. Puis à peu près, une heure plus tard, son directeur de cabinet me conduisit dans le salon où Tito m'attendait déjà et il me posa immédiatement la question de savoir si je connaissais Imre Nagy qui venait d'être nommé Premier ministre en Hongrie. « Vous savez que j'ai fait de nombreux voyages après la guerre à Moscou, j'ai eu l'occasion de rencontrer tous les membres de la bande hongroise, Rakosi, Gerö, Lévai, Farkas, Lukàcs etc, mais je n'ai jamais entendu parler de Nagy. » Ces paroles m'ont confirmé dans la conviction que Nagy n'appartient jamais au noyau des exilés qui, à leur retour autour de Rakosi, se partagèrent les postes-clefs du Parti et de l'Etat en Hongrie. Tito m'a aussi demandé si je pensais qu'Imre Nagy n'avait point participé à la violente campagne de calomnie qu'il avait dû subir après sa rupture avec Staline. Sur ce point en effet, je pus le rassurer.

Je n'ai rencontré qu'une seule fois Nagy ; c'était à Paris où il était venu en 1947 à la tête d'une délégation parlementaire hongroise. Si je m'en souviens bien, il était président de l'Assemblée, à l'époque. Le chargé d'Affaires de Hongrie, qui était un vieil ami socialiste, János Erős, m'avait invité pour un déjeuner avec Nagy, lors duquel nous avons fait le point de la situation hongroise et mondiale. Ce qui m'avait surpris, c'est l'absolue différence que je constatai entre son discours et la langue de bois à laquelle j'étais habitué de la part des autres dirigeants communistes de la nouvelle Hongrie. Il savait qui j'étais, et répondit clairement dans un hongrois savoureux et avec une sincérité évidente à mes questions directes.

Au printemps de 1953, quelques jours après la nomination de Nagy au poste de Premier ministre, j'ai eu un coup de fil de Londres, de mon ami Erős, qui entre-temps avait quitté le service diplomatique et avait « choisi la liberté » comme on disait à l'époque après le dissident soviétique Kravchenko qui avait publié un livre de ce titre sur le Goulag. Il me demanda si je me souvenais de notre déjeuner avec Nagy et de ce que je lui avais répondu après le départ de celui-ci, à sa question : « quelle opinion m'avait laissée l'homme politique hongrois après notre entretien ? » « Non, je lui dis, j'ai totalement oublié ce que j'avais dit ». « Tu m'avais dit, et cela m'a frappé, que « tu ne comprenais pas ce que ce brave social-démocrate et patriote paysan hongrois pouvait chercher si longtemps sur la galère communiste » Alors je m'en souvins. Le discours de programme qu'Imre Nagy venait de prononcer le 4 juin 1953 au parlement de Budapest confirma ce diagnostic, c'était un réquisitoire contre la politique de son prédécesseur prononcé avec calme, comme une sorte de leçon morale avec une passion retenue, énumérant méthodiquement point par point, toutes les erreurs criminelles que son prédécesseur avait commises. Il dénonçait sa mégalomanie dans la planification imposée au pays, qui dépassait constamment la capacité productrice du pays et entraînait en quelques années la baisse du niveau de vie. « Le développement de l'industrie lourde socialiste ne peut constituer un but en soi » avait déclaré Nagy. « Mon gouvernement révisera le Plan et fera des propositions au sujet de sa réduction. » Et ainsi de suite pendant deux heures sur un ton professoral. Mais tout fut adopté. L'écrasement de l'artisanat, la destruction de l'agriculture, la militarisation de la classe ouvrière, le mauvais traitement des intellectuels ligotés par la censure, l'intolérance à l'égard des religions, les violations de la légalité, l'institution de l'internement arbitraire.

Non sans élégance, Nagy donna la forme d'une autocritique à la condamnation d'actions dont on savait très bien en Hongrie qu'il s'était depuis 1949 désolidarisé. Son discours était singulièrement en avance sur ce qui se passait

en même temps en Russie où, depuis la mort de Staline, « le dégel » comme l'appela Ilya Ehrenburg, avait été administré en ménageant autant que possible les membres du gouvernement de Staline dont plusieurs siégeaient encore à la « direction collective » que l'on avait nommé le présidium du Parti. D'ailleurs on put s'apercevoir bientôt des limites que le Kremlin posait à l'action d'Imre Nagy car, s'il fut nommé président du Conseil, Rakosi, dont on savait les faveurs dont il bénéficiait chez les staliniens orthodoxes comme Molotov, Joukov, Kaganovitch et d'autres, demeurait chargé de la direction du Parti, ce qui lui donnait la possibilité – et il en usa au cours des mois suivants - de saboter autant que possible, la normalisation entreprise par Nagy puis de se débarrasser de ce dernier au premier moment propice.

Cependant au moins sur un point, l'action de Nagy fut définitive : sur le plan intellectuel. L'appareil culturel du Parti Communiste, les écrivains, journalistes, scientifiques, fortement ébranlés par les propos et la conduite de Nagy, qui les confronta à la monstruosité de leur égarement au service d'une idéologie qui leur avait fait un devoir de cacher la vérité, de mentir jour après jour sur la situation réelle du parti, de fermer les yeux sur l'odieux égocentrisme des dirigeants, sur la violence faite par eux à toutes les couches de la population. Nagy a provoqué une crise morale dont la profondeur m'a surpris. Il est apparu que la plupart des serviteurs intellectuels parmi lesquels j'avais de vieilles connaissances, sinon des amis, menaient une double vie, d'un côté ils voyaient ce qui se passait en réalité, d'autre part, ils s'imposaient de croire à la culpabilité de Rajk et des nombreux autres camarades communistes épinglés comme boucs émissaires. Ils croyaient à Staline, en partageant avec zèle ce que Arthur Koestler avait qualifié de « fausse foi léniniste ».

J'ai pu étudier sur l'exemple d'un grand intellectuel communiste hongrois, envoyé en 1954 comme correspondant du journal officiel à Paris, - des dimensions pathologiques de l'effondrement moral qu'il avait subi, en entendant de la bouche même d'Imre Nagy le reproche : « mais pourquoi avez-vous pu mentir à tel point ? Pourquoi avez-vous énoncé comme parole d'évangile sacré tout ce que l'on vous demandait de raconter ? » Cette personne n'a pas pu se pardonner d'avoir écrit des éditoriaux de propagande en obéissant comme un esclave aux instructions de son directeur. Il retournera de Paris, en Hongrie et lorsqu'Imre Nagy, au début de 1955, sera chassé par Rakosi de son poste de Premier ministre, il devint un des compagnons les plus dévoués de celui-ci et finira avec lui sur le banc des accusés. Il fut condamné à mort pour trahison en 1958 par le tribunal instauré par Kadar. « Je veux payer pour ce que j'ai fait contre ma conscience et contre ma nation » m'avait-il dit en prenant congé pour retourner en Hongrie.

On n'aura rien compris des événements de Hongrie en 1956, si l'on ne tient pas compte de la conversion douloureuse à la vérité et à la sincérité ressentie par un grand nombre de communistes dont la crise me rappelait celle des prêtres défroqués que j'ai connus parmi les intellectuels hongrois, mais aussi, après l'expérience de la révolution hongroise, vécue à Paris, par des intellectuels français. En tout cas, c'est à l'honneur des écrivains qu'en affrontant les efforts de Rakosi provisoirement vainqueur pour remettre les pendules à son heure, ils continuaient le mouvement de déstalinisation inauguré deux ans auparavant par Imre Nagy. L'Albanais Enver Hodja, rencontrant Rakosi pendant l'arrêt de son train qui le conduisait à Moscou, écrit dans ses mémoires d'une sincérité étonnante qu'il avait exprimé au chef du parti hongrois son étonnement devant son indulgence à l'égard des écrivains qui continuaient à l'affronter désormais impunément. « Si vous jetiez seulement deux cents d'entre eux en prison, vous auriez la tranquillité », avait-il dit au chef du Parti hongrois. Cependant les mains de celui-ci étaient liées par les règles dictées par le « nouveau cours » de Moscou. Le maximum qu'il lui était possible de faire, c'était d'exclure les rebelles du Parti, de renforcer la censure. C'était trop tard. L'esprit de résistance était contagieux dans les comités du Parti de Budapest et des villes industrielles, qui contenaient beaucoup d'intellectuels, ainsi que les Instituts de recherche scientifique, voire à l'Académie. Les membres du Parti continuaient à poser des questions embarrassantes aux dirigeants. Ceux-ci, dans leur rébellion étaient encouragés par les nouvelles de Moscou : autorisation à Soljenitsyne de rendre public son livre sur sa captivité, gestes de rapprochement vers l'Ouest, évacuation par les troupes soviétiques de l'Autriche, signature d'un traité d'Etat avec ce pays, normalisation des relations de l'URSS avec l'Allemagne Fédérale d'Adenauer, hier encore objet d'une propagande absolument hostile à cause de son réarmement dans le cadre atlantique.

Enfin le « voyage à Canossa », à Belgrade, de Krouchtchev et de Boulganine, alors président du Conseil de l'URSS. Envoyé par l'AFP, j'ai assisté à la scène étonnante de Tito écoutant le visage fermé, de la bouche du successeur de Staline, un *mea culpa* pour la campagne odieuse poursuivie contre sa personne, ses idées, son pays depuis sa rupture de l'obéissance à Staline en 1948. Tito écoutait sans broncher les propos de Krouchtchev qui, en évitant de mentionner Staline, rejetait toute la responsabilité du conflit sur son ministre de l'Intérieur, Béria. Tito semble avoir retenu des propos de Krouchtchev ses assurances que le parti communiste soviétique reconnaîtrait désormais « l'existence de plusieurs voies conduisant vers le socialisme », donc la légitimité de la voie yougoslave qui supposait le droit à avoir les mains libres pour sa politique intérieure et sa politique étrangère. J'ai appris peu

après mon retour à Paris que, informé sur les résultats des entretiens soviéto-yougoslaves de Belgrade, Imre Nagy avait adressé au comité central du parti hongrois un mémorandum, réfutant les accusations de déviationisme dont il fut l'objet, et s'inspirant largement des arguments de Tito sur la compatibilité du socialisme avec sa défense des intérêts nationaux. Deux ans plus tard, nous avons pu recevoir – quand je dis « nous », j'entends la section hongroise de l'association internationale de défense des Droits de l'homme, créée à Paris dont j'ai accepté la présidence pour quelque temps - un exemplaire de ce mémorandum que nous avons publié, avec mon introduction intitulée « Portrait du Président Imre Nagy », sous le titre « Un communisme qui n'oublie pas l'homme ». Quelques mois après l'entrevue de Belgrade, en février 1956, Krouchtchev prononça son fameux discours de sept heures dont le texte intégral n'a été porté à la connaissance du monde que plus tard, par des fuites progressives. Nous avons reçu à l'AFP par une source crédible, polonaise ou israélienne, le texte complet. Certes, des crimes de Staline révélés par Krouchtchev, les « Kremlinologues » dont j'étais étaient renseignés depuis longtemps. Le premier biographe de Staline, Boris Souvarine, ancien dirigeant bolchévique ayant rompu dès 1929 avec son obédience, a renseigné dès avant la Deuxième Guerre mondiale sur les crimes majeurs de Staline, notamment sur la famine provoquée par lui en Ukraine et la déportation de millions de paysans qui résistaient à la collectivisation au début des années 30. Puis, il y eut des dissidents soviétiques comme l'espion Krivicki, puis le haut-fonctionnaire Kravchenko, qui avaient informé sur les grandes purges et cela avant que Koestler ait publié son roman « Zéro et l'infini » et son essai « Le yogi et le commissaire ». Mais telle était la puissance de la propagande soviétique que non seulement les millions de membres du Parti, mais aussi de nombreux intellectuels n'avaient simplement pas cru à ces témoignages pourtant authentiques. Pour eux, ils sortaient de la fabrique de la CIA. Mais la confirmation des crimes par son successeur eut un effet foudroyant sur de nombreux « croyants ». La « foi léniniste », en fait, ne s'en releva pas et les dirigeants des autres partis communistes ne pardonnèrent pas à Krouchtchev ses révélations.

Celles-ci ont été suivies par la dissolution du Bureau d'Information des Partis Communistes siégeant « théoriquement » à Prague, créé en 1947, mis en place pour servir de couverture de la gestion policière et diplomatique des partis communistes européens. Je savais que cette dissolution de l'organisme qui contrôlait aussi le puissant appareil de propagande de l'URSS dont l'intensité s'était accrue au fur et à mesure des progrès de la Guerre froide, a été surtout un des gestes du Kremlin visant à la réconciliation avec la Yougoslavie de Tito. Avant d'avoir placé le siège du bureau à Prague, le Kremlin – comme

je l'appris à Belgrade - avait proposé à Tito de l'établir à Belgrade . Le Maréchal avait cependant refusé cet honneur, devinant que l'offre visait avant tout à permettre à la Sécurité soviétique de placer ses agents dans la seule capitale communiste des pays de l'Est qui s'était refusée au *contrôle fraternel*, au contrôle par Moscou de sa politique intérieure et extérieure.

Une autre conséquence du tournant fut la révocation tant attendue par l'opinion hongroise, de Rákosi de son poste du chef du Parti hongrois, obtenue par Krouchtchev qui à ce moment semblait mener le jeu au Kremlin, non sans quelques résistances opposées à Budapest par la direction du Parti, acquise aux ex-staliniens. Autant je me suis félicité de la mise à l'écart de Rákosi, autant j'ai désapprouvé, avec eux, son remplacement par Ernő Gerő que je savais, en tant qu'homme et dirigeant, pire que son prédécesseur. Je n'ignorais pas sa part prise aux crimes commis pendant la guerre d'Espagne contre les anarchistes et les membres de la gauche non communiste. Donc j'ai considéré sa nomination comme étant une étape transitoire . En effet, la voix de l'opposition continuait à s'amplifier. J'en ai informé le public français dans un article publié dans *Les Lettres nouvelles*, sous le titre « La République indépendante des écrivains hongrois ». J'y rendais compte du Congrès des écrivains qui avait pris un caractère séditieux, en expulsant de sa direction tous ses membres communistes orthodoxes et affrontant directement la censure. La Hongrie - comme moi-même à Paris - était suspendue aux événements de Pologne où la répression sanglante d'une manifestation ouvrière à Poznan avait provoqué des protestations massives dans le pays, en même temps que des mouvements de troupes soviétiques en direction de Varsovie. C'est alors que le premier secrétaire du Parti communiste - on a dit plus tard en Pologne que, « saisi soudain par le Saint-Esprit », Ochab décida d'amener le comité central du Parti à accepter sa démission et de le remplacer par le chef de l'opposition, Gomulka, dont la nomination était réclamée de plus en plus fortement par une opinion qu'on a rarement vue dans l'histoire polonaise aussi unie. Ochab a réussi aussi à faire accepter sa solution à la crise par le Kremlin.

Ce succès de l'antistalinisme en Pologne a porté au summum l'agitation de la jeunesse universitaire et des intellectuels en Hongrie, surtout qu'il fut suivi à une cadence rapide, par des éléments qui le confirmaient : le maréchal russe Rokosovski, d'origine polonaise, ministre de la Défense, fut expulsé de son poste, le cardinal Wyszinsky libéré de prison, reconduit à son poste d'archevêque, primat de Pologne. La Hongrie ne pouvait rester en arrière.

Les associations estudiantines de Budapest et des plus importantes villes provinciales prenant langue avec les dirigeants de l'Union des écrivains, des

journalistes et diverses organisations intellectuelles convoquèrent pour le 23 octobre une grande manifestation d'hommage à la Pologne. Après de longues et pénibles négociations les organisateurs obtinrent l'autorisation de la police. Aussi, dans la matinée du 23 octobre, tout Budapest était en fête, dans les rues. Les parents s'associèrent à leurs enfants pour se joindre aux défilés qui prirent une envergure extraordinaire. Ils s'arrêtèrent devant à la statue de Ben, le général polonais qui avait fait partie de l'Etat major de l'armée insurrectionnelle de 1848-1849, puis devant celle de *Petöfi*, le poète national de la Liberté, mort sur le champ de la bataille livrée en 1849 aux troupes du Tsar venues à la rescousse de l'armée autrichienne. Les jeunes qui avaient nommé d'après Petöfi, le cercle dans lequel s'exprimaient les dirigeants du mouvement réformateur se rendirent ensuite à la Place du Parlement pour être harangués par des écrivains patriotes et démocrates auxquels s'était joint Imre Nagy, qui fut d'abord sifflé pour s'être adressé à la foule par les mots « Chers camarades ». Ce mot « camarade » était passablement discrédité par sept années de dictature.

Vers la fin de l'après-midi, refluant dans toutes les directions de la capitale, un groupe de manifestants remplit la rue Sándor, siège de la radio, à laquelle une délégation se rendit pour faire diffuser un manifeste en dix points (calqué sur le manifeste lu par Petöfi le 15 mars 1848) résumant les revendications pour la réforme. Le refus opposé à leur demande provoqua des protestations véhémentes. C'est alors qu'intervint Gerö, tout juste revenu de Belgrade où il avait dirigé une délégation du Parti. Or Gerö n'était pas Ochab. Au lieu d'apaiser l'agitation, il la provoqua par une mise en garde contre les agents fascistes contre-révolutionnaires qui s'étaient infiltrés dans les rangs des manifestants. Pour finir, avec une désinvolture inimaginable, il chanta l'éloge de l'URSS, de sa générosité et de son amitié et annonça la convocation du Comité central pour le 31 octobre.

« Son discours est la goutte, écrivais-je, qui fit déborder le vase et porta à son comble l'exaspération des jeunes manifestants. C'était ajourner d'une manière insultante la solution d'une crise qui exigeait des remèdes urgents », poursuivais-je. La population de la capitale, les étudiants manifestants, les intellectuels, les jeunes ouvriers accourus après la fermeture des usines, de la banlieue, interprétèrent les propos de Gerö comme une fin de non recevoir infligée à leurs aspirations. En sortant du bâtiment de la radio, il manqua d'être lynché, réussit à gagner le siège du Parti où il convoqua Imre Nagy. Il prit alors des décisions dictées par l'affolement et l'incompréhension toute stalinienne des mouvements spontanés de l'âme populaire. On ne saura jamais qui avait tiré le premier, si c'était un membre de l'AVO (police politique) se

sentant menacé par les manifestants, ou un jeune de la foule exaspérée par le refus de voir diffuser le manifeste. Toujours est-il qu'en quelques minutes la manifestation s'est transformée en fusillade insurrectionnelle et on peut situer en même temps, à un autre point du centre ville inondé par les manifestants refluant du Parlement, l'assaut contre la monumentale statue de Staline dont le renversement fut photographié par tous les reporters, reproduit le lendemain par la presse mondiale, comme le symbole de ce qui devint une révolution progressant avec la rapidité d'un incendie de forêt à travers tout le pays. Je peux dire que j'ai vécu comme en transe, les jours suivants, chez moi et à mon bureau de l'AFP le déroulement des événements, d'heure en heure, en le commentant dans des articles et interviews avec un compagnon non moins excité que moi, qui s'installa dans mon bureau pendant les jours suivants pour écouter les émissions des radios hongroises libérées, l'ambassadeur de Pologne à Paris, Gajewski, ami personnel, et grand ami de la Hongrie, et aussi de Gomulka qui venait d'être hissé à la tête de la Pologne.

Gajewski m'apporta une aide très précieuse dans le combat que, sur la base des émissions des radios libérées hongroises et des informations téléphoniques de mes amis sur place j'ai engagé contre les fausses informations diffusées par la propagande communiste et les « compagnons de route » déchaînés dans la presse. J'ai mis l'accent sur les efforts livrés avec une énergie extraordinaire par Imre Nagy, surtout après le 29 octobre, lorsqu'il arriva à occuper son bureau au Parlement, délivré du contrôle d'un Gerö qui avait pris la fuite. Il y menait une double négociation, d'un côté avec les chefs des très nombreux comités insurrectionnels, et de l'autre côté avec les envoyés du Kremlin, cherchant à trouver une formule permettant de rétablir l'ordre sous un gouvernement pluri-parti tout en renforçant auprès du Presidium soviétique divisé, l'opinion de ceux qui, du moins jusqu'au 30 octobre, étaient prêts à un compromis avec Budapest. Nous savons maintenant que l'échec d'Imre Nagy fut dû surtout à l'acharnement des staliniens du Kremlin à prouver que la politique de Krouchtchev, basée sur son discours destalinisateur de février, ne pouvait conduire qu'à un désastre pour le maintien du contrôle soviétique dans les pays satellites. Aussi l'intervention dirigée par le maréchal Joukov aura eu un double but, ce dont on ne se rendait pas compte en Hongrie à l'époque : le renversement d'Imre Nagy, et la démonstration des dégâts provoqués par Krouchtchev avec son compromis avec Tito et l'influence du communisme national yougoslave. Je dois encore dire pour finir qu'en ce qui concerne « ma » bataille anticommuniste menée dans la presse, je dois beaucoup pour son succès partiel en France, et en Italie, à l'ambassadeur Gajewski qui y assistait, en passant de nombreuses heures dans mon bureau à l'AFP et à mon domicile. C'est lui qui m'amena le correspondant à Budapest du journal du parti « Trybuna Ludu » jusqu'à l'arrivée des troupes

soviétiques et qui, de passage à Paris, fut prêt à me voir et à rendre compte des impressions recueillies en Hongrie. Elles confirmaient intégralement le point de vue que je défendais : à savoir qu'Imre Nagy ne voulait pas l'impossible, et qu'au moment où la décision soviétique d'intervenir fut déclenchée, il avait des chances sérieuses de rétablir l'ordre en faisant triompher les objectifs démocratiques et socialistes de la révolution contre les quelques manifestations sporadiques dues au réveil d'un nationalisme exaspéré. L'argument selon lequel la révolution présentait un danger pour l'Union soviétique et la paix servit de justification à l'intervention militaire. Lors d'un dîner donné à mon domicile, et qui se prolongea jusqu'à l'aube, je réussis – grâce aux explications de Komvicki, de « Trybuna Ludu », - à convaincre Jean-Paul Sartre, et son épouse Simone de Beauvoir, également invités, de l'absurdité des affirmations soviétiques répercutées par la presse contrôlée par les partisans de ce que de Gaulle avait appelé « le parti de l'étranger », selon lesquelles l'URSS voulait sauver la démocratie contre la restauration en Hongrie de l'ancien régime autoritaire voire fasciste. C'était une victoire, vu ce que l'opinion de Sartre représentait à ce moment dans l'opinion française non seulement de gauche. Elle laissa ses traces dans une préface que l'auteur de *L'être et le néant* a écrite dès le lendemain de notre longue discussion sur le sens de la révolution hongroise, puis dans un numéro spécial de sa revue *Les temps modernes* consacrée aux écrits des poètes, savants, écrivains hongrois exposant leur volonté de substituer au communisme stalinien un régime de démocratie socialiste et libérale.

J'ai constaté la responsabilité particulière qui revenait, dans les événements sanglants qui suivirent, à la direction du Parti communiste hongrois, et notamment à la personne de Gerö. Perdant l'espoir de pouvoir briser l'insurrection par sa police, il fit appel aux troupes d'occupation soviétiques en garnison, transformant un mouvement qui, à l'origine, se dirigeait contre un pouvoir discrédité, en une lutte contre l'occupation et l'hégémonie soviétique. Quant à l'intervention soviétique, en contradiction flagrante avec l'intention manifestée par Krouchtchev de se rapprocher de l'Occident, elle a visé à renverser le gouvernement légitime du pays, formé par Imre Nagy .

J'ai prédit après l'écrasement de la révolution que le moment de la réalisation de ses aspirations commencerait par la réhabilitation d'Imre Nagy. C'est arrivé, en 1989, et l'on peut dire que la libération, sans effusion de sang, grâce au tournant de Gorbatchev, a réalisé une orientation que les « jeunes combattants pour la liberté » de 1956 avaient voulu fixer à l'avenir de leur patrie.

François FEJTÖ

Travailler mieux et produire plus

par l'Institut Montaigne

*Nous remercions l'Institut Montaigne de nous permettre de reproduire
ici quelques bonnes feuilles d'un de ses remarquables rapports.
Il résume les travaux d'un groupe présidé par Claude Vimont,
et dont le rapporteur est François Malige.*

Un monde en réseau

Il ressort de l'analyse à moyen terme de l'économie mondialisée qu'à l'avenir, les systèmes productifs seront fondés sur un principe général de fonctionnement « en réseau ». Dans ce contexte nouveau, comme l'annonçait dès 1996 Manuel Castells, « à la verticalité des hiérarchies succède l'horizontalité de la communication ; à l'autorité des pouvoirs en place, la légitimité que confèrent l'initiative et la réussite ; à l'uniformité industrielle, la diversification des relations de travail ; à un univers d'Etats, le flux des marchandises et des signes d'un capitalisme triomphant »¹. Si l'on en croit l'institut IFTF², plus la société est concurrentielle, ce qui est le cas d'une économie mondialisée, plus les individus, voire les groupes d'individus, sont poussés à coopérer. « Mettre en œuvre des coopérations complexes à tous les niveaux, à toutes les échelles, associant technologies, ressources communes et nouveaux comportements coopératifs, voilà la clé des succès de demain !³ ».

Dans cet esprit, le cabinet McKinsey annonce une révolution pour les dix prochaines années, celle née du rôle croissant des emplois qui servent à gérer des interactions complexes (gestionnaire d'une chaîne logistique, avocat, chef d'équipe, etc.) : « Les employés les plus valorisés aujourd'hui sont occupés à des activités que les économistes appellent des « interactions » : au sens large, la recherche, la coordination, et la supervision nécessaire à l'échange de biens et

¹ *The rise of the network society*, Manuel Castells, 1996, Blackwell Publishers (traduction française : « La société en réseau », Fayard, 1998).

² IFTF : Institute for the Future. C'est un centre de prospective indépendant, basé à Palo Alto (Californie). www.iftf.org.

³ Ch. Deshayes, *Les Echos*, 21 novembre 2005.

de services [...] Comme Adam Smith l'avait prévu, la spécialisation tend à fragmenter le travail et à augmenter le besoin d'interactions. [...] Des interactions complexes nécessitent que les employés sachent traiter les situations ambiguës – face auxquelles il n'y a pas de manuel de procédures – et exercent un haut degré de jugement ». Selon cette étude ⁴, les emplois de ce type sont très demandés. Leur nombre croît trois fois plus vite que l'emploi total : 70% des emplois nouveaux créés aux Etats-Unis entre 1998 et 2004 seraient déjà consacrés à la mise en relation des individus au sein des entreprises et institutions économiques et sociales, et aux relations entre elles !

La France face à la réforme

Face à ce nouveau monde, les gouvernements ont trop tenté de réformes furtives, escomptant qu'il était plus facile de réformer en silence et de mettre les citoyens devant le fait accompli que de convaincre d'abord. Puis, lorsqu'ils ont été pris sur le fait, ils se sont raidis pour céder au bout d'un temps plus ou moins long.

C'est, à l'inverse, *une démarche pédagogique de fond qu'il leur faut engager* : montrer, d'une part, l'intérêt pour chacun de se mobiliser pour la compétitivité (en s'appuyant sur les exemples du Royaume-Uni, des pays scandinaves, du Canada, désormais placés avant la France dans les classements de performance économique internationaux), et d'autre part, pourquoi et comment cela est possible dans notre pays. Il faut engager une action en ce sens sur plusieurs années, mêlant des projets à long terme et des actions immédiates. Dans l'état dans lequel se trouve notre pays, la confiance ne peut se créer que dans le temps, mais la réussite d'actions immédiates participe à sa création.

Le bilan économique et social des trente dernières années est loin d'être entièrement négatif. D'importantes réalisations ont vu le jour. Mais les institutions de notre société se sont développées chacune dans sa propre logique (ainsi, l'éducation nationale, vers la maximisation du nombre de diplômés sans s'assurer que ces diplômés correspondent aux besoins du marché ; les services de l'emploi, dans une logique d'indemnisation plus que de reclassement ; les services publics, dans une logique de meilleur service sans grande préoccupation de productivité ; etc.). Nous n'avons pas su mettre en cohérence nos objectifs de développement à un moment où la France s'ouvrait sur le monde. Nos grandes entreprises se sont adaptées, mais beaucoup d'institutions économiques et sociales ont continué à fonctionner dans un cadre « franco-français ». Nous n'avons ainsi réussi qu'une mondialisation inachevée et sans cohérence. C'est l'origine de notre désarroi actuel.

⁴ Comparaison avec des systèmes étrangers.

Une mobilisation cohérente pour la compétitivité

Plutôt que de revenir sur une ouverture vers l'extérieur porteuse de progrès économique et social à terme, nous proposons de tenter de bâtir ensemble un consensus sur la compétitivité.

Loin de « mesures d'opportunité immédiate », dont le nombre n'égale que l'inefficacité, une politique d'ensemble doit donc être mise en œuvre reposant sur une *mobilisation cohérente* de l'ensemble de nos forces économiques et sociales et des *développements croisés* des entreprises et des grandes institutions économiques et sociales de notre société : les marchés financiers, le système éducatif et les centres de recherche, les services du marché du travail, les services publics. La cohérence de ces développements dans un objectif partagé de compétitivité est la clé de notre progrès. Ils concernent notre pays dans son ensemble. [...]

Nous visons à apporter des solutions pragmatiques dans cinq domaines qui nous paraissent particulièrement importants, et moins traités par ailleurs : aider les entreprises à maîtriser la complexité née de la mondialisation ; repenser le fonctionnement du marché du travail dans ce nouveau contexte ; lever les barrières à la croissance des PME, notamment les plus innovantes d'entre elles ; modifier les circuits de financement de notre économie ; et tourner notre système éducatif vers la compétitivité à travers trois réformes essentielles. [...]

Un contrat social de solidarités renouvelées

A travers le monde développé, les choix de contrat social varient :

- Les sociétés américaine et britannique, au-delà de leurs différences, se considèrent comme des « machines à créer de la richesse », dont chacun profite librement, en fonction de l'apport effectué à la société. Elles se voient comme des « sociétés d'opportunité ».

- Les pays scandinaves ont des sociétés « réformées » : ils n'ont pas abandonné leurs valeurs, mais mènent une politique d'adaptation continue et profonde. Leur priorité n'est pas de redistribuer la richesse (contrairement à ce que leur protection sociale de haut niveau peut mener à croire), mais de reconverter et promouvoir les citoyens en difficulté. Ils exigent en contrepartie une adaptation immédiate de tous, institutions et individus. Ainsi, de mauvais résultats d'entreprises mènent à des licenciements sans formalités. Les services publics et sociaux doivent atteindre une performance élevée. Sinon, ils sont tout de suite réformés. La recherche d'emploi du chômeur doit être active. Sinon, il est sanctionné. Cette obligation de résultats est renforcée par une très forte pression sociale, caractéristique des sociétés scandinaves, si démocratiques soient-elles par ailleurs.

La société française, elle, privilégie dans son discours, soit la réduction de la « fracture sociale », soit la « lutte contre les inégalités ». Elle se veut fondamentalement redistributrice, mais son « ascenseur social » est en panne depuis des années. La transposition pure et simple de tel ou tel modèle en France est vouée à l'échec : on ne peut adopter le modèle d'un autre pays sans remettre en cause son identité. Même si le *benchmarking*⁵ est utile et fécond, la seule recherche de « recettes » qui fonctionnent bien chez nos voisins est également illusoire : comme l'ont appris les entreprises françaises dans les années 70-80, les recettes des concurrents japonais ne sont rien sans le concept, sans la culture. Le cercle de qualité de fonctionne que lorsque l'ouvrier est bien formé et habitué à être autonome.

En revanche, en France et dans notre cadre culturel, tout n'a pas été tenté. Il est possible de reprendre les objectifs d'adaptation continue et de sortie par le haut, afin d'en tirer une politique conduisant l'ensemble des forces de la nation sur la même voie, avec cohérence (l'effort et les objectifs partagés) et interactions (pédagogie, pas de réforme furtive). Il ne peut plus y avoir « deux France » : l'une protégée, l'autre exposée aux vents de la concurrence mondiale. Le poids de l'une entraînerait le déclin de l'autre. Il faut retenir une approche globale de la compétitivité. En particulier, la sphère politique doit prendre conscience que la compétitivité est une victoire de l'ensemble des forces d'un pays, pas seulement des entreprises : la compétitivité des services non marchands est, elle aussi, essentielle. L'ambition et l'audace sont de mise dans un pays qui depuis vingt-cinq ans a remis les réformes et qui a depuis vingt-cinq ans renvoyé toutes les majorités législatives sortantes.

Sur cette base, un nouveau contrat social est possible. Les fruits de la mondialisation seront considérables pour la France si nous savons les cultiver : notre pays peut en bénéficier bien au-delà de ce qu'imaginent les prophètes du déclin et les tenants de l'altermondialisme. Les conditions dans lesquelles nous pourrons, ensemble, créer cette richesse, mais aussi la partager, sont au cœur de ce contrat social de solidarités renouvelées. Les aspects collectifs de cette solidarité (services de proximité à faible coût payés par la collectivité ou par l'utilisateur, aisément accessibles, efficaces) sont aussi importants que ses aspects individuels (maintien d'un régime de versement d'indemnités). Dans cette perspective, la lutte contre toutes les formes de discrimination est primordiale. C'est un élément essentiel de la compétitivité et de l'attractivité de notre pays.

⁵ Comparaison avec des systèmes étrangers.

Dans un contexte où il ne peut y avoir durablement de revenus distribués au-delà de ce que permet l'évolution de la productivité individuelle du travailleur, nous restons convaincus que le progrès se fera par l'échange qui accélère la diffusion des innovations, porteuses de productivité.

La mobilisation cohérente pour s'intégrer harmonieusement dans la mondialisation est possible. Elle est nécessaire si nous voulons en tirer avantage, ce qui est parfaitement réalisable. Elle est donc la condition de notre succès.

*Groupe de travail, présidé par **Claude VIMONT***

Institut Montaigne – 38, rue Jean Mermoz – 75008 Paris.

L'HISTOIRE BOUGE...

« Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ; nous avons entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins descendus au fond inexorable des siècles, avec leurs dieux et leurs lois, leurs académies et leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques ...

Nous savions bien que toute terre apparente est faite de cendres, que la cendre signifie quelque chose ; nous apercevions, à travers l'épaisseur de l'Histoire, les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie ».

Paul Valéry

La chronique des lettres

par Philippe SÉNART

- **Jean Rouaud** : *L'imitation du bonheur*
- **Marc Lambron** : *Une saison sur la terre*
- **Angelo Rinaldi** : *Où finira le fleuve*

Des *Champs d'honneur* à *Des hommes illustres*, au *Monde à peu près* et à *Sur la scène comme au ciel*, M. Jean Rouaud, composant un agglomérat de souvenirs, de témoignages et de documents, a écrit une suite (dirai-je romanesque ?) qui n'est que l'histoire de sa famille. Il se dit myope et il n'a eu de ce monde (une ville de la Loire-inférieure), à travers la pluie (il pleut continuellement dans ses livres), qu'une vision brouillée, c'est « le monde à peu près », le temps effaçant, inventant, arrangeant, une fiction, mais vraie. M. Rouaud se détournant des siens, envers lesquels après quatre ou cinq livres, il s'estime quitte, raconte aujourd'hui, dans *L'imitation du bonheur*¹, l'histoire d'une vie imaginaire, une vraie fiction. Y a-t-il une différence entre une fiction vraie et une vraie fiction ? Stevenson a dit : « Je suis peu sensible au désir d'exactitude ». M. Rouaud place cette phrase en exergue à *L'imitation du bonheur*.

Comment l'idée lui est-elle venue de raconter la vie, d'écrire la chronique, préfère-t-il dire, de Constance Monastier, la fille d'un jardinier cévenol dont le patron, un riche filateur, a fait sa femme. Le narrateur que M. Rouaud a investi de tous ses pouvoirs, a aperçu le profil de la très belle Madame Monastier dans le reflet de la vitre d'un wagon de la ligne de chemin de fer Paris-Le Puy. Elle y avait pris place un jour du printemps 1871, revenant de Paris, en pleine Commune, où, mère inquiète, elle était allée

voir son fils en pension dans son collègue. M. Rouaud a recomposé cette vie à partir de ce reflet. Dans un temps où Zola avait décrété que la littérature devait être scientifique et que les faits, avant d'être transcrits en mots, devaient être prouvés, sinon ils n'existaient pas, une vie qui n'est saisie que dans un jeu de lumière fugace, est-ce qu'elle est réalité ou illusion poétique ?

La traversée des Cévennes dans la diligence du Puy à Alais au cours de laquelle s'est opérée la merveilleuse rencontre entre Madame Monastier et Adophe Keller, un communard blessé et traqué fuyant à travers la lande, constitue, la Poésie suppléant la Science, un parcours lyrique. C'est sur des sommets lumineux où, « déviée du droit chemin », la très bourgeoise Madame Monastier a rejoint le communard dans sa fuite hors du monde qu'elle a eu la révélation de l'Amour et de la Justice. Ce parcours lyrique a été un parcours initiatique. Il a débouché d'un long cheminement intérieur, dans la nuit étoilée de la montagne, au grand jour de la conscience.

« Un roman, ça imagine, ça analyse, ça raconte », dit M. Jean Rouaud. Mais le roman n'est-il pas mort, depuis que Zola, l'inspecteur de la littérature scientifique comme il l'appelle, en bannit l'imagination et que la photographie et le cinématographe l'emportent sur lui pour « rendre le réel » ? Au moment où M. Rouaud a décidé d'écrire une vraie fiction, la question ne peut que le tourmenter « Ecrire la chronique de votre vie revenait à me poser la question du roman », ainsi interpelle-t-il Constance Monastier et il ne cesse de l'interroger dans

¹ Gallimard.

tout son récit sur « la façon de raconter ». Charles de Rémusat, l'homme le plus intelligent du XIX^e siècle, a écrit : « Est-ce que la peinture et la sculpture se composent de tableaux et de statues ? Non. Tableaux et statues ne sont que des occasions de raisonner sur ce qu'est la peinture et la sculpture ». Le roman ne serait-il pas, lui aussi une occasion de raisonner sur le roman ? Le sortant du suaire, où M. Rouaud veut lui ôter le costume démodé dans lequel il a été enseveli. Il ne veut plus récrire « un roman à crinoline ».

Pourtant lorsque la traversée des Cévennes a pris fin, que le proscrit s'est embarqué pour les îles dans un port de la Méditerranée, que Madame Monastier, convertie au Juste et au Bien, ayant pris la direction de la filature à la mort de son mari, fonde des cités ouvrières et des écoles, qu'elle s'y est ruinée, que son notaire achève de la détrousser, que le communard amnistié revient des îles où il a perdu ses illusions et n'a cherché qu'à gagner de l'argent, qu'il l'offre à Madame Monastier ; qu'ils repartent tous les deux pour les îles après avoir fermé la filature (« partout où il y a de l'injustice, on pourra compter sur nous pour réparer les torts, panser les blessures, endiguer la misère et encourager l'espérance »), tandis que le fils Monastier qui avait fait reproche à sa mère d'avoir trompé son mari, devenu avocat célèbre, ne plaide plus que pour les opprimés, on peut se demander si M. Jean Rouaud n'a pas écrit, plein de bons sentiments, attifé à l'ancienne mode, un « roman à crinoline » pour bonne-mamans ? Mais est-ce que ce n'est pas volontairement, dans un dessein bien médité et réussi qu'ayant constaté que le roman était bien mort, il lui a porté le coup de grâce en le tournant en dérision ?

*
* *

Ce livre (livre de souvenirs ou roman) est né d'une rencontre de Marc Lambron avec Patrick Modiano qui lui a demandé pourquoi né lyonnais, il n'écrivait pas un livre sur Lyon. « Si j'écrivais sur Lyon, avait répondu Marc Lambron, ce ne serait que pour désembrumer cette ville, plus du côté de l'intelligible que du flouté, parce que j'ai besoin de m'expliquer des choses ». A l'occasion d'allers-retours entre Paris où il conduisait quelques aventures littéraires et Lyon où il aspirait à retrouver son passé, M. Lambron a été amené à écrire le livre sur Lyon que réclamait M. Modiano, mais parce qu'il est « un enfant de la brume », ainsi se qualifie-t-il, il ne devait écrire *Une saison sur la terre*² qu'au cours d'un automne, dans un clair-obscur peu propice à l'élucidation des questions auxquelles il aurait voulu obtenir des réponses. Livre de souvenirs, selon un tracé bien balisé ? Roman où c'est l'imaginaire qui invente le réel avec des mots peut-être menteurs ? *Une saison sur la terre* s'exprime dans un ambigu de réalité et de rêve.

Dans ce livre de souvenirs, nous suivons M. Lambron de la khâgne lyonnaise du lycée du Parc toute imprégnée du personnalisme chrétien de Jean Lacroix et de Jean Guilton à l'Ecole normale de la rue d'Ulm qui lui était apparue comme « un abri national pour jeunes asociaux entichés de romans et sous l'aspect d'une maison de repos accueillant généreusement et payant des jeunes provinciaux pour qu'ils se livrent au péché de lecture en plein cœur de la capitale », ce qui l'avait immédiatement séduit. A Paris, où il arrive dans les années

² Grasset.

75 du dernier siècle, sous le règne orléaniste de M. Giscard d'Estaing, est-ce que la France s'ennuie ? Il ne se passe rien et l'Histoire est remisée au magasin des accessoires. Le rock, dit M. Lambron à qui les Beatles inspirent une passion, prend la place d'une guerre qui n'a pas eu lieu. Tout le monde imite tout le monde, tout le monde ressemble à tout le monde. Il est de bon ton de se déclarer révoltés, mais la révolte est un état confortable dont l'on touche bourgeoisement les dividendes. M. Lambron, affublé d'un manteau afghan ou de quelque autre chose de semblable, ne jurant que par Barthes, Lacan, Derrida, Michel Foucauld ou Sollers (oui, Sollers !!), asocial strictement conformiste, est le produit-typé de cette époque, qui, comme aurait dit Péguy, n'est qu'une période.

Mais ce livre de souvenirs pourrait être aussi, lu en filigrane, un roman. L'itinéraire de M. Marc Lambron, de Lyon à Paris, de Paris à Lyon, avec quelques écarts dans le Valois de Rousseau et de Gérard de Nerval où il a accompli un pèlerinage avant de se mettre à écrire, mais sur lesquels il ne peut pas compter pour apporter un peu de clarté dans ce paysage embrumé, se déroule à la lueur d'une étoile (filante ou fuyante). Marianne, « être de fuite », est apparue à M. Lambron de loin en loin dans son ciel. Pour la dernière fois, elle lui a adressé un message de la grotte de Lourdes. Plus « figure » que « réalité », transcendée par les mots menteurs en chimère, c'est la Sylphide de Chateaubriand. Elle fait de ce livre de souvenirs un roman qui n'a pas été. Elle en détient le secret. Sylphide ou Sphinx ?

*
* *
*

Où finira le fleuve, demande M. Angelo Rinaldi dans son dernier roman³ où c'est tou-

jours le même fleuve qui roule le flot sinueux et incertain d'une vie jusqu'à l'embouchure fatale dans laquelle le Temps conjuguera passé et futur dans un immobile et éternel présent, ayant enfin donné tout son sens à un courant qui cherchait sa pente.

Pour conjurer le Temps où toute vie se perd, M. Angelo Rinaldi fait semblant d'écrire un roman sans but aux détours capricieux, fait d'un entrecroisement de fils innombrables, d'un enchaînement de hasards et de coïncidences, de libres associations d'idées et d'images dans le foisonnement des mots. Mais « tout ce qui se produit dans une vie devait arriver », a écrit M. Rinaldi.

Contemplatif, il y est plutôt voyeur qu'acteur. Dans chacun de ses romans, M. Rinaldi narre « une histoire destinée à se poursuivre sans lui », à s'engouffrer dans le Néant. Elle le laisse au bord du fleuve où il jette ses filets pour recueillir au passage du flot qui est bourbeux, des souvenirs qui ne sont que des épaves.

« Que faire, sinon mentir et jouer sous les étoiles » dit-il. Toute l'œuvre de M. Rinaldi ne serait-elle que simulacre ? Il faut lire jusqu'au bout. Où finira le fleuve. L'ultime phrase de ce roman qui n'est une fois de plus, qu'une étape dans le long pèlerinage que M. Rinaldi conduit à la recherche de sa vérité, nous invite, au lieu de descendre le fleuve, à le remonter jusqu'à sa source.

C'est là où s'opère le partage du faux et du vrai qu'au terme d'une lecture à contre-courant il apparaîtra que l'œuvre de M. Rinaldi obéit dans son déroulement à une détermination. Ces romans ont un but.

Philippe SÉNART

¹ Fayard

Au Proche-Orient, après guerre ou avant-guerre ?

par Jean-Marie DAILLET

Cette guerre de 33 jours, qui a tué un millier de civils libanais, une centaine de civils et des dizaines de militaires israéliens, détruit l'économie à peine convalescente et anéanti la reconstruction et la modernisation du Liban, sans assurer la sécurité d'Israël, regardons-la, bien en face.

Elle n'est, en définitive, qu'un nouvel épisode sanglant, et plus odieux que jamais, de la grande guerre née au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale gagnée sur le nazisme allemand, le fascisme italien, l'impérialisme japonais. Cette grande guerre du Proche-Orient qui se poursuit depuis 60 ans a spectaculairement éclaté au grand jour le 22 juillet 1946, lorsque l'Irgoun, bras armé du sionisme, commandé par Menahem Begin, fit sauter une aile de l'hôtel King David, à Jérusalem, tuant 110 militaires anglais. A l'époque, Andréï Gromyko, ambassadeur de Staline à l'ONU, soutenait cette résistance terroriste à l'occupant, le projet d'un Etat juif étant pour le Kremlin « un mouvement de libération anti-impérialiste, ennemi des régimes féodaux arabes laquais du colonialisme britannique ».

Aujourd'hui, George W. Bush, arrogant capitaine incompétentissime à la barre du plus puissant vaisseau du monde, laisse piloter son bâtiment par un petit remorqueur qu'il paie très cher pour le conduire sur une côte méditerranéenne minée où, non seulement les bombes à fragmentation de Tshal

estropient et tuent encore enfants et civils, mais aussi achèvent les restes d'espoirs de paix négociée.

Gribouille ne ferait pas mieux : l'inconsscient de Washington fait grand plaisir aux boutefeux du Proche-Orient. Complicités croisées, symétriques, des manipulateurs insolents, rigolards (voyez les sourires de Bachar el Assad et de Cheikh Nasrallah), de peuples recrus de douleurs insupportables et ainsi voués aux haines héréditaires.

Ce n'est plus le temps des grandes espérances, des initiatives courageuses, patientes, parfois assassinées. Oslo et Camp David (1994), Charm el-Cheikh (1999), négociations prometteuses, signes de bonne volonté réciproque israélo-palestinienne, poignées de mains spectaculaires, feuille de route offerte en 2003 par le quatuor USA/Union européenne/Russie/ONU... Tout cela est relégué aux archives diplomatiques, aux films rétrospectifs. Sur le terrain pousse, dans les gravats, un mur de béton qui n'est ni une frontière sûre, ni un bouclier mutuellement protecteur. Les murs sont faits pour être abattus.

Alors, guerre de 100 ans ? D'aucuns parlent d'avant-Troisième guerre mondiale. Le président Chirac dit que le monde est « au bord du gouffre ». Avec précautions diplomatiques et techniques, il envoie, et inspire à d'autres chefs d'Etat d'envoyer, quelques milliers de soldats pour consolider le cessez-le feu et

tâcher d'aider le Liban à revivre, à recouvrer sa souveraineté, et son unité précaire, à se donner un gouvernement ayant autorité sur tout son territoire et désarmant le Hezbollah. Mission difficile, risquée, nécessaire. Ce devrait être l'heure de l'Europe, c'est-à-dire de la diplomatie de l'Union européenne. Envoyer des troupes, ce n'est qu'une mesure de précaution, ce n'est pas encore une stratégie de paix. Or, l'Union européenne constitue en elle-même l'exemple à suivre : 60 ans de paix, 56 ans de construction inlassable, minutieuse, d'un projet sans précédent, à partir d'une mise en commun de ressources stratégiques, telle fut la méthode Monnet-Schuman, l'invention du XX^e siècle, prototype de nouvelles relations internationales. Tôt ou tard, et naturellement au plus tôt, il faut appliquer cette méthode réaliste et efficace, qui a effacé la guerre et la dictature du paysage européen, depuis 1950 à l'Ouest, depuis quelques années au Centre et dans les Balkans, avec intégration économique et, dans la liberté des peuples, progrès politique

et social, naissance d'une influence diplomatique européenne dans le monde, et d'abord aux confins méditerranéens de l'Union.

Il y a quelques années, le frère cadet du roi Hussein de Jordanie, le prince Hassan Bin Talal, avait publié dans *Le Monde* et tous les grands quotidiens de la planète un article intitulé « Avant qu'il ne soit trop tard » sur la montée des périls au Proche-Orient. Ce grand intellectuel arabe se référait à la méthode Monnet-Schuman et, expressément, à la création en 1950-52 de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, dont il prenait exemple pour proposer une Communauté de l'Eau et de l'Energie entre les États du Proche et du Moyen-Orient. Voilà ce que l'Union européenne doit aider les protagonistes du conflit israélo-libano-syro-irano-irako-palestinien à négocier : l'eau et l'énergie sont biens communs, plutôt qu'enjeux. Utopie ? L'Union européenne était une utopie.

Jean-Marie DAILLET

APPEL À LA RAISON

« Nos traditions religieuses sont différentes mais ne nous rendent pas hostiles les uns aux autres. Ensemble nous voulons demander aux hommes et aux femmes de se comprendre. Proches les uns des autres, nous voulons prier Dieu pour qu'il accorde la paix à la terre des hommes ».

La Communauté de Saint'Egidio, sept. 2004.

Les défis d'un monde nouveau

par Jacques MALLET

L'interview de Dominique Moïsi, l'un des meilleurs experts français de politique internationale, m'a incité à réunir quelques réflexions personnelles sur les grands changements intervenus dans le monde depuis une vingtaine d'années et les nouveaux défis qu'il lance à la France et à l'Europe dans les vingt prochaines années.

Je rappellerai d'abord les faits nouveaux importants intervenus depuis la chute du Mur en 1989 et la fin de l'empire soviétique : les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York – et les attentats de Madrid et de Londres où s'exprime avec violence un fondamentalisme islamique anti-occidental - ; la guerre d'Irak déclenchée par les Etats-Unis pour des motifs erronés (liens de Saddam avec Al-Qaïda, détention par l'Irak d'armes de destruction massive) et leur enlisement dans cette guerre mal conduite ; l'échec du processus de paix israélo-palestinien, dont les responsabilités se situent de part et d'autre. Il ne faut pas oublier qu'au Proche-Orient tous les problèmes sont interconnectés. C'est dans ce contexte que se situe la guerre au Liban déclenchée le 12 juillet.

En ce qui concerne l'Europe deux événements majeurs : la naissance d'une Union européenne à 25 le 1^{er} mai 2004 – ce sera bientôt l'Europe des 27 avec la Bulgarie et la Roumanie – et le « non » de la France (mais aussi de la Hollande) au projet de Constitution européenne qui a entraîné

une crise de l'Europe. Dominique Moïsi a résumé ainsi ses graves conséquences : « moins de France en Europe, moins d'Europe dans le monde ». L'Europe souffre depuis lors d'une maladie de langueur dont elle n'est pas encore sortie. Le départ annoncé de Blair de Downing street ne pourra que l'aggraver.

Parmi les faits les plus importants, il faut noter la réapparition de la puissance russe.

A ces faits nouveaux s'ajoutent les changements de longue durée intervenus dans le monde. Je me bornerai à les énumérer : l'essor rapide des pays émergents (Chine, Inde, Brésil) et la mondialisation accélérée de l'économie ; le défi énergétique de l'après-pétrole ; le réchauffement climatique et ses graves conséquences ; le vieillissement des européens, en particulier en Russie et en Europe de l'Est mais aussi en Italie, en Espagne, en Allemagne. La France constitue à cet égard dans une certaine mesure une heureuse exception ; enfin, la croissance anarchique des migrations. En fond de toile de ces évolutions un risque majeur apparaît : celui d'un choc de civilisations entre l'Occident et l'islam.

Un mot encore sur les événements survenus depuis le 12 juillet au Proche-Orient : la guerre au Liban déclenchée par une provocation du Hezbollah sans doute téléguidée par l'Iran et la riposte que beaucoup ont jugée disproportionnée d'Israël qui a largement détruit le Liban sans porter de coups décisifs au Hezbollah. La situation

reste très fragile. Rien n'est réglé ni au Liban, ni en Irak, ni en Afghanistan. Dans cette crise majeure on a dit que l'Europe avait été absente. Cela ne me paraît pas exact, en tout cas en ce qui concerne « l'Europe des Nations ». La France en particulier a été très active, c'est elle qui est à l'origine de la résolution 1701 de l'ONU, qui a permis la cessation des hostilités et la constitution d'une force internationale, mais grâce aussi au retour sur la scène européenne et internationale de l'Italie d'après Berlusconi.

Comme l'a souligné M. Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure : « Le Liban ne démontre pas seulement la capacité d'action de l'Union mais aussi sa volonté d'agir... L'application de la résolution de l'ONU a été rendue possible parce que les Européens ont été capables de constituer la force qui permettra de veiller à l'application des décisions prises par l'ONU ». L'Europe a également joué un rôle majeur à la réunion de Stockholm pour aider financièrement la reconstruction du Liban. M. Solana conclut : « En deux semaines l'Europe a montré ses capacités. Je ne comprends pas pourquoi persiste l'idée qu'elle est en crise ».

Tout ce que l'on peut dire c'est que si la Constitution européenne avait été adoptée, l'Europe aurait pu agir mieux et plus vite grâce à des réformes institutionnelles qui apparaissent plus que jamais indispensables pour faire marcher une Union européenne à 27 : une présidence qui ne soit pas limitée à six mois, un ministre des Affaires Etrangères européen exerçant en même temps les fonctions de Commissaire chargé de l'action extérieure de l'Union et disposant de certains services communs, enfin l'élargissement des possibilités de vote à la majorité selon de nouvelles règles tenant mieux compte du poids démographique des Etats membres.

Le nouvel état du monde nous rappelle ce que disait Raymond Aron : « n'oublions pas que l'Histoire est tragique ». J'ajoute que ce monde nouveau a besoin d'une Europe unie et forte. Il sera différent selon que l'Europe existera ou non. Si nous ne mettons pas en œuvre au cours des prochaines années les réformes nécessaires, la renaissance des nationalismes affaiblira l'Europe et la condamnera à l'impuissance. Son salut exige un sursaut.

Jacques MALLET

Le dictionnaire du sens interdit

par **André LE GALL**

ESPOIR. Tirs de missiles, enfants carbonisés, familles expirant sous les décombres, le Liban en ruines, les cibles enfouies dans les profondeurs de la terre, dans le sein des populations, Israël promis à l'éradication ; et, au-delà, peuples asservis, déplacés, déportés, assassins suicidaires hébétés de mots, d'images, de drogue, tyrannies nucléaires, mafias planétaires, trafic d'organes, destruction d'embryons humains, peuple sans voix des enfants assujettis au travail forcé etc. etc. On est là, sans vertu particulière, sans lumière singulière, occupé à des tâches banales, répétitives, nécessaires, l'esprit embourbé dans les obsédants soucis du quotidien, et il faut qu'en plus les médias nous déversent sur la tête des tombereaux de faits, de scènes, de cris qui sont comme la marche triomphale du maléfique dans son déploiement terrestre. Venant après les exterminations planifiées du siècle dernier, les convulsions qui se projettent sur les écrans, les oppressions qui se lisent à fleur de papier journal imposent sourdement le sentiment que l'espèce est mauvaise, qu'elle est condamnée, et que l'histoire n'est que la longue marche de l'expiation, et qu'il faut surtout ne rien faire car, immanquablement, l'utopie du bien aboutira au redoublement du mal.

Le monde étant ce qu'il est et l'histoire ayant été vécue comme elle a été vécue, force est de constater qu'il est difficile de prendre le parti de l'espoir. Parti nécessaire cependant, le seul à vrai dire, car que faire s'il n'y a rien à faire, et si le pire est toujours certain ? Mais le pire n'est

pas toujours certain. A côté des guerres sans fin, il y a des paix réussies, à côté des nations qui sombrent, il en est qui ont su se protéger par des lois et des institutions à l'abri desquelles elles prospèrent. Lecteur, je livre à ta sagacité les raisons de l'espoir.

Ce qui rend tout à fait suspect le désespoir, c'est qu'il est devenu la doctrine officielle du système culturel. Sur les théâtres comme sur les écrans, sur les toiles comme dans les livres, le désespoir s'est instauré en norme. Destruction, subversion, dérision, l'entreprise a d'autant plus d'attraits qu'elle ne demande qu'un talent très minimal. Il suffit qu'il soit labellisé. Quand toutes les voix disent la même chose, c'est le moment de se méfier. La liberté de l'esprit se manifeste à l'ordinaire par l'énoncé de quelques évidences. Celle-ci par exemple : le séisme psychique qu'a engendré l'effondrement des idéologies les plus révérees du XX^{ème} siècle ne justifie pas la conséquence qu'on en a indûment tirée à savoir que rien d'autre ne méritait de subsister. Ce n'est pas parce que, dans la réalité, le marxisme-léninisme s'est révélé comme la projection sur terre de l'abîme de Dante que seul est légitime le désespoir universel. Désespoir, au demeurant, confortable, accueilli, commenté, honoré, décoré, subventionné. Les mots de l'apostasie caracolent sous les applaudissements de la claque apeurée. Que faire ? On peut toujours essayer de dévoiler ce que recèlent les mots. D'où ce dictionnaire.

André LE GALL

Voyage Vénitien

par Françoise COLIN-BERTIN

Venise est à l'honneur cet automne à Paris : la « Sérénissime », l'Indépendante, la Singulière, l'Unique, dont Pétrarque disait déjà en 1364 qu'elle « *était l'unique demeure de la liberté, de la paix et de la justice... , cité riche en or, mais plus riche en beauté, et combien plus grande que tout le sel de son esprit* ».

Forte de ses institutions, inchangées de 1297 à 1797, modèle de gouvernement républicain pour l'Europe de l'Ancien Régime, forte de son ouverture sur les mers et sur l'Orient depuis l'époque byzantine, elle a su conquérir et développer ses domaines, garder ses intérêts, consolider ses alliances politiques, économiques et culturelles, pour résister aux pressions de l'Empire ottoman. Cette cité-Etat qui avait la suprématie sur les échanges commerciaux en Méditerranée, a su tisser des liens privilégiés sur le plan artistique avec Damas et le Proche-Orient, Constantinople et la future Turquie, Le Caire et l'Égypte. Relations à rebondissement, enrichissement mutuel par le biais des échanges des savoirs et des techniques entre les capitales d'Orient et celles d'Europe, grâce au dialogue incessant entre Venise et l'Orient principalement du XIV^e au XVII^e siècle, c'est ce dont il sera question dans une prochaine exposition à l'Institut du Monde arabe. Comprendre à nouveau les péripéties de l'Histoire avant de repenser l'actualité : une réflexion sur deux destins.

L'âge d'or de Venise se situe à la fin du XV^e et au XVI^e siècle, parallèlement aux deux

autres grandes capitales italiennes, Florence et Rome, chacune avec sa personnalité. C'est la Renaissance ; un vent de renouveau souffle sur la littérature, la philosophie, l'architecture, la sculpture et la peinture ; à Venise ce sera la peinture. Celui qui domine pendant plus de soixante ans la peinture vénitienne c'est Titien, tel que nous le révélait déjà l'exposition de 1993 au Grand Palais « *Le siècle de Titien* ».

En effet, Tiziano Vecellio, dit le Titien, participe à la gloire de Venise. Venu à 9 ans de Pieve di Cadore pour entrer dans l'atelier de Gentile Bellini puis de Giovanni Bellini, il va collaborer aux côtés de Giorgione au décor du Fondaco dei Tedeschi, et très vite va connaître un grand succès auprès de l'aristocratie vénitienne, auprès du Doge, auprès des grandes familles de Ferrare, de Mantoue et d'Urbino, ainsi qu'auprès de Charles Quint et de son fils Philippe II, enfin auprès du Pape Paul III et des Farnese. Il est, depuis la mort de Gentile Bellini (1516), le peintre officiel de La Sérénissime République ; alors il peint pour le pouvoir de la République, pour tous les hommes de pouvoir de son temps, qu'ils aient un pouvoir politique, intellectuel, religieux. Et il fait aussi le portrait du pouvoir (princes, ducs, empereur, Pape, cardinaux, écrivains, amis), le portrait de femmes pour mieux nous en dévoiler le pouvoir, et surtout il nous démontre l'extraordinaire pouvoir de la peinture. Rappelons la phrase d'Alberti dans son *De Pictura* de

1435 : « *La peinture a en elle une force toute divine* ». « Portrait du pouvoir, pouvoir du portrait » comme l'explique Edouard Pommier. Voilà résumé le propos de l'exposition qui vient d'ouvrir ses portes au musée du Luxembourg intitulée **Titien le pouvoir en face**.

C'est le Titien portraitiste qui est présenté. Le Titien qui exalte l'individualité de chacun de ses personnages, qui concilie la réalité physique, et l'importance de la fonction, du rang social, du pouvoir, avec les qualités spirituelles et les sentiments qui les inspirent. Parce qu'il sait capter à la fois les traits physiques et psychologiques, le réel et le spirituel, l'Arétin nous dit qu' il les représente « en chair et en esprit ». Le même l'Arétin voyant son portrait écrit que Titien peint avec ce « *quelque chose qui respire, pulse et possède un élan de l'esprit, de la même manière que je me vois en face ...*

Il a le sens des choses dans son pinceau. »

Effectivement, il emploie très vite un langage réaliste et naturel à la fois. Pour cela il travaille directement sur la toile sans dessin préliminaire (comme son maître Giorgione), et applique des couleurs franches, des tons les plus sombres sur un champ plus clair, faisant émaner la lumière des profondeurs de la peinture. La couleur et la lumière l'emportent sur la ligne ferme et le dessin. Vasari

remarque (et déplore) dans le débat entre le « disegno et le colorito » entre le « finito et l'abbozzato » cette nouvelle manière propre au Titien « où les couleurs sont appliquées en touches cassées et en pans ». Novateur par cette liberté incroyable des touches, le plus souvent isolées et fragmentées qui font vibrer la lumière, il fera l'admiration de ses contemporains, et à sa suite des Tintoret, Véronèse (nous avons pu apprécier la vivacité, la virtuosité de sa touche l'année dernière au Luxembourg), Rubens, Van Dyck, Vélasquez, Reynolds, Goya ; en un mot, la première révolution impressionniste se passe à Venise.

Emouvante la diversité des émotions et sentiments de ces portraits, fascinants les regards de ces hommes illustres, envoûtant le charme de ces femmes, impressionnante la force de suggestion de la vitalité ou de la douceur, sans doute due à sa technique ! Voici le témoignage direct de Jacopo Palma le Jeune : « *Titien a vraiment été le plus excellent des peintres car ses pinceaux semblent enfanter sans cesse des signes expressifs de la vie. »*

C'est le parfum et la lumière de Venise qui nous parvient.

C'est le pouvoir des images sur lequel il faut méditer.

Françoise COLIN-BERTIN

Notes de lecture

Les nouveaux penseurs du christianisme de Michel Cool

Ce livre est né d'un agacement devant le dénigrement notamment médiatique dont est victime la religion chrétienne jugée en perte de vitesse et d'influence. Journaliste, ancien directeur de *Témoignage Chrétien*, Michel Cool a voulu mener l'enquête en allant interroger dix théologiens, de nouveaux penseurs, catholiques ou protestants, français, belges ou suisses, qui n'hésitent pas à sortir des sentiers battus.

« Nouveaux » doit en effet s'entendre ici dans tous les sens du terme. Il s'agit à la fois d'une nouvelle génération de penseurs et d'une nouvelle pensée de théologiens libérés en quelque sorte depuis le Concile Vatican II et qui, selon l'expression de l'un d'entre eux, veulent bâtir « une théologie de l'ère de l'interrogation », celle de la mort de Dieu. Ils ont lu Nietzsche, Marx et Freud et s'inspirent de Teilhard de Chardin, de Dietrich Bonhöffer, mais aussi entre autres d'Albert Camus et Simone Weil.

Michel Cool a manifestement fait sa moisson dans les champs qu'il affectionne, loin d'une théologie académique et traditionnelle qui répète passivement ce qu'ont dit les générations précédentes, chez ceux que l'on pourrait appeler « les dissidents de l'intérieur » qui tentent d'ouvrir de nouvelles voies et secouent les pesanteurs d'institutions qu'il est bien difficile de mettre en branle mais auxquelles ils entendent rester fidèles.

Cette enquête, pleine de tact et de modération, sur un sujet a priori difficile et délicat, se lit

cependant d'une seule traite, tant elle est vivante et variée, manifestant ainsi l'effervescence qui anime, à ses franges, la chrétienté, du moins sur notre continent.

Avec un style qui donne à voir autant qu'à penser, Michel Cool nous présente des hommes et des femmes qui ont accepté de se livrer, avec leurs doutes et leurs interrogations mais aussi leur enthousiasme et leur « émerveillement ».

Pourtant, ces voix paraissent d'autant plus crier dans le désert de l'indifférence moderne, qu'elles le font en ordre dispersé. Tous ces théologiens attachent une importance capitale au dialogue avec les autres religions et à cet effet, multiplient les publications, les « dix » ont écrit chacun six ou sept livres en moyenne au cours des dix dernières années, reconnaissant comme l'avoue l'un d'eux, qu'il est « difficile d'avoir de vraies conversations qui soient honnêtes ».

On est étonné cependant de l'aspect artisanal de leur démarche, isolés dans les chapelles que constituent les ordres ou les cultes auxquels ils appartiennent et disposant finalement de peu d'outils d'analyse pour comprendre la société où nous vivons.

Constatant le porte-à-faux entre la religion chrétienne et le monde moderne, ces « nouveaux penseurs » paraissent plus occupés à adapter le message chrétien pour leurs contemporains qu'à comprendre les ressorts de cette société technicienne si bien décrite par ce grand penseur protestant qu'était Jacques Ellul pour qui « le problème central métaphysique, pourrais-je dire, n'est plus pour l'homme l'existence

de Dieu et son existence à lui, en fonction de ce mystérieux sacré, mais bien le conflit entre cette rationalité absolue (celle de la technique, de l'ordinateur) et ce qui jusqu'à présent constitue sa « personne ».

Jean-Pierre PRÉVOST

Ed. Desclée de Brouwer, 19,50 €.

Vivre savant sous le communisme **de Georges Ripka**

Georges Ripka, fils d'un ministre du gouvernement tchèque renversé par les communistes, a fui son pays et s'est installé en France pour y travailler comme physicien au Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay. Il a conduit une série d'entretiens avec des savants de haut niveau qui ont travaillé en URSS ou dans les pays satellites. Les témoignages reflètent une grande diversité, due en partie aux différences de situation selon les pays. Par exemple, les savants polonais émigrés jouissaient d'un prestige en Pologne alors que la Tchécoslovaquie considérait ses expatriés comme des traîtres. Il résulte néanmoins de ces témoignages un tableau éclairant des forces et faiblesses de la science sous le régime soviétique et, de façon plus générale, dans ses rapports avec le communisme. Des inquiétudes s'y font également jour sur l'avenir de la science dans les pays de l'ex bloc soviétique.

Un régime oppressif peut favoriser les mathématiques et la physique.

Les sciences exactes comme échappatoire.

Dans un régime oppressif, les sciences exactes : mathématiques, physique, chimie, forment l'un des rares domaines où, les critères

étant de nature objective, l'idéologie a du mal à s'imposer. Elles ouvrent donc un espace de liberté. La science demeure moralement acceptable, mieux même, elle offre à certains la fierté d'être un élément de résistance à la normalisation des esprits et à l'impérialisme du parti unique. Cet esprit de résistance renforce la solidarité entre savants face à l'ennemi commun. Il explique aussi que les savants résistent à l'intérieur du régime : émigrer serait trahir. Chez quelques-uns, se forge l'espoir que la coopération scientifique internationale (car il y a des échanges) peut être une préfiguration de la coexistence pacifique.

Ces considérations se greffent sur la tradition de l'excellence russe en mathématiques. Celles-ci jouissent d'un grand prestige, les études sont de haut niveau et la Russie compte plusieurs noms de réputation mondiale. Les étudiants cherchent à repérer, pour les pousser, les jeunes écoliers doués et les savants interrogés par Georges Ripka témoignent de nombreux cas où des professeurs ont favorisé la carrière de leurs élèves.

Le régime soviétique favorise les sciences physiques.

Il le fait, bien sûr, pour des raisons stratégiques : permettre le développement de l'industrie et la compétition militaire avec l'Occident. Mais il y a aussi des raisons d'ordre intellectuel. Le matérialisme est une explication scientifique de l'univers ; il a besoin de la science et celle-ci est relativement neutre (sauf dans ses branches dites « humaines »). Elle présente peu de risques de déviations idéologiques.

Le régime soviétique favorise donc l'enseignement des mathématiques, de la physique et de la chimie. Il permet aux élèves doués de faire des études et les aide efficacement. Les livres

ne sont pas chers et l'Union Soviétique entretient une excellente littérature scientifique. La physique et les mathématiques disposent de plusieurs centres de recherche et d'universités du plus haut niveau mondial. Certaines personnalités protègent des scientifiques, même parmi ceux dont le régime se méfie. Staline lui-même protège personnellement certains savants. Dans les cadres du parti, il y a des factions. Les vieux militants sont moins sectaires que les opportunistes. Des échanges avec l'Occident sont autorisés.

Le développement de la science : une aporie pour le régime soviétique.

Comme l'élan révolutionnaire est passé à la terreur stalinienne, le marxisme scientifique est passé à l'idéologie communiste. Le parti s'est approprié tout pouvoir, il a fonctionné en vase clos.

Nombre de familles, y compris leurs enfants, sont barrées dans leurs études et leurs carrières pour des raisons idéologiques, sur de simples soupçons. L'encadrement politique est pesant. Les thésards doivent être agréés par le parti ; l'université connaît l'équivalent du commissaire politique. Le respect de la ligne du parti emprunte des méthodes raffinées : c'est par leurs collègues que l'on cherche à éliminer les déviants. Le climat qui en résulte est celui de la peur. Un savant avouera son sentiment de soulagement, une fois levé le rideau de fer, lorsque, pour la première fois, il a croisé le regard d'un policier sans se sentir soupçonné.

Dans ce climat général, s'insère l'antisémitisme, qui n'est pas le fait du seul pouvoir politique, mais qui trouve souvent un écho dans la société soviétique, même parmi certains scientifiques. Les envois de savants à l'étranger revêtent un aspect ambigu : les bénéficiaires sont

priés de servir d'agents de renseignement. Les occidentaux connaissent un dilemme. Faut-il pratiquer le boycott pour faire pression sur l'URSS ? Vaut-il mieux poursuivre les échanges pour maintenir un minimum d'ouverture ? De 1960 à 1968, se fait jour une période de relative libération. Il y est mis fin car elle démontre qu'il n'est pas possible d'aller jusqu'au bout. Les politiques constatent leur impuissance à maîtriser le développement des sciences ; il leur échappe, pour le parti, il devient une aporie. Dès la fin de cette période, commence un mouvement d'émigration, notamment chez les Israélites.

L'Europe de l'Est a-t-elle aujourd'hui une politique scientifique ?

Nombre de savants de l'Est émigrent aujourd'hui, les uns vers l'étranger, les autres vers les secteurs lucratifs : les affaires et la banque. La science a perdu son prestige dans l'opinion publique et dans les cercles du pouvoir. Des instituts voient s'en aller leurs meilleurs éléments, certains ont dû fermer. Les nouveaux régimes n'encouragent pas la science, ils n'ont qu'une politique de développement à court terme, les savants ne se sentent pas soutenus. Paradoxalement, ces derniers perdent l'esprit de compétition pour adopter celui des chercheurs fonctionnarisés de certains pays occidentaux.

Est-ce l'intérêt de l'Union européenne de laisser la Russie et ses anciens satellites dans un délitement qui ne peut que les entraîner dans des dérives passionnelles ? L'expérience ne montre-t-elle pas que la logique même de la science est celle de l'ouverture et de la coopération sur des critères rationnels ? N'est-ce pas là une logique parallèle à celle de la démocratie ?

Gérard VANIER

Ed. Débats Belin.

Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité **de l'Institut Montaigne**

Sous la direction de Claude Vimont, président, et de son rapporteur François Maligre, le groupe de travail « Compétitivité » vient d'établir un diagnostic d'une rare clarté sur la situation de notre pays par rapport à la mondialisation. Ce concept est couramment agité comme un épouvantail. Les médias, les enseignants et les politiques rivalisent à cet égard de déclarations aussi enflammées que leur contenu est superficiel. Les Français en ont attrapé la phobie de ce qui constitue le problème principal de notre temps, mais aussi sa solution. La mondialisation ouvre des perspectives immenses de progrès, de libération, d'achèvement de l'unité culturelle humaine. Ce qui profitera aux pays déshérités jusqu'à maintenant, se répercutera en prospérité vers l'Europe.

L'Institut Montaigne offre en 143 pages un précis, méritant parfaitement cette désignation, sur cet environnement inéluctable et sur les mesures à prendre d'urgence pour adapter notre pays à ce qui est déjà (et sera encore plus demain) le monde moderne. A quoi sert de bouder ? A quoi sert de dénigrer les réalisations non seulement des Etats-Unis, mais aussi de la Chine et bientôt de l'Inde ? Il est temps de mobiliser les forces intellectuelles et morales dont nous disposons encore largement pour maîtriser la complexité des défis posés. Il est plus que temps de répudier les vieilles recettes qu'au début de la campagne présidentielle des politiciens qu'on aurait cru mieux inspirés, ressortent avec une assurance placide, celle résultant des échecs répétés et des promesses branlantes.

Oui, il est urgent que les hommes et les femmes politiques, que tous les citoyens de notre pays lisent et méditent ce texte ! Il énonce les règles du jeu nouveau, mais indique aussi les directions à prendre pour redonner vie et valeur à l'action des citoyens responsables. Après avoir réalisé cette prise de conscience, il sera alors possible et souhaitable de définir les voies et moyen d'un nouveau pacte social au sein du monde unifié : un livre à lire vite et bien avant la campagne présidentielle !

Charles DELAMARE

Institut Montaigne – 38, rue Jean Mermoz – 75008 Paris. 10 €.

François de Menthon Un catholique au service de la République (1900-1984)

de Laurent Ducerf

Excellent connaisseur de l'histoire des démocrates chrétiens en France, M. Laurent Ducerf, professeur en classes préparatoires aux grandes écoles, vient d'y apporter une contribution importante avec son ouvrage sur François de Menthon, ouvrage réalisé avec l'aide de Jean-Dominique Durand et le soutien de Bernard Bosson, à partir d'une remarquable thèse soutenue en 2000 à l'Université Jean-Moulin Lyon III.

Cette étude approfondie de 500 pages nous fait d'abord redécouvrir la personnalité attachante d'un homme qui a été avec Georges Bidault et André Colin, un des fondateurs du MRP à la Libération. Il incarne mieux que beaucoup d'autres le combat mené par cette famille poli-

tique, inspiré de l'humanisme démocratique de l'ACJF qui n'a jamais dissocié la politique de ses valeurs spirituelles, l'économie de la promotion de la justice sociale et le patriotisme de la construction de l'Europe. C'est cette famille politique qui a donné à l'Europe son premier « père fondateur », Robert Schuman.

Au fil de ces 500 pages c'est aussi toute l'histoire de la IV^e République, surtout de ses dix premières années, qui est retracée avec précision. Il fallait mener un combat sur deux fronts pour la démocratie sociale et contre le communisme alors très puissant. Grand résistant et gaulliste pendant la guerre, François de Menthon n'a jamais rompu avec le général de Gaulle mais lorsqu'il a recherché un accord avec les gaullistes pour éviter l'arrivée au pouvoir de Pinay, de la droite modérée, ce projet a été bloqué par les désaccords entre le MRP et le gaullisme au sujet de l'Europe, dont François de Menthon était l'un des artisans les plus actifs.

Au-delà de cette histoire qui s'est terminée avec les séquelles de la guerre d'Algérie (sur ce point François de Menthon avait vu juste, il n'était pas d'accord avec son grand ami Bidault) c'est toute la difficulté qu'il y a à incarner en France les valeurs de la démocratie d'inspiration chrétienne qui apparaît en pleine clarté. Après avoir été battu aux élections pour la présidence du MRP par Pierre Pflimlin, François de Menthon, l'un des derniers représentants des équipes de chrétiens engagés issus de la Résistance, s'est pratiquement retiré de la vie politique active.

La fin de sa vie laisse un certain sentiment d'échec mais il nous laisse aussi un exemple : celui d'une pensée politique qui ne s'est jamais éloignée de ses fondements spirituels. Il

est difficile en effet d'être à la fois sur la terre et au ciel mais n'est-ce pas l'idéal à poursuivre si l'on croit aux valeurs fondamentales de l'humanisme ?

Jacques MALLET

Ed. du Cerf, coll « *Histoire religieuse de la France* », 43 €.

Louis XVI **de Jean-Christian Petitfils**

« Vous ne pouvez demander au même homme de vous gouverner et de vous suivre » assurait Plutarque. Ce fut le drame du roi Louis XVI, vilipendé par l'histoire officielle de la III^e République que l'école primaire de mon enfance enseignait encore.

L'historiographie de Louis XVI a évolué. Depuis l'ouvrage de Bernard Fay, lu il y a 45 ans et connoté à droite jusqu'à celui de Jean de Viguier encore hagiographique, beaucoup d'encre a coulé. Il manquait l'ouvrage qui soit une synthèse objective et originale : le vide est comblé avec Jean-Christian Petitfils qui nous offre une autre vision.

D'abord la destinée de ce prince, monté sur le trône à vingt ans en raison d'un concours de circonstances malheureuses. Le trône était promis au Dauphin son père, un homme ambitieux et une tête politique. L'héritier du trône avait épousé Marie-Josèphe de Saxe, descendante de cette dynastie régnant sur Dresde et qui a eu les honneurs d'une exposition récente à Versailles. Et le futur Louis XVI n'était même pas le fils aîné. Mais son frère était atteint par une maladie implacable : le futur roi partagea les jeux et

les peines de son frère condamné. Il en garda une grande mélancolie et une grande piété car son jeune frère, même pas adolescent, sut mourir comme un prince très chrétien. Le père allait suivre : le nouveau Dauphin n'était qu'un enfant. Gentilhomme du siècle des Lumières, cultivé, ouvert, aimant la nature, la chasse et ... la serrurerie, il n'était ni Henri IV, ni Louis XIV, des rois guerriers et volages.

Il se prépara, par devoir, à monter sur le trône de France. Respectueux de son grand-père, le roi Louis XV, il en désapprouvait la conduite morale. La famille royale observait avec effroi le pavillon aux cerfs, la liaison avec la comtesse Du Barry sortie du ruisseau, les débordements charnels du roi très chrétien. Le prince royal avait épousé une Habsbourg, la princesse Marie-Antoinette dont il ne parvenait pas à faire sa femme et donc à assurer une descendance. L'auteur nous dessine les traits psychologiques révélés dans les détails. Louis XVI n'aimait pas les conflits de personnes, ne savait pas trancher, se séparait, par timidité, d'un monstre avec brusquerie. Louis XVI détestait la politique avec son lot de sueur, de larmes, de sang. Et Louis XVI aimait son peuple par-dessus tout, au point d'en perdre un jour la vie.

C'est ce prince, un peu gauche, qui accède au trône le 10 mai 1774. Il va durant quinze ans construire une politique qui porte sa marque. Louis XVI est un roi réformateur. Ami des sciences, il en pressent toute la richesse et l'avenir et l'encourage sans cesse : Lavoisier, Montgolfier, Buffon et Daubenton appartiennent à son règne. Il prend en compte la façade maritime de la France : il donne à sa marine de guerre un coup de pouce qui se révèle décisif. Après l'Angleterre et l'Espagne, le pays compte déjà sur les mers.

La Royale rivalise sur mer, porte fièrement le pavillon royal, jette l'ancre à l'île de Gorée, devant ce que sera St-Louis du Sénégal, découvre les rives et les îles de l'Océanie lointaine. Elle va surtout accompagner la politique diplomatique de Louis XVI. Il développe le renversement des alliances voulu par Choiseul. La Maison d'Autriche n'est plus l'ennemie et est devenue une alliée. L'impératrice Marie-Thérèse est désormais un appui. La lointaine Russie est amicale et jamais la France ne sera aussi proche de l'Espagne.

En paix aux frontières, Louis XVI prend la mesure de l'expansionnisme prussien et sera un adversaire implacable de l'Angleterre. Le soutien aux Insurgents américains sera décisif et le Nouveau Monde verra le jour grâce aux armées de Rochambeau et aux navires de Grasse. Encore aujourd'hui la mémoire du roi martyr est honorée chaque 21 janvier par les Etats-Unis. Mais le prix à payer de cet abaissement sera redoutable. Une crise financière va se déclencher et balayer l'Ancien Régime.

En attendant, le roi s'est attaqué aux réformes en déclenchant une Révolution royale impossible et incomprise : la liberté va s'opposer aux libertés. Mais l'improbable alliance entre les partisans de l'une et les défenseurs des autres va emporter le trône. Les libertés contre le pouvoir royal sont surtout devenues des privilèges : les parlements sont constitués et fortifiés par une noblesse de robe qui achète ses charges et veut instaurer, comme aujourd'hui, un pouvoir des magistrats. Sans aucune légitimité et sans l'excuse de juger au nom du peuple français. Les communes ont développé un pouvoir local qui s'accommode mal d'une volonté centralisatrice et modernisatrice. Les provinces sont jalouses de leurs exceptions respectives. Et les corporations veulent, à l'instar de nos syndi-

cats, que rien ne change. Enfin le clergé reste sourd à toutes réformes. De Turgot à Necker, l'aristocratie est aveugle devant la montée des périls.

La dette publique monte, l'impasse budgétaire se creuse, les ministres sont impuissants, les Premiers ministres défilent, le roi se lasse. Dans son camp des ambitieux s'agitent, s'évertuant à l'affaiblir. En désespoir de cause, il faut rendre la parole aux Etats Généraux pour surmonter la crise financière. Mais rien n'arrêtera « la colère du peuple » : c'est-à-dire la petite bourgeoisie parisienne qui prend les armes et la Bastille et surprend les députés à Versailles et la paysannerie française qui prend les châteaux et sa revanche. Car le roi à Versailles est nu et faible : il vient de perdre son fils aîné, il est dépressif et ne veut pas verser le sang du peuple.

C'est toute la chronique d'une chute annoncée : ses adversaires sont prêts à le faire et pas lui. La suite n'est plus qu'un chemin de croix : journées d'octobre 1789, pause illusoire de la Fête de la Fédération le 14 juillet 1790, fuite à Varenne mal préparée et mal exécutée. La fin arrive vite : la Constitution de 1791 va démontrer une première fois que la France n'est pas faite pour une monarchie constitutionnelle. La Restauration, la Monarchie de Juillet le prouveront une seconde fois : le drapeau tricolore et la République ne font qu'un.

La fin est connue. Le roi Louis XVI a été un bon roi de France, il sera un improbable roi des Français. Prisonnier dans le palais des Tuileries, affaibli par les inconséquences politiques de Marie-Antoinette, il commet l'erreur d'accepter le 20 avril 1792, la guerre avec l'Autriche et la Prusse. L'armée française, privée de nombreux officiers qui ont choisi l'exil, est vite défaite. L'opinion publique, soupçonneuse, crie

à la trahison. Le 10 août 1792, malgré le courage de la garde suisse, le palais des Tuileries est envahi victime d'un camp royaliste trop inconséquent. De 1787 à 1793, les opposants d'hier ont été les partisans de demain. Pas assez nombreux pour éviter la marche vers l'échafaud.

« Une nation est un plébiscite de tous les jours » disait Ernest Renan. Pour l'avoir ignoré, Louis XVI perdit le pouvoir et la vie. Mais il sut mourir dignement en pardonnant à ses ennemis. L'Histoire ne tardera plus à rendre hommage à l'auteur de l'édit de tolérance de 1787, un prince monté sur le trône au mauvais moment.

Albert KALAYDJIAN

Ed. Perrin, 27 €.

Les richesses du roman policier historique

Autant l'on peut se montrer sévère envers le livre de Dan Brown *Da Vinci Code* à la fois mal écrit, mal organisé et si irrespectueux de la plus élémentaire vraisemblance historique, autant il faut saluer de récents ouvrages réussis, véritable exemples de bon roman policier historique. Dans les deux cas que je signale les auteurs sont de hauts fonctionnaires dont l'écriture est le travail d'aiguille préféré !

Un diplomate

Jean-François Parot, diplomate de son état, a créé un personnage attachant, Nicolas Le Floch, commissaire au Châtelet, sous les ordres du Lieutenant de Police de Louis XV à la fin de son règne, puis de Louis XVI. Le décor est admirablement reconstitué, les

acteurs parfaitement identifiés à des modèles d'époque, l'atmosphère très bien restituée. Mais tout cela est si soigneusement ajusté que l'on en perçoit pas l'immense travail de reconstitution qui a préparé ces volumes. L'œuvre ne sent jamais l'huile ! Le dernier volume *Le sang des farines* (JC Lattès, 446 p/16,50€.) met en scène un complot économique et politique tendant à accaparer les farines, mettre en danger l'approvisionnement en pain de Paris et compromettre à la fois les réformes de Turgot et l'autorité du jeune Louis XVI, soucieux de plus de justice pour ses sujets.

Un magistrat

Jean-Christophe Duchon-Doris est président de chambre à la cour régionale administrative d'appel de Marseille. Son héros Guillaume de Lautaret est procureur du roi, à la charnière des XVII^e et XVIII^e siècle. Tout à la fois gentilhomme distingué, séduisant et fin limier, il aime Delphine d'Orbelet. Dans le plus récent volume de la série, *Les galères de l'Orfèvre*, l'auteur situe l'action de son héros dans l'arsenal des galères de Marseille, qui vient d'être construit sur le quai de Rive Neuve. Au milieu d'une très authentique évocation des lieux, de la chiourme des forçats, il met en jeu un gouverneur de l'arsenal vaniteux et incapable qui abuse de Delphine et un vieux galérien aveugle surnommé l'orfèvre, qui a mis en place un trafic clandestin pour améliorer le quotidien de ses compagnons de chaîne. Guillaume vient à bout du gouverneur corrompu et démonte le trafic de l'orfèvre à travers un récit remarquablement écrit et un suspense sans faille.

Il arrive à Duchon-Doris d'abandonner son procureur du roi et de se rapprocher chronologiquement de nous dans son dernier livre

Le cuisinier de Talleyrand (Julliard, 296 p./14€.) Dans une Vienne surpeuplée par les délégations des vainqueurs de Napoléon, Talleyrand venu défendre ses intérêts et ceux de la France, a amené avec lui Marie-Antoine Carême, le plus grand cuisinier de son temps, afin de séduire autour de sa table les diplomates présents. Il devient ainsi grâce au savoir faire de Carême l'arbitre des négociations. Mais un meurtre incompréhensible met en cause le divin cuisinier, désormais aux prises avec un remarquable policier autrichien, Janez Vladeski. Les recettes de Carême, les exploits amoureux de la nièce de Talleyrand, Dorothée aiguisent l'intérêt du lecteur qui ensuite devra se mettre à la diète pour quelques jours. Un vrai régal.

Jean CHÉLINI

Mes vies d'entrepreneur de Yvon Gattaz

Cet ouvrage reflète, par son titre au pluriel, les multiples facettes de l'activité d'Yvon Gattaz, membre de l'Institut, qui n'est pas seulement le grand patron, le fondateur d'un groupe industriel multinational, Radiall. Il est aussi l'initiateur d'institutions diverses par lesquelles il veut assurer la promotion d'un nouvel esprit d'entreprise.

Il prêche d'exemple. Yvon Gattaz a d'abord créé son entreprise, société à responsabilité limitée, en 1952 avec des distributeurs câbliers. Elle est fondée sur l'invention de la fiche coaxiale par les deux frères Gattaz. Elle porte le nom de Radiall qui était la raison sociale d'un local de la Rue Oberkampf où cette invention a vu le jour. L'ouvrage expose

cette naissance puis le développement de l'usine de Voiron où sont créés d'autres connecteurs coaxiaux et enfin l'expansion des filiales dans le monde entier, des Etats-Unis à la Chine. Cette histoire est riche d'enseignements sur les difficultés rencontrées dans un pays comme la France où la liberté d'entreprendre n'est pas aussi facile que d'aucuns le pensent.

C'est la raison pour laquelle Yvon Gattaz a développé d'autres institutions destinées à répandre non seulement sa conviction que le développement des entreprises est à la base du progrès économique, mais encore qu'il faut asseoir l'entreprise sur de nouveaux principes, faire naître un nouveau type d'entrepreneurs. Il fonde en 1976 le mouvement ETHIC qui expose une nouvelle conception du métier d'entrepreneur et des exigences de la réussite, notamment l'importance des notions d'efficacité, d'innovation et de flexibilité humaine, et de liberté. Puis, il crée en 1986 l'Association « Jeunesse et entreprise » dont l'objet est d'améliorer l'apport des entreprises à l'information, la formation et l'insertion des jeunes. Son ouvrage reprend des positions qu'il défendit très tôt, bien avant qu'elles ne soient débattues dans les médias à l'occasion des conflits sociaux provoqués par les tentatives du gouvernement Villepin de créer un CPE : la nécessité d'emplois nouveaux à contraintes allégées pour lutter contre le chômage et le rôle essentiel de la petite entreprise. Il luttera pour que soit distinguée de l'entreprise moyenne, au plan statistique comme au niveau de la politique éco-

nomique, la petite entreprise, pilier d'une politique de l'emploi, trop souvent oubliée dans les stratégies des pouvoirs publics.

Yvon Gattaz a assuré le rayonnement de ses idées d'abord par son action à la présidence du CNPF dont il fut président de 1981 à 1986. Dans cette période difficile, il sût lier avec l'Elysée et Matignon des relations qui lui permirent d'obtenir un moratoire sur les charges et plus largement une véritable réhabilitation de l'entreprise. C'est un changement dans l'esprit même de l'action de cette institution qu'il suggéra avec le mot de « mouvement » qui fut repris dans le sigle du MEDEF en 1998. La création du mouvement ETHIC (Entreprises de taille humaine Indépendantes et de Croissance) permet aujourd'hui à Yvon Gattaz non seulement de diffuser mais encore de faire progresser sa nouvelle conception du métier d'entrepreneur.

Dans une période où nombre de jeunes étudiants choisissent aujourd'hui de créer leur propre entreprise, ce qui est nouveau en France, on peut se réjouir de voir exposée l'expérience d'Yvon Gattaz et une certaine conception du rôle de l'entrepreneur. Ce livre, écrit avec humour et enthousiasme, devrait inciter les nouvelles génération à mener leur vie en dehors des voies toutes tracées.

Pierre BAUCHET

Ed. Fayard, 19 €.

Les auteurs

Maurice BLIN, *agrégé de philosophie, sénateur des Ardennes*

Françoise COLIN-BERTIN, *historienne, conférencière nationale des musées et monuments, auteur de plusieurs guides historiques*

Jean-Marie DAILLET, *ancien ambassadeur de France*

François FEJTÖ, *journaliste et historien, docteur honoris causa des universités de Pécs et de Szeged*

René FOCH, *directeur général honoraire à la Commission européenne*

Institut Montaigne, *organe de réflexion, présidé par Claude Bébéar et dirigé par Philippe Manière*

André LE GALL, *écrivain, ancien élève de l'ENA*

Julia LEMÉE-LEE, *ancien directeur de la filiale du Groupe E. de Rothschild spécialisée dans le marché chinois*

Jacques MALLET, *ancien député européen*

Henri MÉNUDIER, *professeur des Universités, directeur du Centre universitaire d'Asnières (Sorbonne Nouvelle, Paris III)*

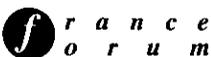
Dominique MOÏSI, *directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI)*

Jean-Pierre PRÉVOST, *ancien journaliste, ancien avocat*

Philippe SÉNART, *critique littéraire*

Alexis TCHERNOZIOM, *pseudonyme d'un Haut fonctionnaire*

Abdoulaye WADE, *président de la République du Sénégal*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost, Gérard Vanier** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire : 0108 P 83488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

Un nouvel équilibre du monde

Vers les Etats-Unis d'Afrique PAR ABDOLAYE WADE

L'Afrique : de nouveaux caps PAR ALAIN DEJAMMET

La mondialisation : le retour de l'Asie PAR MAURICE BIJN

La longue marche vers le marché PAR JULIA LEMÉE-LEE

Regards sur le monde - Interview de Dominique Moïsi PAR JACQUES MALLET

Angela Merkel à l'épreuve du pouvoir PAR HENRI MÉNUDIER

Ukraine la russe et la tentation de l'Occident PAR ALEXIS TCHERNOZIOM

Vers un nouveau dix-neuvième siècle PAR RENÉ FOCH

La Turquie s'éloigne PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST

Dossiers et études

La révolution hongroise de 1956 vue de, - et vécue à - Paris PAR FRANÇOIS FEJTŐ

Travailler mieux et produire plus PAR L'INSTITUT MONTAIGNE

Mots et humeurs

Au Proche-Orient, après guerre ou avant-guerre ? PAR JEAN-MARIE DAILLET

Les défis d'un monde nouveau PAR JACQUES MALLET

Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GAILL

Sommaire détaillé page 3